This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

3 3433 07023064 8

ANNEX

Stretes - Pantiez

S E

RECHERCHES

SUR

LA SITUATION DES ÉMIGRANTS

AUX

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

RECHERCHES

SUR LA SITUATION

DES ÉMIGRANTS

AUX

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD,

PAR

LE BARON A. VAN DER STRATEN PONTHOZ,

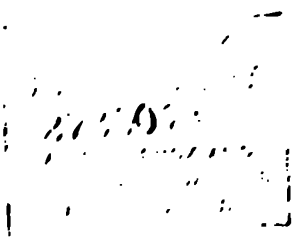
Premier Secrétaire de la légation de Belgique à Washington.

BRUXELLES.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

LIBRAIRIE, IMPRIMERIE ET FONDERIE.

1846



Je me suis attaché à réunir, dans ce Rapport au gouvernement, les renseignements qui sont de nature à faire connaitre la situation des émigrants européens aux États-Unis de l'Amérique du Nord, en laissant de côté ce qui concerne exclusivement l'Amérique.

Après mon départ de Washington, vers le 15 juillet 1844, ma première station fut à Bedford en Pennsylvanie, dans les monts Alleghanys, au milieu des populations allemandes d'émigrants anciens et nouveaux. J'ai continué mon voyage vers Pittsburg, Cincinnati et Détroit, entre le lac Érié et le lac Huron; c'était de ce côté que se portait la plus grande partie de l'émigration en 1844.

J'ai successivement visité les établissements du Michigan, du Wisconsin et des Indiens civilisés qu'on appelle les Brothertown et les Hockbridges, habitant le nord du Wisconsin, dans la direction de Green-Bay, à l'extrémité du lac Michigan, près du lac Supérieur. De cette dernière ville, tout allemande, je revins à Madisson, pour explorer ensuite les rives du Mississipi.

Rosenthal 26 Jan. 1926

Au commencement de décembre, j'étais à Jefferson-city, capitale du Missouri, et après avoir parcouru les colonies de la partie de cet État qu'on appelle le Jardin de l'Ouest, ainsi que celles qui se trouvent au confluent de la rivière des Osages et du Missouri, j'ai continué mes recherches dans les contrées de Saint-Louis ainsi que dans les États de l'Illinois, de l'Ohio et de la Pennsylvanie, en passant par Vandalia, Cincinnati, Columbus, Wheeling, Zoar, Pittsburg et Buffalo.

Le 1er février 1845, j'étais de retour à Washington.

Le but de cette exploration m'imposait le devoir de déterminer le caractère des relations de l'émigrant avec les habitants des défrichements; mais il y aurait de l'injustice à regarder mes observations comme applicables à la nation américaine.

Les contrées que j'ai parcourues sont pour ainsi dire incultes; or l'Américain des défrichements participe du caractère des populations qui se transforment. Politiquement il appartient à la Confédération; mais si l'on considère sa coopération aux perfectionnements de la civilisation des États-Unis, on doit reconnaître qu'il n'est pas Américain; sa position est temporaire et transitoire.

La rudesse et les imperfections de la vie des défricheurs se corrigeront successivement; les régions du nord-ouest et de la vallée du Mississipi préparent avec beaucoup d'activité leurs populations au progrès et au bien-être social dont jouissent les États de l'est.

Des villes s'élèvent, auxquelles il ne faudra qu'un tiers de siècle pour rivaliser avec les métropoles du littoral; déjà leur prospérité porte au loin, dans l'intérieur des terres, l'influence des affaires commerciales; elle y ajoutera les résultats de l'étude des sciences, des lettres et des beaux-arts. La démocratie américaine a des procédés qui lui appartiennent. Boston ne développa-t-il pas la civilisation de

la Nouvelle-Angleterre en construisant ses manufactures et en travaillant dans ses comptoirs?

Je ne parle pas de la forme de mon Rapport, ce n'est pas un livre; la crainte d'être trop long m'a fait supprimer les détails historiques et philosophiques qui auraient pu varier l'intérêt de l'ensemble, tandis que l'ordre de départ pour le Brésil, que je viens de recevoir, me prive du temps nécessaire pour donner à mes conclusions le développement qu'elles peuvent comporter.

En présence des difficultés qui retardent la création de colonies sur différents points des deux Amériques, le fait important à vérifier préalablement était celui de cette émigration, sans contrôle, sans encouragement, qui, en cinquante ans, a déjà versé plus de trois millions d'Européens dans les États-Unis d'Amérique. J'ai entrepris ce voyage avec le seul désir de vérifier ce qui se passe sur les lieux mêmes où se rendent les émigrants et de fournir des renseignements exacts au gouvernement ainsi qu'aux nationaux des différents pays qui s'embarquent dans les ports d'Europe pour aller défricher les terres du nord-ouest des États-Unis d'Amérique.

BARON A. VAN DER STRATEN PONTHOZ,

Premier Secrétaire de la légation de Belgique à Washington.

Washington, le 3 août 1845.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES.

Pendant deux cents ans l'émigration des Européens en Amérique a été le résultat des dissensions religieuses et politiques. Le temps a modifié cette cause d'expatriation. Les émigrants qui vont dans le nouveau monde chercher un refuge, ou l'indépendance de leurs croyances religieuses, sont aujourd'hui en petit nombre.

Au XIXe siècle l'émigration a pris un caractère nouveau. Ce sont les ouvriers, et les classes adonnées aux travaux de l'agriculture, qui passent en Amérique. L'événement est remarquable. De morale et passagère qu'elle était, la cause de l'émigration devient physique et permanente. L'Europe troublée envoyait jadis aux pays étrangers la partie exaltée de ses habitants, celle qui participait aux agitations. A l'époque actuelle, l'émigration s'accomplit en pleine paix.

L'accroissement de la population, combiné avec l'influence du commerce et de l'industrie manufacturière

sur la valeur des terres, a pour effet de réduire les classes laborieuses de l'Europe à une situation précaire. Ces deux influences s'étendront vraisemblablement de jour en jour.

L'importance numérique de l'émigration, et le caractère de régularité et de permanence qu'elle prend, méritent quelque attention.

Chaque année des milliers d'Européens sans expérience et sans protection quittent leur pays. Des tendances de déplacement se manifestent dans beaucoup d'États du continent. Les classes qui subsistent de l'agriculture sont attirées vers l'Amérique du Nord. Elles subissent l'influence du nouveau monde sur l'ancien.

De hautes questions sociales se rattachent à cette migration providentielle. Il faut diriger celle-ci ; il faut la considérer de près pour découvrir par quels moyens le pays où règne un penchant à l'expatriation peut utiliser un événement dont il n'est pas en son pouvoir d'arrêter le cours.

Dans quelle situation se trouve l'émigration européenne aux États-Unis ? Faut-il changer sa direction, soit dans l'intérêt de la famille qui s'expatrie, soit dans l'intérêt du pays qu'elle abandonne ?

Les Américains ne se sont pas répandus au hasard sur l'étendue de leur territoire. Ils ont marché en groupes formés sous les influences du caractère de la population, du climat, et de l'institution de l'esclavage. L'émigration européenne apportée au milieu des Américains a subi l'effet des mêmes causes.

En établissant une ligne que l'esclavage ne pouvait point dépasser vers le nord, la constitution fédérale consacra une distinction faite par le climat entre la population des planteurs et la population agricole et manufacturière. Ces deux groupes se développèrent séparément entre la chaîne des Alleghanys et l'Atlantique. Quand ils passèrent les montagnes pour s'étendre vers l'ouest, l'Américain de la Nouvelle-Angleterre et des États sans esclaves appuya au nord-ouest; le planteur avec les nègres se porta vers le sud-ouest, où il fonda les États du Kentucky, du Tennessee, de l'Alabama, et de l'Arkansas. L'Américain du Nord organisa les États de l'Ohio, d'Indiana, de l'Illinois, de Michigan, les territoires du Wisconsin et de l'Iowa. Le cours de l'Ohio jusqu'au Mississipi devint la barrière constitutionnelle entre les États à esclaves et les États sans esclaves. Mais à l'extrémité des deux groupes du sud-ouest et du nord-ouest, se trouvait l'État du Missouri, dont le sud appartenait aux industries de l'esclavage, tandis que le nord était peuplé de fermiers. Une nécessité politique le mit au nombre des États à esclaves, quoique sa situation géographique et son climat dussent l'attacher au groupe du nord.

Avant que la population américaine du littoral ne passât les Alleghanys, l'émigration du continent européen s'était établie en Pennsylvanie. On verra comment l'Allemagne fut liée d'intérêts et de sympathies avec la république de Penn dès sa fondation en 1682. Lorsque les Américains débordèrent au delà des montagnes dans la vallée de l'Ohio et dans les forêts du nord-ouest,

l'émigration européenne les suivit. Elle n'alla ni vers la Virginie, qui avait l'esclavage, ni vers la Nouvelle-Angleterre, terre stérile et froide, inhospitalière par les mœurs, depuis qu'elle avait cessé d'être intolérante par les lois.

Ainsi, lorsque les États du sud-ouest et du nord-ouest se formèrent, l'émigrant choisit les derniers pour s'y établir. C'est dans ces régions de l'ouest et du nord-ouest qu'il faut aller, pour reconnaitre en 1844 la situation générale des émigrants européens aux États-Unis.

RÉGIONS DE L'OUEST ET DU NORD-OUEST.

Il n'existe probablement pas sur le globe une contrée plus favorable que celle-ci aux besoins de la population qui se trouve à l'étroit en Europe. La topographie en est remarquable. Buffalo, situé à l'extrémité du lac Érié, doit être pris pour point extrême de ces régions vers l'est. En avançant vers le sud, on rencontre les dernières ramifications des Alleghanys et la rivière Alleghany, qui coule avec la Monongahela sous le nom d'Ohio, à partir de Pittsburg. Jusqu'au Mississipi, l'Ohio est la barrière de l'esclavage et la limite sud du pays du nord-ouest. Au delà du Mississipi, cette limite suit le 36e degré 30′ de latitude, jusqu'au 94e degré 30′ de longitude, entre les États d'Arkansas et du Missouri. La frontière du nord est formée par la chaine des grands lacs. De l'extrémité occidentale du lac Supé-

rieur elle suit la limite des possessions anglaises dans la Nouvelle-Bretagne jusqu'à la rencontre du 94e degré 30′ de longitude, auquel vient également aboutir la frontière du sud.

Ces deux lignes forment deux courbes attachées au même point, sur le lac Érié. Elles s'ouvrent vers le sud-ouest et vers le nord-ouest jusqu'au Mississipi. Arrivées à cette longitude, leur direction change ; les deux lignes deviennent droites et parallèles. Elles donnent à la région qu'elles resserrent vers l'est, une ouverture de neuf cents milles du côté de l'ouest et de l'océan Pacifique.

La section des États-Unis connue sous la désignation de Nord-Ouest communique, par les lacs qui la bornent au nord, avec le fleuve Saint-Laurent et l'océan Atlantique ; par l'Ohio et le Mississipi, elle se lie au golfe de Mexique. Elle comprend cinq États membres de la confédération, et deux territoires placés sous la tutelle du congrès fédéral. A l'ouest de l'État du Missouri et du territoire de l'Iowa, le pays est occupé par les Indiens.

Les cinq États et les deux territoires organisés à l'époque actuelle comprennent une superficie de 395,350 milles carrés anglais, équivalant à peu près au quart de toute l'Union américaine. Le groupe du nord-ouest a la même étendue que celle des États européens suivants : la France, la Belgique, la Hollande, le Hanovre, la Prusse, la Saxe, la Bavière, le Wurtemberg et le grand-duché de Bade.

CLIMAT DU NORD-OUEST.

Les ressources offertes par la position géographique et par la fertilité du sol d'un pays, sont un véritable danger pour les populations européennes qu'elles attirent, du moment que le climat y est pernicieux. Dans toute l'étendue des deux Amériques, les observations de la température, les analyses du sol et de l'eau, les inductions tirées de la topographie, de l'aspect des indigènes et de la végétation, de la salubrité des villes et de la santé des voyageurs, ne sont pas des éléments suffisants pour déterminer si une localité est saine. Au nouveau monde, toutes les conditions ordinaires du climat s'altèrent dès que le sol est travaillé.

La disposition des lieux et la direction des vents doivent varier à l'infini les causes de la salubrité et de l'insalubrité des diverses contrées de l'Amérique. Les rivages du golfe de Mexique et de la mer des Antilles se composent dans toute leur étendue de délaissements formés par les eaux de l'intérieur sous un ciel alternativement pluvieux et brûlant. Des vallées de mille lieues et des plaines sans bornes livrent passage aux courants produits par les révolutions de l'atmosphère dans l'Amérique centrale, et rapprochent les tropiques des neiges des Cordillières ainsi que des régions glaciales de la baie d'Hudson. La science peut étudier l'effet de ces causes sur le climat, mais elle ne peut pas déterminer quels seront les résultats de l'exploitation de la terre à l'égard de la salubrité du pays.

On doit admettre comme règle générale que tout sol nouveau couvert d'une herbe épaisse, toute contrée boisée dans une grande étendue, fermée au soleil et à l'air par une végétation vigoureuse et compacte, produira des maladies après le défrichement. Quelque salubre qu'ait été une localité, elle pourra devenir alors malsaine pour une période plus ou moins longue, souvent indéfinie. Aussi longtemps qu'un pays est inculte, on ne peut que former des conjectures à l'égard de son climat. Si la population s'y est amassée et si la terre a été défrichée, c'est à l'organisation et au bien-être des habitants, c'est à l'importance de leurs travaux agricoles, qu'il faut s'attacher pour juger de la salubrité.

Les observations dont la région du nord-ouest des États-Unis doit être l'objet concernent : 1° le développement de la population ; 2° l'importance de l'agriculture ; 3° la prospérité des habitants.

En 1790, ce pays n'appartenait pas aux États-Unis En 1800, il contenait une population de 50,240 habitants ; en 1810, la population s'élevait à 293,089 ; en 1820, à 859,305 ; en 1830, à 1,210,473 ; en 1840, à 3,351,542 ; en 1845, à 4,432,765. Ce dernier chiffre est égal à celui de la population de la Belgique. Le progrès a été rapide, mais régulier, il s'est opéré sans crise ni secousse ; il doit être le résultat de conditions favorables offertes à des populations qui cherchent une nouvelle demeure. On ne peut pas y voir l'effet d'une révolution commerciale ou d'une spéculation passagère. Quand des ouvrages factices ont duré cinquante ans, ils montrent déjà leur décrépitude. Or, rien n'a cette

apparence dans le Nord-Ouest. L'accroissement remarquable de sa population est une première démonstration toute pratique soit des avantages du climat du pays pris dans son ensemble, soit de la possibilité d'en surmonter les inconvénients.

S'il est reconnu que la population du Nord-Ouest n'a pas été exclusivement commerçante ou manufacturière, mais que son travail principal a été l'agriculture, on possédera une seconde présomption toute d'expérience à l'égard de la salubrité après le défrichement du sol. La production des céréales montre l'extension qu'a prise l'agriculture dans les contrées du Nord-Ouest. Pendant les cinq dernières années, la moyenne du produit en céréales des cinq États et des deux territoires a été annuellement de 200,968,145 boisseaux anglais, indépendamment de 17,088,340 boisseaux de pommes de terre. La récolte moyenne de foin s'élève à 2,869,365 tonnes. A l'époque du recensement de 1840, le pays possédait 3,161,511 bêtes à cornes. La population du Nord-Ouest est donc sédentaire, et s'est attachée au travail du défrichement avec l'intention de se former une demeure nouvelle. La statistique officielle, qui donne les chiffres de la production, constate la part de chaque État et de chaque territoire dans le chiffre total. Il est prouvé que l'activité des défricheurs s'est étendue sur tous les points; en sorte que l'influence du travail, à l'égard de la salubrité du climat, ne s'est pas concentrée seulement dans quelques localités.

Le bien-être des habitants est une autre preuve des avantages offerts par le pays. En commençant par les

industries du foyer domestique, on voit qu'en 1841, la population agricole des cinq États et des deux territoires fabriquait des produits à son usage pour une valeur de cinq millions et demi de piastres. Le commerce et les voies de communication se sont développés dans la même proportion que les habitants. Une ligne de navigation naturelle de 7,400 milles de fleuves et de lacs se trouve augmentée en 1845 de 1,085 milles de navigation artificielle et de 328 milles de chemins de fer. Le mouvement des affaires commerciales dans les limites du Nord-Ouest emploie une navigation à vapeur de 109,313 tonneaux et 316,423 tonneaux de navires et d'embarcations de toute catégorie, avec un capital de 107,570,367 piastres. L'importance du commerce fait conclure que la fertilité du sol n'a pas été la seule cause de la prospérité de cette partie des États-Unis. La population a dû s'y trouver dans des conditions favorables à ses facultés comme à son industrie. Le climat ne lui a pas opposé d'obstacles permanents ou insurmontables.

La prospérité du sud des États-Unis, le développement de la population et des affaires à la Nouvelle-Orléans, l'immense production des terres basses de la Louisiane, ne contredisent pas les inductions tirées de la prospérité du Nord-Ouest à l'égard du climat. Dans le sud, les villes commerciales suspendent les transactions pendant la saison des fièvres et demeurent désertes. Quant aux travaux de la terre, ils sont faits par la race africaine. Dans tous les établissements européens en Amérique, si le climat est pernicieux, l'exploitation du sol est restreinte ; si elle s'étend, c'est à l'aide d'une population

indigène ou métisse, comme dans le sud du Mexique et dans l'Amérique centrale. Les Antilles, l'Amérique du sud, les Indes orientales ont des populations indigènes ou des esclaves.

Le Canada, l'est et le nord-ouest des États-Unis sont les seules régions du nouveau monde dans lesquelles le travail de la terre, accompli par la race européenne sur de vastes proportions, forme une expérience complète. Il faut reconnaitre que le pays dont on vient d'indiquer la prospérité possède les avantages physiques nécessaires au bien-être des classes agricoles qui émigrent d'Europe.

L'étranger qui débarque aux États-Unis est donc certain de trouver un sol et un climat avantageux. A ces ressources physiques du territoire américain, la confédération ajoute la protection des lois d'aliénation du domaine fédéral et de naturalisation. Ces diverses lois concourent, avec la qualité du climat et la fertilité du sol, à former l'ensemble des conditions générales de l'émigrant qui s'établit aux États-Unis.

CHAPITRE PREMIER.

LOIS DE NATURALISATION.

Le congrès fédéral fut investi, par la constitution de 1787, du pouvoir de régler les conditions et les formes de la naturalisation. Les actes combinés du 14 avril 1802, du 26 mai 1824 et du 24 mai 1828, composent la législation en vigueur.

Tout étranger, sans distinction de sexe, libre, n'appartenant pas à la classe des gens de couleur, peut être naturalisé à l'âge de vingt et un ans. Deux années au moins avant d'être reçu citoyen, il doit avoir fait, sous serment ou affirmation, la déclaration qu'il a sincèrement l'intention de devenir citoyen américain et de renoncer à toute fidélité envers les souverains étrangers. Cette déclaration est reçue par les cours de justice ou par leur greffier. Deux années après la déclaration, s'il s'est écoulé cinq années depuis son arrivée aux États-Unis, l'étranger peut obtenir la qualité de citoyen. Il comparaît devant une cour de justice, réitère sa renonciation à toute obéissance à son ancien souve-

rain, abdique ses titres de noblesse, s'il en a, et se déclare prêt à défendre la constitution des États-Unis. Le greffier dresse procès-verbal de la procédure. Le magistrat constate que l'étranger a résidé aux États-Unis pendant cinq années consécutives, et au moins une année dans l'État où la cour est en session.

L'étranger ne doit pas appartenir à un pays en guerre avec l'Union. Si l'individu qui demande la naturalisation a été proscrit par un des États membres de la confédération, il ne peut pas être naturalisé sans un acte de la législature de l'État dont il est exilé. Dans aucun cas, le serment de l'étranger n'est reçu pour établir la preuve des cinq années de résidence.

Les enfants qui étaient mineurs à l'époque de la naturalisation de leurs parents sont considérés comme citoyens des États-Unis, s'ils y ont leur domicile.

Les enfants de parents qui étaient citoyens des Etats-Unis sont considérés comme citoyens, quoique nés hors du pays, sans cependant que la même qualité puisse échoir à un individu dont le père n'a jamais résidé aux États-Unis.

Lorsqu'un étranger meurt dans l'intervalle de la déclaration d'intention et de l'obtention de la naturalisation, sa veuve et ses enfants sont naturalisés et ils jouissent des droits de citoyen, en prêtant le serment prescrit par la loi.

L'étranger mineur qui a résidé aux États-Unis trois années consécutives avant d'atteindre l'âge de vingt et un ans, peut recevoir la naturalisation sans avoir fait de déclaration d'intention, pourvu qu'il ait résidé cinq années,

en y comprenant les trois années antérieures à sa majorité. Il doit faire sa déclaration dans la forme ordinaire au moment de recevoir la naturalisation, et prouver sous serment, à la satisfaction de la cour, que pendant trois années son intention a été de devenir citoyen.

La présidence de l'Union est le seul emploi dont la constitution américaine écarte le citoyen naturalisé.

Les émigrants trouvent un grand attrait dans la facilité d'obtenir tous les droits politiques du citoyen. Ainsi ont toujours pensé les publicistes et les chefs de parti aux États-Unis. La loi de naturalisation n'a pas cessé d'être, depuis 1790, un instrument politique dont les ambitions rivales ont voulu régler l'action à leur avantage. Les démocrates n'ont pas manqué une occasion de gagner les étrangers, en leur facilitant la naturalisation. Les whigs, qui ne comptaient pas sur leurs votes, se sont efforcés d'en limiter l'exercice.

En 1790 la première loi de naturalisation ne présentait pas encore cette rivalité des deux partis. La loi était toute bienveillante. Il semblait que l'Amérique indépendante n'eût plus qu'à diriger ses pensées généreuses vers l'Europe, pour alléger les souffrances des peuples, en attirant ces derniers à elle. Il suffisait donc à l'étranger d'avoir résidé deux années aux États-Unis, pour devenir citoyen, après avoir prêté serment devant une cour.

En 1792 les Irlandais et les Allemands furent accusés de fomenter la résistance de la Pennsylvanie aux mesures financières de Washington et de son ministre, le général Hamilton. Cette insurrection fut dangereuse.

A la même époque, les vrais républicains commencèrent à redouter les excès de la révolution française et l'émigration de l'aristocratie proscrite. Sous l'influence des conjonctures intérieures et extérieures, la première loi de naturalisation fut changée. L'étranger fut astreint à une résidence de cinq années; par l'acte du 29 janvier 1795, il dut faire une déclaration d'intention trois années avant d'être naturalisé. La réaction ne s'arrêta pas là.

Les deux grands partis qui divisaient la république avaient été maintenus en équilibre par Washington. Lorsqu'ils se trouvèrent en présence par suite de sa retraite des affaires, ils travaillèrent à s'assurer la prépondérance. John Adams, le chef du parti whig, fit passer contre les étrangers l'acte du 18 juin 1798. Les conditions de la naturalisation devinrent : quatorze années de résidence, une déclaration préalable de cinq années, et l'obligation de l'inscription dans les quarante-huit heures de l'arrivée. Le certificat de cette inscription, délivré par un magistrat compétent, devait être produit en demandant la naturalisation.

Jefferson, rival d'Adams, lui succéda. Sous sa présidence, le congrès adopta l'acte du 14 avril 1802. Les étrangers purent être naturalisés après cinq années de résidence et sur une déclaration préalable d'intention faite depuis trois années. La nécessité de l'inscription fut maintenue. En 1824, le terme de la déclaration d'intention fut réduit à deux ans, puis, en 1828, par l'acte du 24 mai, l'inscription à l'arrivée ainsi que l'enregistrement de la déclaration d'intention furent abolis et remplacés par la preuve par témoins.

Les deux élections pour la présidence, en 1840 et en 1844, ont montré que le parti whig et le parti démocratique sont en équilibre, mais que la chance est en faveur des démocrates. Les étrangers naturalisés ont fait la position politique de ces derniers, auxquels ils donnèrent la présidence en 1844. A l'occasion des préparatifs et des résultats de cette lutte, les principes de la loi de naturalisation ont été remis en question. Un sénateur du parti démocratique proposa de réduire à deux années le terme de la résidence. Les whigs écartèrent le projet par l'ordre du jour, en annonçant l'intention de présenter une loi qui élèverait à vingt et un ans la durée de la résidence pour obtenir la naturalisation.

Dans la dernière session du congrès fédéral, les whigs du sénat firent décréter une enquête sur les fraudes électorales dont les étrangers étaient accusés. En même temps le comité des affaires judiciaires proposa de rétablir l'inscription des étrangers au moment de leur arrivée, pour prévenir les abus dont la preuve par témoins est l'occasion à l'égard du temps de résidence. A la chambre des représentants, un mémoire des électeurs whigs de Philadelphie, en faveur du terme de vingt et une années de résidence préalable, fut écarté par l'opposition des démocrates.

Les restrictions qui pourront être apportées à la loi de naturalisation des États-Unis seront probablement temporaires. Des partis peuvent organiser une politique habile contre la majorité et la faire marcher à leur suite, les whigs américains ont réussi plusieurs fois dans cette tentative; mais leur succès ne sera pas de longue durée.

Chaque jour accroît le nombre des émigrants européens. Ils sont plus instruits, ou plus avides de participer aux prérogatives du citoyen, tandis que leur vote acquiert plus d'importance par la violence croissante des passions qui agitent la république. Pour le principe libéral de la loi de naturalisation, les démocrates et les étrangers seront unis; ils auront plus d'énergie que le parti whig n'en pourra trouver, lorsqu'il entreprendra d'exécuter ses projets de réaction.

Aux États-Unis la situation des étrangers non naturalisés varie, sous le rapport des droits civils, suivant le pays d'origine, et suivant l'État, membre de la confédération, dans lequel ils ont établi leur résidence. Quelques États accordent tous les droits civils à l'étranger qui arrive, et lui concède même les droits politiques après deux années ou six mois de résidence, tandis que s'il passe dans un autre État, il redevient étranger.

Le pays d'origine peut influer sur la position de l'habitant non naturalisé des États-Unis. Les premiers traités conclus par l'Union avec la Hollande en 1782, et avec la France en 1800, stipulaient des garanties pour les sujets des parties contractantes en cas de guerre. Le traité de 1794 avec l'Angleterre assurait aux sujets des deux États le droit de jouir de leurs propriétés mobilières et immobilières, comme s'ils étaient citoyens du pays où ils résidaient à l'époque du traité. Les conventions postérieures avec la France et avec la Hollande ne renouvelèrent pas les stipulations de 1782 et de 1800.

Par la convention du 20 décembre 1827 avec les villes

hanséatiques, les sujets des parties contractantes ont le droit de disposer de leurs propriétés mobilières comme ils l'entendent. Quant aux immeubles, si la loi de l'État où ils sont situés ne permet pas à un héritier étranger d'en prendre possession, il aura trois années pour en réaliser la valeur.

Le traité du 1er mai 1828 avec la Prusse contient la même clause que celle du traité avec les villes hanséatiques à l'égard des propriétés mobilières. Pour disposer des immeubles, le terme n'est pas limité ; il est accordé à cet effet un délai raisonnable.

Un traité pour l'abolition du droit d'aubaine, conclu avec le Wurtemberg le 10 avril 1844, stipule dans l'article 2 que les héritiers exclus du droit de posséder des biens-fonds auront deux années pour les vendre. Par l'article 3, l'héritier étranger est assimilé au citoyen pour la jouissance des propriétés mobilières.

Chaque État de la confédération américaine, étant souverain dans les limites de son territoire, règle comme il l'entend la situation des étrangers non naturalisés, lorsqu'aucun traité, émané du gouvernement fédéral, n'a restreint la prérogative de l'État.

Dans le nord-ouest de la confédération, les lois des Etats de l'Ohio, de l'Indiana, de l'Illinois et de Michigan, des territoires du Wisconsin et de l'Iowa, placent l'étranger non naturalisé dans la même position que celle du citoyen, pour la jouissance des droits civils. L'État du Missouri le traitait moins favorablement par un acte de 1835 qui ne lui permettait pas de disposer de ses propriétés immobilières, même en faveur d'héritiers

citoyens de l'État. L'acte du 17 février 1843 lui donne ce droit. Au Missouri l'héritier étranger ne peut pas recueillir une succession immobilière. L'habitant non naturalisé n'est assimilé au citoyen que pour la jouissance des biens mobiliers.

Les quatre États dont les ports reçoivent le plus grand nombre d'étrangers sont New-York, la Pennsylvanie, le Maryland et la Louisiane. Dans l'État de New-York, l'habitant non naturalisé ne peut pas transmettre les titres de ses immeubles. En Pennsylvanie, dans le Maryland et dans la Louisiane, l'étranger est assimilé au citoyen pour la jouissance des propriétés mobilières et immobilières.

CHAPITRE II.

LOIS D'ALIÉNATION DU DOMAINE FÉDÉRAL.

La loi fédérale de naturalisation règle la participation des étrangers à l'existence morale du peuple américain. Ce que la loi de naturalisation est dans l'ordre politique et social, la loi d'aliénation du domaine fédéral l'est dans l'ordre matériel. Elle associe l'étranger au travail et à toutes les industries des États-Unis.

En Europe et en Amérique, l'attention des économistes ne s'est pas arrêtée sur cet objet comme sur une des influences les plus actives auxquelles sont soumis les rapports des deux continents. Depuis 1776 jusqu'en 1845, les Américains n'ont pas cessé de croire que c'est le gouvernement républicain qui attire les émigrants. Ainsi, sous la présidence de John Adams, la politique hostile aux étrangers s'attaqua directement à la loi de naturalisation pour en restreindre la libéralité. Sous Jefferson, qui était démocrate en Amérique comme président et dans le monde comme philosophe, la loi de naturalisation reprit son caractère

d'émancipation cosmopolite. « Refuserons-nous, disait Jefferson au congrès, refuserons-nous aux fugitifs de la misère cette hospitalité que les sauvages des forêts ont accordée à nos pères lorsqu'ils arrivèrent dans ce pays? L'humanité opprimée ne trouvera-t-elle aucun asile dans le monde? » On a vu qu'en 1840 et en 1844 ce fut encore la loi de naturalisation que les deux partis opposés mirent en cause pour arrêter ou pour accroître l'invasion des étrangers.

L'influence des institutions américaines agit d'une manière très-secondaire sur l'émigration européenne. Quand celle-ci est établie dans le pays, elle profite souvent avec beaucoup d'avidité des prérogatives qui lui sont offertes; mais elle ne sort pas de ses villages pour chercher des droits politiques dans un autre hémisphère. Le temps des puritains et de William Penn est passé. Les théories de réformes sociales font place à un instinct pratique de bien-être immédiat. L'émigration des Européens est le résultat d'un malaise physique; elle cherche un remède dans de meilleures circonstances matérielles. Pour elle, ce n'est pas l'organisation politique des États-Unis qui est préférable aux institutions de l'Europe, c'est la condition physique qui est entièrement différente et presque toujours beaucoup plus avantageuse.

Un sol à bas prix, d'une étendue illimitée, assez fertile pour dispenser d'un capital d'exploitation, est une puissante attraction pour les populations agricoles de l'Europe. Au XIXe siècle, cette attraction a plus de pouvoir qu'aucune institution faite par les hommes. Pour

essayer de résister à l'invasion des émigrants, les Américains devraient modifier les lois d'aliénation de leurs terres incultes.

Cette vérité sera bientôt reconnue. En 1838, après le passage d'un acte relatif au domaine fédéral, M. Clay, chef du parti whig dans le sénat, prononça ces paroles : « Après ce vote manifeste du sénat, qui pourrait dire que la politique permanente du pays n'est pas d'inviter toutes les hordes de l'Europe à venir prendre part aux richesses que nous ont léguées nos pères et que nous devrions ménager pour notre postérité ? »

Les causes qui empêcheront la loi de naturalisation d'être hostile aux émigrants existeront également en faveur de la loi d'aliénation du domaine fédéral. D'ailleurs toute la population des États de l'ouest et toute la classe nomade de la confédération, se trouvent intéressées au maintien du bas prix des terres incultes. La démocratie tend à l'abaissement successif du prix minimum de l'acre des terres fédérales. En 1845 ce parti a déjà des pionniers qui demandent la distribution gratuite d'une portion des plaines de l'ouest aux citoyens indigents.

L'incertitude de la frontière des États-Unis au nord-ouest ne permet pas d'assigner un chiffre positif à l'étendue du domaine fédéral. En adoptant la limite du 49e degré à l'ouest des montagnes Rocheuses, le seul territoire de l'Orégon contient 218,536,320 acres.

Conformément aux derniers documents officiels, depuis 1787 jusqu'à l'année 1844 inclusivement, la vente des terres incultes a compris 104,103,865 acres. Au premier janvier 1845, les États et les territoires

organisés renfermaient 383,626,543 acres; c'est à peu près trois fois l'étendue de la France.

A l'ouest des États et des territoires organisés, les terres données pour retraite aux Indiens ont une étendue évaluée à 500,000,000 d'acres.

Le groupe des États et des territoires du nord-ouest renferme la portion la plus considérable des terres incultes qui n'ont pas encore été vendues; il s'y trouvait, au 1er janvier 1845, 232,340,397 acres.

La loi qui règle l'administration et l'emploi du domaine fédéral est une loi fédérale, c'est-à-dire que le domaine est soumis à la juridiction souveraine du congrès, et non à celle des États où il est situé.

Tout Américain, tout émigrant, dès qu'il en éprouve le désir, peut s'approprier une certaine portion des terres publiques pour y exercer son industrie. Il faut rechercher par quel système administratif ce droit s'exerce avec autant de régularité que de sécurité.

Le siége de l'administration des terres publiques est à Washington. Son chef, sous la dépendance du secrétaire des finances, est le commissaire du bureau général des domaines; il centralise toutes les affaires.

Les terres publiques sont divisées en huit districts. Chaque district a un inspecteur général de l'arpentage. Le district comprend un nombre de subdivisions proportionné à son étendue; chacune d'elles a un bureau terrien avec deux fonctionnaires : un conservateur chargé de l'enregistrement des actes et de l'accomplissement des formalités de la vente, et un receveur qui fait

les recettes. Ces fonctionnaires relèvent directement du commissaire du bureau général des domaines.

Les opérations de l'arpentage sont conduites dans chacun des huit districts suivant des règles uniformes. Six méridiens principaux, passant par quelque point important du pays, s'étendent au nord jusqu'à la frontière de l'Union. Chaque méridien est coupé à angle droit par des lignes prolongées à l'est et à l'ouest, qu'on appelle lignes de base.

Lorsque les agents chargés de l'arpentage ont reconnu la position du méridien principal et de la ligne de base, ils déterminent sur celle-ci des points espacés de six milles; de ces points partent des lignes parallèles au méridien principal pour former les *rangées*. D'autres lignes, également espacées de six milles, recoupent les rangées en divisions de six milles de côté ou de trente-six milles carrés appelées *townships*. Le township est la division principale de toutes les terres arpentées. Il contient 23,040 acres. L'arpenteur le subdivise en trente-six sections d'un mille carré chacune, et d'une superficie de 640 acres. Sur le terrain, chaque section est marquée à l'aide de chiffres et de lettres placés sur un arbre ou un pieu, dans l'angle des quatre sections adjacentes. L'inscription contient le numéro du township, à partir du méridien principal, le numéro de la rangée formée par les perpendiculaires à la ligne de base, enfin le numéro de la section du township, en commençant par la section nord-est, et en allant de droite à gauche, puis de gauche à droite jusqu'au n° 36.

Chaque section est subdivisée en quatre parties égales de 160 acres, appelées quarts de section, et que l'arpenteur marque sur le terrain.

Tous les plans d'arpentages partiels sont réunis par l'inspecteur général, qui fait dresser un plan général sur lequel il indique les subdivisions de la section par quarts, par huitièmes, et par seizièmes. A ce degré, la subdivision de la terre publique s'arrête. Après le quart de section renfermant 160 acres, vient le lot de 80 acres, puis le demi-lot de 40 acres. Il ne se vend pas de moindre fraction du domaine fédéral, à moins que ce ne soit un *résidu* qui n'a pas pu être compris dans la section.

Le plan général est dressé en trois expéditions. L'inspecteur en conserve une, la seconde est remise au conservateur du bureau terrien pour procéder à la vente, et la troisième est envoyée à Washington, où elle sert à contrôler toutes les opérations du district, ainsi qu'à régulariser la délivrance des titres définitifs.

Ce système d'arpentage prévient les discussions; il facilite toutes les opérations agricoles. La répartition des taxes n'offre aucune difficulté; les étendues sont constatées par des documents officiels et marquées sur le sol.

Les dépenses de l'administration du domaine fédéral sont de 407,628 piastres.

Chaque année le président des États-Unis décide quelle portion des terres arpentées sera exposée en vente publique, dans les différents États de la confédération. Trois mois avant l'époque de la vente, il fait une pro-

clamation qui contient : 1° l'indication du bureau terrien de la vente ; 2° celle du jour de la vente ; 3° la situation des terres relativement au méridien principal ; 4° le numéro des townships. Dans chaque bureau, les ventes sont ouvertes pendant quinze jours, à moins que les terres n'aient été adjugées plus tôt.

Lorsque le jour de la vente est arrivé, le conservateur met aux enchères chaque quart de section du township dans l'ordre des numéros, mais en exceptant la section n° 16 qui, dans toutes les ventes, est réservée pour subvenir à l'entretien des écoles de l'État où les terres sont situées. Aux enchères, il ne se vend pas de subdivision moindre que le quart de section, contenant 160 acres, au prix minimum de 1 piastre $\frac{25}{100}$. La vente se fait au comptant.

Lorsque l'enchérisseur pour la somme la plus élevée a été déclaré adjudicataire, il verse le prix de la vente chez le receveur. On lui donne deux récépissés ; l'un sert à sa propre garantie, en attendant la délivrance du titre ; l'autre est déposé chez le conservateur pour être expédié avec un certificat d'achat au bureau des domaines à Washington. Dans ce bureau, la régularité des pièces est vérifiée, et le titre, sous forme de patente émanée du président, est envoyé au conservateur du bureau terrien, pour être délivré à l'acquéreur contre la remise du duplicata de récépissé qu'il avait conservé.

Toutes les terres qui ont été mises aux enchères pendant deux semaines, sans avoir été adjugées, peuvent être achetées à main ferme par fraction d'un seizième de

section, ou 40 acres, au prix minimum de 1 piastre $\frac{25}{100}$, payable comptant.

L'habitant qui veut acheter des terres se rend chez le conservateur du bureau terrien, et lui donne l'indication de la terre pour laquelle il désire être inscrit. Si la terre peut être vendue, le receveur délivre une attestation d'inscription que l'habitant va porter au receveur du bureau terrien en lui payant le prix d'acquisition. On fait trois récépissés. Le receveur en expédie un au bureau général des domaines à Washington. Les deux autres sont remis à l'acquéreur. Celui-ci en garde un, et donne l'autre au conservateur qui le joint à un certificat d'achat à envoyer également à Washington. L'administration centrale constate, par le récépissé que lui a fait parvenir le receveur, le versement du prix de la terre; par le certificat d'achat du conservateur, il est établi que la terre n'a pas été vendue précédemment et qu'elle fait partie des terres à vendre à main ferme. Alors le titre définitif est expédié dans la forme suivie pour les ventes publiques.

Dès que l'acquéreur a payé le prix de la terre, il entre en jouissance, sans attendre que le titre lui soit remis. Il peut même revendre cette terre, et le nouveau propriétaire reçoit le titre définitif, pourvu qu'avant l'expédition que doit en faire le bureau des domaines, le commissaire général ait été informé par le cessionnaire de l'accomplissement des formalités prescrites par la loi pour opérer le transfert.

La vente des terres publiques aux enchères, ou bien à main ferme au comptant, ne satisfaisait pas tous les

intérêts, et ne répondait pas à tous les besoins du pauvre industrieux. Les défricheurs n'attendent pas que les terres soient mises en vente pour se choisir un lieu d'habitation. Ils s'enfoncent dans les bois au hasard, et défrichent un champ dans la localité qui leur convient et où ils se sont les premiers installés. Lorsque cette fraction de terre venait à être mise aux enchères, un spéculateur plus riche que le défricheur pouvait lui enlever le produit de son industrie. La loi devait lui venir en aide : elle reconnut au défricheur un droit de préemption. Pour prévenir tout envahissement des terres réservées aux Indiens, et pour empêcher la confusion que des établissements formés sans règle eussent apportée dans les procédures administratives, basées sur des arpentages réguliers, la loi décréta en principe qu'aucun droit de préemption ne serait reconnu sur des terres qui n'étaient pas arpentées à l'époque de l'établissement du défricheur.

L'acte du 4 septembre 1841 soumet l'exercice du droit de préemption à sept conditions.

1° Il faut être citoyen américain, ou bien avoir fait enregistrer une déclaration d'intention d'être naturalisé.

2° Il faut être ou un chef de famille, ou une veuve, ou un célibataire âgé de vingt et un ans.

3° L'établissement doit être fait par la personne qui veut invoquer la préemption. Le sol doit avoir été amélioré, une demeure doit y avoir été construite.

4° La personne intéressée ne doit jamais avoir exercé précédemment le droit de préemption.

5° Tout individu propriétaire de 320 acres dans l'étendue de la république est exclu du bénéfice de la loi.

6° L'individu qui abandonne sa demeure sur son propre terrain, pour s'établir dans le même État ou territoire sur des terres publiques, ne peut pas invoquer le droit de préemption.

7° La préemption ne peut pas faire acquérir plus de 160 acres, ni moins de 80, sauf le cas dans lequel une fraction de 40 acres forme le *résidu* d'une section concédée par des fractionnements antérieurs.

Si toutes ces conditions sont réunies, le défricheur qui veut invoquer la préemption fait sa déclaration au conservateur, ou au receveur du bureau terrien, dans les trois mois de son établissement et avant la mise aux enchères de la terre réclamée. Il dépose l'attestation sous serment, ou l'affirmation qu'il satisfait à toutes les conditions de la loi de préemption. L'attestation est faite en duplicata, et elle est confirmée sous serment par un ou plusieurs témoins. Alors le fonctionnaire du bureau terrien inscrit la terre réclamée au nom du requérant, celui-ci paye le prix, et les formalités ordinaires des ventes sont suivies pour la délivrance du titre définitif. Le conservateur et le receveur sont autorisés à recevoir une demi-piastre chacun pour leurs services.

S'il vient à être reconnu que l'acquéreur a fait un faux serment, il est privé de tous les droits qui lui ont été conférés. Il perd le prix de la terre, et le titre est annulé, s'il n'a pas passé dans les mains d'un tiers de bonne foi. Le parjure reste justiciable des autres lois sur le faux serment.

La vente aux enchères et la vente à main ferme se font au comptant. Ce système, adopté en 1820, arrêta les spéculations et les banqueroutes; mais il pèse sur le petit fermier qui ne possède pas 50 piastres pour acheter 40 acres. Cet habitant sera détourné de l'agriculture, ou il devra s'enfoncer dans les forêts pour se créer un droit de préemption sur les terres qui n'ont pas encore été mises aux enchères. La loi fit donc une exception au système de la vente au comptant des terres qui n'ont pas été adjugées lors de leur mise aux enchères. La section 15 de l'acte du 4 septembre 1841 décrète que tout individu qui satisfait aux conditions requises pour acquérir un droit de préemption, peut se faire inscrire au bureau terrien pour la même étendue de terre qu'il pourrait acheter par préemption, pourvu que l'inscription soit faite dans les douze mois de son établissement. Le prix d'acquisition doit être versé dans le courant de l'année à dater du jour de l'inscription.

Telles sont les ressources offertes à tout émigrant qui arrive aux États-Unis. La loi du domaine fédéral garantit ses intérêts matériels. Le lendemain de son débarquement, il reçoit le titre d'une position assurée dans l'industrie agricole du pays de son adoption, tandis que la loi de naturalisation lui prépare la jouissance des droits de citoyen.

Dans l'organisation politique et sociale des États-Unis, les deux lois du domaine fédéral et de la naturalisation combinent leur influence sur l'ensemble de l'émigration. Si la loi de naturalisation place l'étranger dans une situation d'épreuve pendant cinq années, la loi du

domaine fédéral lui livre sans délai des ressources abondantes pour employer ce temps d'épreuve à se former une situation indépendante. En sorte que la loi de naturalisation lui donne la qualité et les droits du citoyen américain, lorsque la loi du domaine fédéral lui a déjà donné les intérêts et l'indépendance sans lesquels l'usage des prérogatives publiques est sans effet.

A cet égard, l'expérience faite par la république est complète. Toute la portion des émigrants qui s'arrête dans les villes du littoral pour subsister à l'aide d'industries précaires, assujetties aux événements et à la chance de chaque jour, au lieu d'aller travailler sur le domaine fédéral à se former une position fixe et affranchie, dérange le mouvement des institutions. Ces émigrants n'exercent les prérogatives du citoyen qu'à la suite des partis, dont ils deviennent les instruments aveugles. Ils prennent les passions politiques, sans avoir les intérêts sociaux.

Les deux lois américaines de la naturalisation et du domaine fédéral combinent également leur influence à l'égard de la situation de l'Europe. Aux classes qui cherchent avant toute chose un travail productif et une existence moins laborieuse, la loi d'aliénation des terres publiques promet des ressources assurées. Aux individus inquiets et tourmentés de l'esprit de réforme, la loi de naturalisation offre l'exercice de tous les droits républicains au milieu de toutes les théories démocratiques. Mais tandis que le paysan européen est préparé, par les bienfaits de la loi des terres publiques, à l'émancipation intellectuelle de la loi de naturalisation, les délais de cette dernière loi conduisent l'émigrant exalté

aux occupations positives, qui sont la garantie de l'organisation des États-Unis. Le dernier est poussé dans cette voie, malgré ses propensions, par les instincts nationaux que favorise si merveilleusement la mise en valeur des terres incultes, et par la législation qui en règle l'emploi.

Aux États-Unis, le paysan européen avance; l'émigrant aux théories turbulentes recule.

On a vu quelles sont les conditions physiques présentées par une vaste région de l'Amérique du Nord aux exigences de l'émigration européenne. Les deux lois que l'on vient de considérer dans leurs principes et dans leurs résultats, sont les avantages offerts à l'émigration par le peuple américain. On va déterminer le nombre des étrangers que ces deux genres de séduction attirent aux États-Unis, et rechercher quels sont les incidents des diverses périodes de l'entreprise de déplacement des émigrants.

CHAPITRE III.

STATISTIQUE DE L'ÉMIGRATION.

Il est difficile de connaître le nombre des étrangers qui arrivent chaque année aux États-Unis.

En 1819, un acte du congrès décréta que les receveurs des douanes transmettraient annuellement au département des affaires étrangères à Washington un relevé des passagers débarquant dans le pays. Cette mesure n'a pas été soigneusement exécutée. D'ailleurs, l'étendue des frontières de terre permet l'infiltration sans contrôle d'une population étrangère considérable. On ne peut donc présenter ici que des chiffres approximatifs, quoique pris dans des documents officiels.

Le nombre des passagers qui ont débarqué aux États-Unis s'est élevé :

En 1841, à	81,443
En 1842, à	106,256
En 1843 et jusqu'au 30 septembre 1844, à	133,060
Total. . .	320,759

Il y a 200,227 Anglais, Irlandais et Écossais; 72,031 Allemands et 47,501 passagers de divers pays.

En 1790, le gouvernement américain fit procéder au premier recensement de la confédération. A cette époque le chiffre de la population blanche était de 3,172,464 habitants. Il serait intéressant de connaître l'importance de la population versée dans les États-Unis par l'émigration depuis 1790 jusqu'en 1845.

Malheureusement, les chiffres officiels manquent. D'après les évaluations les mieux établies, le nombre d'émigrants a été :

De 1790 à 1800	58,000	
Représentant en 1840		172,000
De 1800 à 1810	82,000	
Représentant en 1840		184,000
De 1810 à 1820	133,400	
Représentant en 1840		227,000
De 1820 à 1830	231,400	
Représentant en 1840		299,000
De 1830 à 1840	650,000	
		650,000
A la fin de 1840, la population étrangère est de		1,532,000
Représentant au 1er janvier 1845		1,723,000
De 1840 à 1845, le nombre d'émigrants est	319,759	
Représentant en 1845		340,727
Total de la population étrangère . .		2,063,727

Il existe des évaluations beaucoup plus considérables; mais on n'a pas découvert sur quelles présomptions elles se fondent.

Avant d'entreprendre les recherches propres à faire apprécier le sort des émigrants aux États-Unis, il était utile de montrer sur quelles masses de populations les investigations peuvent porter. Cependant, il fallait donner la préférence aux calculs les plus modérés, pour préserver de toute apparence d'hypothèse le résultat des observations.

CHAPITRE IV.

PÉRIODES DE L'ÉMIGRATION.

L'émigration est une entreprise qui se divise en périodes distinctes. La première commence au moment du départ et finit au débarquement. La seconde comprend l'acheminement depuis le port d'arrivée, jusqu'au lieu de destination. Dans une troisième et dernière période, l'émigrant fait son établissement dans la localité choisie par lui pour nouvelle demeure.

Première période.

Le transport des émigrants s'est organisé comme un objet de commerce. Des compagnies se chargent de les prendre dans tous les ports d'Europe et de les conduire à leur destination, jusqu'aux extrémités du territoire des États-Unis. Les compagnies ont des agents qui parcourent les pays d'où partent les émigrants. Ils recrutent tous ceux qui sont en état de payer le passage, sans

s'inquiéter de leur sort après le débarquement, et ils les envoient au port où le navire attend. Arrivés là, les émigrants ne peuvent plus reculer ; ils sont au pouvoir du capitaine ou des courtiers. Souvent ceux-ci désavouent les agents voyageurs dont les promesses et les certificats ont décidé de malheureux paysans à partir, et ils se permettent à leur égard les plus dures exactions. Le transport des émigrants est devenu une espèce de traite des blancs. Ces abus favoriseraient l'établissement de quelques compagnies, qui auraient grand intérêt à traiter humainement leurs passagers.

Les émigrants font la traversée dans l'entre-pont. Pour se rendre à New-York ils payent de Liverpool 38 fr. ; d'Anvers 80 fr. ; du Havre 90 fr. ; de Brême ou de Hambourg 106 fr. 60 cent., vivres compris. Le prix du passage des autres ports ne comprend pas les vivres. Si le fret est recherché lorsque les émigrants arrivent pour s'embarquer, les prix indiqués peuvent s'élever de 10 à 20 p. c. En règle générale, les habitants qui veulent passer aux États-Unis ne doivent contracter qu'au port d'embarquement et après avoir vu le navire.

Nous dirons comment les souffrances des émigrants au débarquement en pays étranger ont déterminé la formation des sociétés philanthropiques de protection. Des associations charitables seraient également nécessaires, pour défendre les intérêts des classes inexpérimentées qui s'embarquent.

Quand l'émigrant est à bord, il souffre, soit des mauvais emménagements du navire, soit de la qualité des

vivres et de l'eau; s'il doit pourvoir à sa nourriture, il est exposé à manquer d'aliments, et n'a pas même d'emplacement pour préparer ses repas.

En Angleterre, un acte du parlement a établi des règlements de police maritime pour protéger les passagers. A Brême, à Hambourg, en Belgique et aux États-Unis, des dispositions semblables ont été prises dans le même but; mais les maîtres de navires éludent la surveillance, et les plaintes contre les abus soufferts pendant la traversée seraient sans résultats.

Au port d'arrivée, les consuls sont sans juridiction, les tribunaux incompétents, pour appliquer une loi étrangère. La plainte formulée dans les dépositions des passagers, ne pourrait pas servir de fondement à une punition dans le pays de l'embarquement.

Les mesures de police maritime prises dans les ports d'Europe concernent les emménagements du navire, la qualité et la quantité des vivres et de l'eau. L'expérience des émigrants, d'accord avec l'opinion des personnes à même d'observer ce qui se passe dans le principal port de débarquement des étrangers aux États-Unis, a fait reconnaître que les règlements de police maritime devraient forcer les maîtres de navires à nourrir leurs passagers pendant la traversée.

L'émigrant qui doit pourvoir à sa subsistance parvient ordinairement à tromper la surveillance de la police, et prend trop peu de vivres. Les inspecteurs ne peuvent pas apporter à l'égard de chaque individu l'exactitude à laquelle ils arriveraient en comparant le nombre total des passagers avec l'approvisionnement. Un achat en

détail des vivres de chaque individu est plus coûteux que s'il était fait en gros.

Les émigrants sont étrangers dans le port d'embarquement, et toutes les chances favorisent la ruse des marchands. Souvent la longueur de la traversée dépasse les prévisions ; le passager souffre de la disette et pille ses compagnons plus prévoyants que lui. Si la traversée est courte, le surplus de vivres est perdu par l'émigrant, qui doit quitter le navire. Un autre inconvénient de ce système est la difficulté pour chaque famille de préparer isolément ses repas dans un bâtiment chargé de plusieurs centaines de passagers. Des querelles, des vols et des voies de fait marquent chaque jour de la navigation.

S'il devait y avoir quelque désavantage pour les armateurs à élever en apparence le prix du passage, afin d'y comprendre la nourriture pendant la traversée, la mauvaise impression de cette mesure sur les classes qui émigrent serait temporaire. On reconnaîtrait bientôt qu'un maître de navire peut former l'approvisionnement à des conditions plus favorables que celles de l'achat en détail. Le profit irait à l'émigrant sans perte pour l'armateur, et les préférences de l'émigration seraient en faveur des ports où l'autorité publique, après avoir établi ce nouveau système de police, en ferait surveiller l'application avec rigueur.

L'émigrant doit avoir un lit de paille fraiche, quelques ustensiles en fer-blanc et des coffres solides garnis de serrures pour ses effets. S'il a de bonnes literies, il doit les emporter dans des tonneaux. Elles

se gâtent à la mer et dans la malpropreté du bord. On doit les réserver pour l'établissement définitif. Les instruments aratoires, les outils, les meubles, les ustensiles, coûtent beaucoup d'argent et gênent l'émigrant sans lui procurer d'avantages. Ces objets sont ordinairement vieux, et, à la fin du voyage, il faut les mettre hors de service. Une autre coutume des émigrants est d'emporter des marchandises qu'ils espèrent introduire en fraude. Ils s'exposent ainsi à des difficultés très-dispendieuses. Le gouvernement américain ne prélève aucun droit sur les effets, les meubles et les outils même neufs destinés à servir au travail des émigrants. Ceux-ci ne doivent profiter de cette libéralité que pour se munir de vêtements d'hiver chauds et durables. Il vaut mieux apporter de l'argent comptant que d'acheter en Europe des objets qui ne sont pas plus chers aux États-Unis. Le fret et le transport à l'intérieur s'épargnent, l'achat se fait en proportion des besoins courants, et les articles sont confectionnés suivant les exigences soit du sol, soit du climat.

Dans les ports d'embarquement, l'émigrant est engagé par des spéculateurs à changer son argent. Il doit refuser les offres les plus avantageuses. Au port d'arrivée, les sociétés de protection lui faciliteront cette opération en toute sécurité.

Ce n'est pas seulement pour le régime à bord que les passagers sont à la merci du capitaine. En 1843, un parti d'émigrants s'embarqua pour les États-Unis dans un navire brêmois qui devait les conduire à Baltimore. Le capitaine se rendit à Richmond, à cent lieues de

navigation plus au sud. Chaque passager eut à payer 10 fr. 66 cent. pour atteindre à la première destination.

Aux États-Unis il n'y a point de police générale à l'égard des étrangers. Chaque État de la confédération se protége comme il l'entend.

A New-York le débarquement ne peut pas se faire avant qu'un préposé de la municipalité n'ait constaté la situation des émigrants. Le maire a le droit d'exiger des capitaines un cautionnement qui les rend responsables si, pendant le terme de deux années, aucun des émigrants qu'ils ont amenés tombe à la charge de la ville. La loi permet au maire de dispenser les capitaines de ce cautionnement en recevant d'eux, à titre de compromis, une certaine somme au moment du débarquement. Le minimum est une piastre par tête, sans distinction d'âge; le maximum est dix piastres. Lorsque le navire est en quarantaine, l'officier de santé visite les émigrants, et son rapport sert à fixer le maire sur le taux de la somme à prendre en garantie. Les capitaines doivent indiquer dans une déclaration l'âge, le sexe, la nationalité et la profession des passagers.

A Philadelphie, la capitation que doivent payer les émigrants est de deux piastres et demie au-dessus de cinq ans, et de deux piastres au-dessous. A Baltimore les enfants au-dessous de cinq ans ne payent rien. Pour les autres passagers la taxe est d'une piastre et demie. Le produit qu'elle donne est divisé par portion égale entre les sociétés allemandes et irlandaises pour la protection des émigrants, et la maison de charité pour secourir les étrangers malades et indigents.

Les passagers d'entre-pont qui veulent débarquer à la Nouvelle-Orléans payent une piastre et demie par tête pour soutenir les hôpitaux, et un quart de piastre au maire de la ville. Les enfants au-dessous de dix ans ne payent rien.

Deuxième période.

Lorsque les émigrants se trouvent déposés sur les quais des ports, ils commencent la deuxième période de leur entreprise.

En touchant la terre, l'émigration se divise en catégories. C'est l'instant décisif pour juger l'expatriation des Européens aux États-Unis. Le port de New-York est le point favorable pour cette observation. Les émigrants qui arrivent dans les autres ports ont en général leur plan formé ; ils savent la direction qu'ils ont à prendre pour atteindre leur but. New-York est une agglomération de 400,000 habitants. Le quart de la population est d'origine étrangère. Tout Européen sans argent, sans projet déterminé, et qui émigre à toute aventure, vient tenter à New-York les chances de l'Amérique.

A la sortie du navire, la masse des émigrants se divise en deux catégories. La première est privée de ressources suffisantes, et elle doit s'arrêter dans le lieu de débarquement ; la seconde est en état d'avancer vers les régions de l'intérieur. Pour ne pas s'égarer dans une grande confusion de faits et de résultats contradictoires,

il est fort important de distinguer la première catégorie de la seconde. Celle-ci peut arriver jusqu'aux véritables ressources qui caractérisent les États-Unis comme refuge des Européens. C'est à l'égard de ces émigrants seulement que l'Amérique peut être considérée comme moralement responsable. Quant aux masses d'Européens indigents qui abordent dans les villes populeuses d'un pays cultivé et complétement organisé pour toutes les industries, elles n'ont pas émigré, à proprement parler. Elles n'ont pas changé de situation en changeant de continent. La seule différence est qu'il y aura peut-être une chance meilleure pour les plus industrieux, et que les enfants pourront ne pas continuer la vie misérable de leurs parents, tandis qu'en Europe la seule perspective assurée était pour eux de descendre encore. Cette catégorie d'émigrants devient le noyau d'une population de prolétaires qui souffrent à New-York, à Philadelphie, à Baltimore et à la Nouvelle-Orléans. Pour sortir de la misère, il faut, en Amérique, beaucoup moins de capital qu'en Europe; mais, aussi longtemps que ce capital, quelque minime qu'il soit, manque, la situation est également malheureuse des deux côtés.

Dans les États du littoral de la confédération, l'émigration apporte le paupérisme. La taxe des pauvres dans l'État de New-York s'élève à 600,000 piastres, pour une population de 2,714,486 habitants. Les derniers documents officiels de l'administration constatent que le nombre des indigents étrangers à la charge du trésor s'élevait à 9,796 en 1844. Les deux prisons de l'État renferment 729 reclus, dont 496 sont étrangers.

L'État de Massachusetts, dans le cours de 1844, a supporté 14,308 indigents ; 3,663 étrangers se trouvaient dans le nombre. La prison pénitentiaire a 276 condamnés dont 62 sont Européens. Les prisons de comtés avaient en 1844, 2,825 condamnés ; 277 étaient étrangers.

La prison de Maryland reçut 20 condamnés en 1844 ; 10 étaient étrangers. L'hospice des pauvres à la même époque avait donné asile à 1,464 indigents, parmi lesquels 533 émigrants.

En Europe on pense que les États-Unis doivent donner un asile et du travail aux ouvriers sans ressources. Lorsque la grande entreprise des travaux publics s'exécuta dans la confédération, la main-d'œuvre du journalier le plus ordinaire fut bien payée. L'Amérique ne pouvait pas recevoir trop d'ouvriers. Les Irlandais, les Allemands, les Suisses, les Norwégiens ont construit ses canaux et ses chemins de fer. Après la crise de 1837, le prix de la main-d'œuvre tomba, tandis que l'émigration européenne s'accroissait sous l'influence d'une situation qui était passée.

L'impulsion a été donnée ; l'Europe tend à envoyer ses indigents en Amérique. Si le gouvernement américain ne prend pas quelques mesures pour arrêter ce mouvement d'invasion, il s'étendra sous l'influence de plusieurs circonstances. Plus le marché de l'Union se ferme aux produits européens, plus ses navires ont de peine à trouver des cargaisons de retour. L'émigrant est une marchandise. Les armateurs de Boston envoient des navires à Anvers depuis que les émigrants s'y em-

barquent. La concurrence abaissera le prix du passage, et les chemins de fer, qui vont lier les ports au centre de chaque État du continent de l'Europe, encourageront les populations éloignées du littoral à émigrer.

Pendant que les Européens pauvres font leurs préparatifs pour profiter des circonstances qui favorisent leur déplacement, le littoral des États-Unis offre chaque jour, chaque année, moins de chances aux étrangers; il croît en population et en industrie. Le prix des terres s'y élève et cesse d'être à la portée des simples journaliers. Dans tous les métiers ordinaires, la concurrence fait tomber la main-d'œuvre, et l'émigrant ne peut pas rivaliser avec l'Américain dans les autres.

De l'ensemble des faits qui précèdent, on conclut que la situation de l'indigent transporté aux États-Unis n'est pas améliorée. Ce n'est point par les ressources du pays qu'il peut voir diminuer ses souffrances, mais par la commisération du gouvernement qui se chargera de pourvoir à ses besoins. Bientôt les États de l'est devront recourir à des mesures pour envoyer dans les terres incultes de l'ouest la population pauvre qui s'amasse dans les grandes villes.

Les souffrances de l'étranger pauvre et les piéges qui circonviennent toutes les catégories d'émigrants après le débarquement, ont engagé les plus respectables maisons irlandaises, allemandes et anglaises de New-York, à former des sociétés pour protéger leurs compatriotes. Philadelphie avait pris l'initiative de cette œuvre de charité. En 1781, un acte de la législature de Pennsylvanie donna la charte d'une société de protection des

pauvres allemands. L'acte fut renouvelé en 1810. A Baltimore les résidants allemands et irlandais ont fondé deux sociétés philanthropiques d'émigration.

L'association allemande de New-York date de 1804. Elle fut incorporée pour vingt ans. En 1825, un nouvel acte de la législature lui garantit sa charte pour un temps illimité. Tous les membres sont Allemands de naissance, ou d'origine allemande. L'agent reçoit les demandes de secours, et les transmet à un comité de charité. Il se rend à bord des navires chargés d'émigrants; il s'informe de la condition et des projets de chaque individu et leur donne des conseils.

Les Irlandais reconstituèrent leur société de protection le 22 mars 1841. Ils suivent la même marche que celle des Allemands.

Ce fut seulement en 1844 que les Anglais de New-York donnèrent à une association le soin de veiller aux intérêts de leurs compatriotes qui ont émigré. Dans son programme, la société anglaise de protection s'engage à protéger les passagers anglais contre les fraudes, en leur indiquant de bons logements en ville, de bons moyens de transport pour le voyage à l'intérieur, et une bonne direction pour arriver à leur destination.

Au moins une fois par an, ces associations publient des rapports en forme de manifestes adressés aux émigrants. Des conseils arrivent de cette manière au milieu des populations de l'Europe qui se préparent à émigrer. Les sociétés ne cessent pas d'avertir les classes dénuées de ressources, les artisans vieux, inhabiles, chargés de famille, que les États-Unis ne peuvent pas leur offrir

d'asile certain. Elles détournent également de toute idée d'émigration les jeunes gens qui comptent s'employer en qualité de commis ou d'écrivains dans les grandes villes commerciales de l'Union.

L'action bienfaisante des sociétés de protection s'exerce, à l'égard des deux grandes catégories de l'émigration, par des moyens distincts. On conçoit que des secours en argent seraient une prime à l'émigration européenne des pauvres. C'est donc par exception et dans des limites fort restreintes que les étrangers reçoivent des subsides de la part des sociétés. Lorsque l'émigrant complétement pauvre a été admis par la municipalité, il tombe à la charge de la charité publique.

Les émigrants qui n'ont pas assez de ressources pour gagner l'intérieur du pays, tâchent de vivre par leur travail dans la ville de débarquement. Les sociétés font trouver de l'ouvrage aux bons journaliers. Des entrepreneurs de travaux publics, des industriels éloignés des ports du littoral de l'Atlantique, se mettent en relation avec les agents des sociétés pour recevoir des ouvriers et des gens de métier. Bon nombre d'émigrants sont placés comme domestiques sur la recommandation d'un associé. Les jeunes gens sont mis en apprentissage. Ceux qui sont habiles dans quelque métier, tel que celui de bottier, de tailleur, de menuisier, de serrurier, trouvent par l'entremise des sociétés quelque crédit pour s'établir.

Les classes d'émigrants qui s'arrêtent dans les villes de débarquement sont pauvres. A leur égard, la pro-

tection est restreinte à un secours en argent ou à une occasion de travail. L'autre catégorie d'Européens débarqués sur le rivage exige une tout autre protection. C'est cette partie de l'émigration qu'environne un grand nombre de piéges. Le capital qu'elle apporte est fort considérable. Des documents officiels publiés à l'occasion du projet de traité commercial entre l'union douanière allemande et les États-Unis font voir que depuis 1835 jusqu'à 1839, 18,937 Bavarois sont venus s'établir dans les limites de la confédération avec un capital de 15 millions de francs. L'évaluation est basée sur les déclarations que le gouvernement bavarois exige des émigrants pour leur imposer une taxe. Le chiffre du capital déclaré et du capital célé dépasse 25 millions de francs.

Des relevés statistiques publiés à New-York établissent que les émigrants débarqués dans ce port depuis 1831 jusqu'en 1842 inclusivement, importèrent aux États-Unis plus de 115 millions de francs. Au printemps de 1845, cinquante-quatre familles de la Hesse s'embarquèrent à Brême pour les États-Unis. Elles proposaient de former dans une même localité des établissements agricoles fort étendus. On assure que leur capital en numéraire est d'un million six cent mille francs.

La partie de l'émigration qui ne se fixe pas dans les villes du littoral, fait une halte dans le port de débarquement, soit pour se reposer des fatigues de la traversée, soit pour régler les préparatifs du reste de son entreprise. Elle doit voyager à l'intérieur; elle doit s'établir.

Les taverniers et les logeurs s'emparent des émigrants pendant leur séjour temporaire dans la ville de débarquement. Ils sont d'une extrême rapacité. On doit aux Américains la justice de reconnaître ici que cette industrie est exploitée principalement par les étrangers. Ils parlent la langue des émigrants isolés au milieu d'une ville inconnue, et leur servent d'interprètes. Le premier soin des agents de chaque société de protection est d'avertir les passagers du danger qui les attend dans ces maisons, et de leur indiquer des logements plus sûrs. Mais les étrangers se défient quelquefois de ces agents et vont se faire dépouiller par les taverniers. Ceux-ci sont de connivence avec une classe de fripons, qui se chargent du transport des émigrants à l'intérieur. Pendant que le passager se repose des fatigues de la traversée, on lui fait signer des arrangements pour le voyage qui le doit conduire à sa destination. Alors l'entrepreneur de transport, dont l'opération a été favorisée par celui qui loge l'émigrant, diffère le départ sous quelque prétexte pour laisser à son complice l'occasion et le temps de commettre plus d'extorsions. Très-souvent l'émigrant qui part de la ville de débarquement n'emporte que l'argent nécessaire pour le voyage, le reste a été volé ou follement dépensé en réjouissances avec les compatriotes trouvés en Amérique.

Lorsque les sociétés de protection parviennent à détourner l'étranger des antres de voleurs dont le port est entouré, elles lui donnent également un moyen sûr de continuer son voyage.

L'entrepreneur de transport s'est entendu avec le

logeur pour que l'émigrant lui tombe entre les mains. Le propriétaire de terres vient à son tour combiner les opérations du transport avec les intérêts de sa spéculation.

Les sociétés de protection s'interdisent toute opération de ventes de terres. Elles dirigent les émigrants vers la destination qu'ils ont choisie, et s'ils manquent de plan pour leur établissement, les agents leur indiquent les localités qu'ils doivent chercher de préférence. Toutefois il ne faut pas croire que les sociétés préviennent la plus grande partie des abus. L'émigrant qui débarque aux États-Unis est dans une situation périlleuse, et toutes les mesures des gouvernements étrangers pour protéger avec efficacité leurs nationaux dans les ports d'arrivée seraient sans résultat. Ces maux se corrigeront par leur propre excès.

Une compagnie américaine organisa un système général de transport pour les émigrants européens, depuis le port d'embarquement jusqu'à la destination. Son fondateur, M. Harden, jouissait aux États-Unis d'une bonne réputation. Son entreprise a offert jusqu'à ce jour des garanties complètes. Les navires de la compagnie, en arrivant dans les ports de débarquement, sont inaccessibles aux spéculateurs de bas étage. Tout le parti d'émigrants destiné pour l'intérieur est pris à bord d'un bateau à vapeur qui remonte les rivières, ou placé dans les voitures d'un chemin de fer et emmené loin du port, avant qu'on ait pu les saisir. Des milliers de passagers arrivent à l'extrémité des régions du nord-ouest, soit par le Mississipi, soit par les eaux de l'État de New-

York et les lacs, sans avoir touché terre depuis le départ d'Europe. Ils échappent ainsi à la chance d'être dépouillés entre le jour du débarquement et le jour du départ. Si ce système est appliqué avec moralité, il sera un véritable bienfait pour l'émigration, en la délivrant tout à la fois des pirates qui environnent le port et des compagnies de spéculateurs qui s'échelonnent sur les chemins de l'ouest. L'amélioration n'est pas encore assez générale pour dispenser de rechercher comment procède l'émigration qui se rend à sa destination, après avoir séjourné dans les villes du littoral.

Boston, New-York, Philadelphie, Baltimore et la Nouvelle-Orléans, sont les ports où les émigrants viennent prendre terre aux États-Unis. Il se trouve également sur les frontières du nord-ouest des points principaux d'arrivée d'où les émigrants se dispersent pour former leurs établissements. Ces points principaux sont Buffalo, Cleveland, Toledo, Détroit, Chicago et Milwaukee, vers le nord; Pittsburg, Wheeling, Cincinnati et Saint-Louis, au sud.

Il est dans les habitudes de l'émigration qu'une famille débarque avec son bagage, et s'achemine vers des contrées souvent éloignées des ports de mer. Les États-Unis donnent aux émigrants plus d'avantages qu'aucune autre contrée du monde, par la supériorité de leurs voies de communication.

De Boston, un chemin de fer conduit les émigrants à Albany pour deux piastres; la distance est de 200 milles. Albany est le centre des communications de l'État de New-York avec l'ouest.

New-York est situé plus avantageusement que Boston pour le passage des émigrants dans l'intérieur. La rivière du Nord les transporte à Albany, en huit heures de navigation à vapeur, pour une demi-piastre. La distance est de 145 milles. D'Albany ils vont en chemin de fer à Buffalo pour cinq piastres, enfants et bagage compris Le trajet est de 326 milles. S'ils prennent la voie des canaux, la distance est de 360 milles. Le temps du voyage est de 35 heures par le chemin de fer, et de sept à huit jours par le canal. Cependant un grand nombre choisit la dernière voie. Lorsque les compagnies de transport sont en opposition au lieu de s'entendre pour imposer des conditions onéreuses aux étrangers, les prix deviennent extrêmement minimes. La navigation du canal est lente; les bateaux sont bas, pour passer sous les ponts, et remplis outre mesure. Les passagers doivent souvent mettre pied à terre pour se soulager des souffrances de l'encombrement.

Le port de Philadelphie est formé par la Delaware, à 60 milles de l'embouchure de cette rivière dans la baie du même nom. A 8 milles au-dessous de Philadelphie, le Schuylkill tombe dans la Delaware après avoir resserré la ville sur une presqu'île, dont l'isthme n'a que 3 milles de largeur. Un chemin de fer joint les deux rivages. Lorsque les émigrants débarqués à Philadelphie prennent la voie du Schuylkill pour aller à l'ouest, ils sont entassés avec leur bagage dans des bateaux qu'on enlève du canal à l'aide de berceaux et qui sont amenés par le chemin de fer jusqu'au port où se trouvent les émigrants. Des centaines de familles traversent Phila-

delphie en chemin de fer dans les embarcations qui les font voyager sur les canaux, pour gagner Pittsburg. Par cette ligne la distance entre les deux villes est de 432 milles. Une autre ligne de 398 milles est plus suivie. 82 milles de chemin de fer conduisent à Colombia, sur la rivière Susquehanna. De ce point, une section du grand canal de Pennsylvanie arrive jusqu'au pied des Alleghanys, à 172 milles de Colombia. Les montagnes sont franchies en chemin de fer, au moyen de plans inclinés, sur un parcours de 37 milles. A la base du versant de l'ouest, on retrouve le canal de Pennsylvanie, pour arriver à Pittsburg. La distance est de 107 milles. Par cette ligne, la dépense du trajet entre Philadelphie et Pittsburg est de six piastres. Les enfants au-dessous de six ans ne payent rien. Jusqu'à douze ans, le prix est de moitié. Au delà des cinquante livres de bagage accordées à chaque passager, le fret est d'une piastre et demie par cent livres. La nourriture n'est pas comprise dans ces prix. Il faut de six à huit jours pour faire le voyage.

De Pittsburg, en certaines saisons, il est difficile de descendre l'Ohio à bas prix; en sorte qu'en arrivant à l'extrémité du canal de Pennsylvanie, les émigrants, qui ne peuvent plus reculer, sont à la merci des capitaines de bateaux à vapeur. On profite du mauvais état de la navigation pour rançonner les voyageurs. Philadelphie n'a pas d'autre moyen que son canal et l'Ohio, pour communiquer avec l'ouest. C'est donc un port qui présente des inconvénients.

Ces inconvénients, l'émigrant sait les apprécier. En 1844, le nombre des passagers débarqués dans le district

maritime de New-York s'est élevé à 59,762. Le district de Philadelphie n'en a reçu que 4,886. Pendant le premier semestre de 1845, 38,946 émigrants sont entrés dans le port de New-York.

Baltimore est favorisée par le commerce allemand. C'est le marché des tabacs de Maryland, et les rapports avec l'Allemagne y amènent des émigrants. La population germanique de Baltimore est évaluée à 15,000 habitants. Un des faubourgs, appelé la Pointe, est occupé exclusivement par les Allemands. Il sert de refuge et de station aux émigrants, et les fraudes dont il a été parlé s'y pratiquent sans restriction. Baltimore n'a pas de rivière pour étendre ses relations commerciales dans l'intérieur du pays. Les richesses minérales des Alleghanys ont fait commencer entre Baltimore et l'Ohio un chemin de fer qui est achevé jusqu'à Cumberland. La distance est de 180 milles. De ce point à l'Ohio, il reste à franchir 110 milles, et les montagnes.

Sur le chemin de fer, la dépense est de trois piastres et demie. A Cumberland le voyage doit être continué en chariot. Hommes, femmes, enfants, bagages, meubles et ustensiles, se pèsent et s'entassent dans de longs fourgons couverts. Les émigrants ont des vivres, et en six jours ils sont à Wheeling. Le prix est d'une demi-piastre par cent livres. La route est de 137 milles. Cette ligne a de grands désavantages. A Cumberland les voyageurs ne sont pas certains de trouver des fourgons. S'ils ont fait un contrat à Baltimore pour être transportés jusqu'à l'Ohio, l'entrepreneur, toujours disposé à dépouiller les étrangers, aura quelque prétexte pour les

retenir à Cumberland. Ils devront séjourner dans les tavernes, et l'entrepreneur a une part dans les profits.

Lorsque les émigrants sont amenés d'Europe à Baltimore, ils doivent remonter vers le nord pour gagner l'ouest par le canal de Pennsylvanie. Un chemin de fer de 33 milles arrive à la Susquehanna au Havre de Grâce. La dépense jusqu'à Pittsburg n'est que de quatre piastres et demie pour une distance de 400 milles.

A la Nouvelle-Orléans, l'émigrant échappe aux embarras et aux exactions des autres ports de l'Union. Il n'est pas incertain de la route à prendre pour atteindre à sa destination dans l'intérieur ; le Mississipi et ses affluents conduisent à l'ouest et au nord, à plus de mille lieues. Si l'émigrant veut se rapprocher de l'est, il y va par l'Ohio.

Avant de quitter le navire qui les a amenés d'Europe, les émigrants traitent avec les capitaines des bateaux à vapeur dont le Mississipi est couvert. La distance de la Nouvelle-Orléans à Saint-Louis est de 1,346 milles, suivant M. Nicolet. Le prix du passage est souvent au-dessous de quatre piastres, vivres et bagage compris. Sans les vivres, l'émigrant paye deux piastres, s'il veut aider à charger le bois. Le temps du trajet varie suivant la hauteur des eaux. Le meilleur bateau de la rivière a fait le voyage de la Nouvelle-Orléans à Saint-Louis en moins de quatre jours. Un bateau d'émigrants emploiera de six à sept jours au même parcours.

La fièvre jaune règne annuellement à la Nouvelle-Orléans depuis le mois de septembre jusqu'aux premiers

froids de l'automne. Les Européens ne doivent donc pas entrer dans le Mississipi après le premier août et avant le 15 novembre.

Pour les masses d'émigrants qui doivent arriver aux États-Unis, New-York et la Nouvelle-Orléans seront les deux ports de débarquement. L'organisation des grandes entreprises de transport amènera l'émigration à l'entrée du Mississipi, et dans la baie de New-York, à l'entrée de la rivière du Nord et des eaux qui s'unissent aux grands lacs. Les émigrants suivent les chemins du commerce; et il s'opère dans la direction du commerce intérieur des États-Unis une révolution remarquable.

Il y a vingt-cinq ans, lorsque les marchands de l'est rivalisaient d'énergie et de hardiesse pour arriver dans l'ouest, ils voulaient trouver un marché au delà des Alleghanys et sur les bords des lacs, parmi les fermiers de l'Ohio, de l'Indiana, du Kentucky et de l'Illinois. L'intérêt de chacune des métropoles de l'est traçait les voies de relations commerciales, parce que c'était de la métropole que venait l'initiative. Le marchand se mettait en route avec sa marchandise, et le fermier restait chez lui. Ainsi Boston, New-York, Philadelphie et Baltimore dirigèrent des voies de communication, du point qu'elles occupaient sur le littoral, vers les régions de l'intérieur qui pouvaient leur donner un marché. Ces circonstances ont changé. Une nouvelle époque s'ouvre dans l'histoire du développement de la prospérité intérieure des États-Unis.

Les régions de l'ouest et du nord-ouest se peuplent,

et le travail commence à développer leurs richesses. Les céréales, les salaisons, le tabac, le chanvre, la laine, le cuivre et le plomb s'amoncellent, et sans s'inquiéter des chemins établis par les hommes, cette masse de produits fait irruption par les deux larges voies que la nature lui a ouvertes, le Mississipi vers le sud, la chaîne des lacs et le bassin du Saint-Laurent vers le nord.

Les monts Alleghanys barrent le passage entre l'est et l'ouest. L'Ohio ne les franchit pas; ses deux branches sortent de la base du versant occidental. Ce fleuve pouvait être l'organe de la vie de l'ouest dans la période d'enfance; mais il sert d'issue vers le midi seulement en tombant dans le Mississipi, et pendant une partie de l'année, il n'a que trois pieds d'eau sur ses bas-fonds.

Peu d'éclaircissements suffiront pour montrer l'importance des voies commerciales du Mississipi et du Saint-Laurent.

En 1817, le commerce de la Nouvelle-Orléans employait sur le Mississipi vingt barques, dont le tonnage était de 2,000 tonnes. En 1842, le mouvement du fleuve était porté à 450 bateaux à vapeur de 90,000 tonneaux, et 4,000 barques, coches d'eau ou embarcations de 300,000 tonneaux. Le fret en est évalué à deux millions de piastres annuellement. Les produits exportés montent à 120 millions, et les importations à 100 millions. Ces chiffres sont empruntés à un rapport du comité de commerce présenté au sénat fédéral.

Dans le nord-ouest, l'activité des affaires n'a pas encore donné l'importance du commerce du Mississipi à celui des lacs et du Saint-Laurent. Ces régions couvertes

de forêts se défrichent. L'État de Michigan n'a été formé qu'en 1836. Le Wisconsin et l'Iowa sont de simples territoires. Le passage du lac Supérieur n'est pas ouvert. Cependant la navigation des lacs comprend, indépendamment des navires à voiles, 65 bateaux à vapeur, et le commerce y est évalué officiellement à plus de 25 millions de piastres. Il s'est écoulé moins de cent soixante-six ans depuis que Lasalle construisit *le Griffon,* de 60 tonneaux, première barque qui navigua sur les grands lacs.

La confédération a soumis aux lois de l'Océan ces lacs du nord-ouest, enchaînés l'un à l'autre pour former une mer intérieure de 93,000 milles carrés. Les eaux sont précipitées vers le golfe du Saint-Laurent, et elles entraînent tout le commerce des pays voisins dans la même direction.

Mais le Saint-Laurent ne vaut pas le Mississipi. L'entrée du golfe est dangereuse, et fermée par les glaces six ou sept mois de l'année. Entre Montréal et l'issue du lac Ontario, le fleuve est obstrué de rochers. Enfin, la chute du Niagara rompt les communications que la nature voulait ouvrir jusqu'à la mer aux régions de 400,000 milles carrés, dont les eaux s'éloignent du Mississipi et de la baie d'Hudson pour tomber dans le Saint-Laurent.

Le commerce s'est donc arrêté au-dessus de la chute du Niagara pour se distribuer par le moyen des entrepôts. La situation ne peut plus être maintenue dans ces limites. Tous les moyens que l'art et la persévérance donnent aux hommes sont employés pour franchir le

delphie en chemin de fer dans les embarcations qui les font voyager sur les canaux, pour gagner Pittsburg. Par cette ligne la distance entre les deux villes est de 432 milles. Une autre ligne de 398 milles est plus suivie. 82 milles de chemin de fer conduisent à Colombia, sur la rivière Susquehanna. De ce point, une section du grand canal de Pennsylvanie arrive jusqu'au pied des Alleghanys, à 172 milles de Colombia. Les montagnes sont franchies en chemin de fer, au moyen de plans inclinés, sur un parcours de 37 milles. A la base du versant de l'ouest, on retrouve le canal de Pennsylvanie, pour arriver à Pittsburg. La distance est de 107 milles. Par cette ligne, la dépense du trajet entre Philadelphie et Pittsburg est de six piastres. Les enfants au-dessous de six ans ne payent rien. Jusqu'à douze ans, le prix est de moitié. Au delà des cinquante livres de bagage accordées à chaque passager, le fret est d'une piastre et demie par cent livres. La nourriture n'est pas comprise dans ces prix. Il faut de six à huit jours pour faire le voyage.

De Pittsburg, en certaines saisons, il est difficile de descendre l'Ohio à bas prix; en sorte qu'en arrivant à l'extrémité du canal de Pennsylvanie, les émigrants, qui ne peuvent plus reculer, sont à la merci des capitaines de bateaux à vapeur. On profite du mauvais état de la navigation pour rançonner les voyageurs. Philadelphie n'a pas d'autre moyen que son canal et l'Ohio, pour communiquer avec l'ouest. C'est donc un port qui présente des inconvénients.

Ces inconvénients, l'émigrant sait les apprécier. En 1844, le nombre des passagers débarqués dans le district

maritime de New-York s'est élevé à 59,762. Le district de Philadelphie n'en a reçu que 4,886. Pendant le premier semestre de 1845, 38,946 émigrants sont entrés dans le port de New-York.

Baltimore est favorisée par le commerce allemand. C'est le marché des tabacs de Maryland, et les rapports avec l'Allemagne y amènent des émigrants. La population germanique de Baltimore est évaluée à 15,000 habitants. Un des faubourgs, appelé la Pointe, est occupé exclusivement par les Allemands. Il sert de refuge et de station aux émigrants, et les fraudes dont il a été parlé s'y pratiquent sans restriction. Baltimore n'a pas de rivière pour étendre ses relations commerciales dans l'intérieur du pays. Les richesses minérales des Alleghanys ont fait commencer entre Baltimore et l'Ohio un chemin de fer qui est achevé jusqu'à Cumberland. La distance est de 180 milles. De ce point à l'Ohio, il reste à franchir 110 milles, et les montagnes.

Sur le chemin de fer, la dépense est de trois piastres et demie. A Cumberland le voyage doit être continué en chariot. Hommes, femmes, enfants, bagages, meubles et ustensiles, se pèsent et s'entassent dans de longs fourgons couverts. Les émigrants ont des vivres, et en six jours ils sont à Wheeling. Le prix est d'une demi-piastre par cent livres. La route est de 137 milles. Cette ligne a de grands désavantages. A Cumberland les voyageurs ne sont pas certains de trouver des fourgons. S'ils ont fait un contrat à Baltimore pour être transportés jusqu'à l'Ohio, l'entrepreneur, toujours disposé à dépouiller les étrangers, aura quelque prétexte pour les

passage qu'un obstacle insurmontable détourne de la voie naturelle.

Le canal Érié, entre Buffalo et la tête de la navigation de la rivière du Nord à Albany, a été un premier ouvrage entrepris pour créer une issue artificielle au commerce des lacs. Un chemin de fer entre les mêmes points fait concurrence au canal. L'Angleterre, pour tourner la grande chute, a construit le canal Welland de 40 milles de parcours, entre les lacs Érié et Ontario.

Les circonstances commerciales du nord-ouest, de New-York et de Boston, n'ont pas tardé à montrer l'insuffisance des communications entre les grands lacs et l'Atlantique. Tout un nouveau système est organisé et exécuté en partie.

On a reconnu que les dimensions du canal Welland ne répondaient pas à l'importance de sa destination. Elles ont été augmentées, et les navires de la haute mer pourront passer d'un lac dans l'autre. Le canal Érié doit être élargi et approfondi pour donner passage à des bateaux de 150 à 200 tonneaux, propres à la navigation des lacs.

Après avoir tourné la chute du Niagara, l'Angleterre entreprit de surmonter les difficultés de la navigation du Saint-Laurent. Entre Montréal et la sortie du lac Ontario, deux canaux avec des écluses de grande dimension se trouvent presque achevés. Il n'y a plus d'obstacles à ce que les navires partis de Liverpool viennent débarquer leurs cargaisons de marchandises et d'émigrants à Chicago, au fond du lac Michigan, à 1,547 milles dans l'intérieur du continent de l'Amérique du nord. Lorsque le canal du pont Sainte-Marie sera ouvert, et

lorsque le lac Michigan communiquera avec le Mississipi par la rivière des Illinois, les céréales de ces vallées et les cuivres exploités sur les côtes du lac Supérieur seront embarqués directement pour l'Europe.

Rien dans ces prévisions n'est chimérique ou irréalisable dans un avenir déterminé. Le dernier congrès vota les fonds nécessaires à la construction du canal Sainte-Marie. L'allocation ne fut annulée par le veto du président, que pour des raisons de politique intérieure. L'État des Illinois travaille à l'achèvement du canal entre le lac Michigan et la tête de la navigation de la rivière des Illinois.

Quelle que soit l'importance de la navigation sur les eaux du Saint-Laurent, la rigueur de l'hiver dans les latitudes septentrionales du Canada et du pays des lacs suspend trop longtemps les affaires, pour que les chemins de fer ne soient pas indispensables au mouvement commercial.

New-York entreprend un chemin direct vers le lac Érié. Boston a prêté un demi-million de piastres à la compagnie du chemin de fer de Cincinnati au lac Érié. La ligne sera de 223 milles, dont 56 sont terminés. La distance de Sandusky à Buffalo n'est que de 260 milles, et les capitaux sont attirés dans cette direction. Il est permis de penser qu'avant beaucoup d'années, une ligne de chemin de fer unira Chicago et Boston. La distance est de 840 milles. Déjà l'on arrive à Buffalo. Les chemins de Toledo et de Détroit, dans la direction de Chicago, comprennent un parcours de 33 milles et de 147 milles.

Le parlement canadien a incorporé une compagnie qui entreprend de lier Sandwich, vis-à-vis Détroit, avec le lac Ontario. La distance est de 200 milles. Une compagnie américaine a obtenu la concession d'un chemin de fer entre le lac Ontario et le lac Champlain. Ce sera une dérivation du commerce du Canada au profit de New-York et de Boston. De cette dernière ville un chemin de fer doit aboutir au lac Champlain. On le prolongera ensuite jusqu'à Montréal.

Boston communique déjà par chemin de fer avec Portland, dans l'État de Maine, ville maritime importante. Or, le Maine a constitué une association pour établir un chemin de fer entre Montréal et Portland, éloignés de 218 milles.

Du cap Breton à Montréal la distance est de 600 milles. Pour le navire qui vient d'Europe, Portland est d'un accès plus facile que le cap Breton, et les marchandises arriveraient au centre du Canada en toute saison, par un trajet de 218 milles en chemin de fer, au lieu d'une navigation de 600 milles, interrompue pendant la moitié de l'année.

Toutes ces entreprises sont le résultat des besoins du commerce et non de la spéculation des capitalistes. Les États de l'Ohio, d'Indiana, de Michigan et de l'Illinois auront une population compacte. Les terres incultes du Wisconsin vont devenir productives. Le Mississipi, Saint-Louis, Cincinnati et Pittsburg seront liés aux lacs, et les prévisions les plus hardies ne peuvent pas déterminer l'importance des produits qui navigueront un jour sur ces eaux.

On n'a pas à considérer quelle peut devenir l'influence politique de la prospérité de ces contrées et des affaires dont le passage doit s'effectuer le long des frontières de la confédération américaine et du Canada. Québec et la Nouvelle-Orléans peuvent être unies par une ligne de navigation non interrompue de 3,377 milles. L'accomplissement de ce fait dépend de l'achèvement d'un canal de 100 milles. Des hommes du métier assurent que le lac Michigan peut être joint avec la rivière des Illinois par un canal accessible aux navires. Le commerce de l'Océan pourrait donc traverser le continent sans rompre charge.

La démocratie américaine se berce de cet espoir. Elle envahit le golfe du Mexique pour protéger la Nouvelle-Orléans par le Texas. A l'égard du Saint-Laurent, la force des événements peut créer dans l'Amérique du nord le problème de Constantinople et du golfe de Finlande.

C'est par les deux grandes voies qui viennent d'être décrites, que l'émigration européenne arrivera dans l'ouest et le nord-ouest. Philadelphie, Baltimore et les ports de l'Atlantique, entre New-York et le golfe du Mexique, perdront, avec le passage des marchandises, le transport des émigrants. Cette prévision ne tardera pas à se réaliser. Dans le courant de l'année 1844, 60,000 émigrants ont gagné l'ouest par la voie du canal Érié.

M. de Tocqueville n'a pas constaté ce mouvement de la population européenne vers l'ouest des États-Unis. « On se figure généralement, dit-il, que les déserts de

CLEVELAND.

Le deuxième entrepôt de l'émigration sur la côte du nord-ouest est à Cleveland, situé à 193 milles de Buffalo. La population est de 10,000 habitants; elle comprend 1,000 Irlandais et 700 Allemands. A ce point le canal qui part de Portsmouth sur l'Ohio aboutit au lac Érié. Son parcours est de 310 milles. C'est un des chemins de l'émigration. Le prix de transport pour toute la distance est de 2 piastres et demie, sans vivres. Le fret se paye 5 huitièmes de piastre par cent livres. On fait le voyage en cinq jours et demi.

Un embranchement du canal de l'Ohio gagne Pittsburg. La distance de Cleveland à ce dernier point est de 170 milles par le canal, et le trajet prend 62 heures.

L'Ohio est le plus riche des États de l'Union en froment. Il en produit pour 12 millions de piastres. En 1839 sa production de beurre et de fromage valait près de 2 millions de piastres. Ces articles s'embarqueront directement pour les ports de l'Angleterre, qu'ils gagnent aujourd'hui par Boston et New-York. En sorte que Cleveland est un point fort accessible aux émigrants qui y trouveront des ramifications commerciales avec l'intérieur du pays pour gagner toutes les destinations.

TOLEDO.

Un des points les plus importants de la côte des lacs est l'embouchure de la rivière Maumee, où se trouve

située Toledo. Un canal joint cette extrémité du lac Érié à Cincinnati sur l'Ohio. La distance est de 250 milles; elle est parcourue en trois jours et demi pour trois piastres et demie. A Toledo doit arriver le canal de la Wabash, qui traverse tout l'État d'Indiana. L'émigrant va jusqu'à Lafayette, à 223 milles du lac, pour quatre piastres, en trois jours et demi.

Toledo est à 805 milles de New-York. Le trajet prend quatre jours et coûte huit piastres et demie.

DÉTROIT.

La population de Détroit est de 12,000 habitants. Les affaires commerciales y sont prospères. Tous les navires qui passent à l'ouest de la péninsule relâchent à Détroit. Un chemin de fer de 147 milles conduit dans l'intérieur de l'État vers le lac Michigan qu'il doit joindre. La distance de Buffalo à Détroit est de 317 milles. De New-York, par la voie des canaux, la distance est de 825 milles, et la dépense du voyage de huit piastres et demie.

Dans l'intérieur du Michigan, l'émigrant parcourt 112 milles en chemin de fer pour trois piastres et demie. Au-dessous de douze ans, les enfants payent moitié prix.

GREEN-BAY.

C'est une station maritime de 700 habitants. Elle est indiquée ici, quoiqu'elle ne se trouve pas sur la ligne régulière de la navigation entre Buffalo et Chicago, parce

retenir à Cumberland. Ils devront séjourner dans les tavernes, et l'entrepreneur a une part dans les profits.

Lorsque les émigrants sont amenés d'Europe à Baltimore, ils doivent remonter vers le nord pour gagner l'ouest par le canal de Pennsylvanie. Un chemin de fer de 33 milles arrive à la Susquehanna au Havre de Grâce. La dépense jusqu'à Pittsburg n'est que de quatre piastres et demie pour une distance de 400 milles.

A la Nouvelle-Orléans, l'émigrant échappe aux embarras et aux exactions des autres ports de l'Union. Il n'est pas incertain de la route à prendre pour atteindre à sa destination dans l'intérieur ; le Mississipi et ses affluents conduisent à l'ouest et au nord, à plus de mille lieues. Si l'émigrant veut se rapprocher de l'est, il y va par l'Ohio.

Avant de quitter le navire qui les a amenés d'Europe, les émigrants traitent avec les capitaines des bateaux à vapeur dont le Mississipi est couvert. La distance de la Nouvelle-Orléans à Saint-Louis est de 1,346 milles, suivant M. Nicolet. Le prix du passage est souvent au-dessous de quatre piastres, vivres et bagage compris. Sans les vivres, l'émigrant paye deux piastres, s'il veut aider à charger le bois. Le temps du trajet varie suivant la hauteur des eaux. Le meilleur bateau de la rivière a fait le voyage de la Nouvelle-Orléans à Saint-Louis en moins de quatre jours. Un bateau d'émigrants emploiera de six à sept jours au même parcours.

La fièvre jaune règne annuellement à la Nouvelle-Orléans depuis le mois de septembre jusqu'aux premiers

froids de l'automne. Les Européens ne doivent donc pas entrer dans le Mississipi après le premier août et avant le 15 novembre.

Pour les masses d'émigrants qui doivent arriver aux États-Unis, New-York et la Nouvelle-Orléans seront les deux ports de débarquement. L'organisation des grandes entreprises de transport amènera l'émigration à l'entrée du Mississipi, et dans la baie de New-York, à l'entrée de la rivière du Nord et des eaux qui s'unissent aux grands lacs. Les émigrants suivent les chemins du commerce; et il s'opère dans la direction du commerce intérieur des États-Unis une révolution remarquable.

Il y a vingt-cinq ans, lorsque les marchands de l'est rivalisaient d'énergie et de hardiesse pour arriver dans l'ouest, ils voulaient trouver un marché au delà des Alleghanys et sur les bords des lacs, parmi les fermiers de l'Ohio, de l'Indiana, du Kentucky et de l'Illinois. L'intérêt de chacune des métropoles de l'est traçait les voies de relations commerciales, parce que c'était de la métropole que venait l'initiative. Le marchand se mettait en route avec sa marchandise, et le fermier restait chez lui. Ainsi Boston, New-York, Philadelphie et Baltimore dirigèrent des voies de communication, du point qu'elles occupaient sur le littoral, vers les régions de l'intérieur qui pouvaient leur donner un marché. Ces circonstances ont changé. Une nouvelle époque s'ouvre dans l'histoire du développement de la prospérité intérieure des États-Unis.

Les régions de l'ouest et du nord-ouest se peuplent,

et le travail commence à développer leurs richesses. Les céréales, les salaisons, le tabac, le chanvre, la laine, le cuivre et le plomb s'amoncellent, et sans s'inquiéter des chemins établis par les hommes, cette masse de produits fait irruption par les deux larges voies que la nature lui a ouvertes, le Mississipi vers le sud, la chaîne des lacs et le bassin du Saint-Laurent vers le nord.

Les monts Alleghanys barrent le passage entre l'est et l'ouest. L'Ohio ne les franchit pas; ses deux branches sortent de la base du versant occidental. Ce fleuve pouvait être l'organe de la vie de l'ouest dans la période d'enfance; mais il sert d'issue vers le midi seulement en tombant dans le Mississipi, et pendant une partie de l'année, il n'a que trois pieds d'eau sur ses bas-fonds.

Peu d'éclaircissements suffiront pour montrer l'importance des voies commerciales du Mississipi et du Saint-Laurent.

En 1817, le commerce de la Nouvelle-Orléans employait sur le Mississipi vingt barques, dont le tonnage était de 2,000 tonnes. En 1842, le mouvement du fleuve était porté à 450 bateaux à vapeur de 90,000 tonneaux, et 4,000 barques, coches d'eau ou embarcations de 300,000 tonneaux. Le fret en est évalué à deux millions de piastres annuellement. Les produits exportés montent à 120 millions, et les importations à 100 millions. Ces chiffres sont empruntés à un rapport du comité de commerce présenté au sénat fédéral.

Dans le nord-ouest, l'activité des affaires n'a pas encore donné l'importance du commerce du Mississipi à celui des lacs et du Saint-Laurent. Ces régions couvertes

de forêts se défrichent. L'État de Michigan n'a été formé qu'en 1836. Le Wisconsin et l'Iowa sont de simples territoires. Le passage du lac Supérieur n'est pas ouvert. Cependant la navigation des lacs comprend, indépendamment des navires à voiles, 65 bateaux à vapeur, et le commerce y est évalué officiellement à plus de 25 millions de piastres. Il s'est écoulé moins de cent soixante-six ans depuis que Lasalle construisit *le Griffon,* de 60 tonneaux, première barque qui navigua sur les grands lacs.

La confédération a soumis aux lois de l'Océan ces lacs du nord-ouest, enchaînés l'un à l'autre pour former une mer intérieure de 93,000 milles carrés. Les eaux sont précipitées vers le golfe du Saint-Laurent, et elles entraînent tout le commerce des pays voisins dans la même direction.

Mais le Saint-Laurent ne vaut pas le Mississipi. L'entrée du golfe est dangereuse, et fermée par les glaces six ou sept mois de l'année. Entre Montréal et l'issue du lac Ontario, le fleuve est obstrué de rochers. Enfin, la chute du Niagara rompt les communications que la nature voulait ouvrir jusqu'à la mer aux régions de 400,000 milles carrés, dont les eaux s'éloignent du Mississipi et de la baie d'Hudson pour tomber dans le Saint-Laurent.

Le commerce s'est donc arrêté au-dessus de la chute du Niagara pour se distribuer par le moyen des entrepôts. La situation ne peut plus être maintenue dans ces limites. Tous les moyens que l'art et la persévérance donnent aux hommes sont employés pour franchir le

passage qu'un obstacle insurmontable détourne de la voie naturelle.

Le canal Érié, entre Buffalo et la tête de la navigation de la rivière du Nord à Albany, a été un premier ouvrage entrepris pour créer une issue artificielle au commerce des lacs. Un chemin de fer entre les mêmes points fait concurrence au canal. L'Angleterre, pour tourner la grande chute, a construit le canal Welland de 40 milles de parcours, entre les lacs Érié et Ontario.

Les circonstances commerciales du nord-ouest, de New-York et de Boston, n'ont pas tardé à montrer l'insuffisance des communications entre les grands lacs et l'Atlantique. Tout un nouveau système est organisé et exécuté en partie.

On a reconnu que les dimensions du canal Welland ne répondaient pas à l'importance de sa destination. Elles ont été augmentées, et les navires de la haute mer pourront passer d'un lac dans l'autre. Le canal Érié doit être élargi et approfondi pour donner passage à des bateaux de 150 à 200 tonneaux, propres à la navigation des lacs.

Après avoir tourné la chute du Niagara, l'Angleterre entreprit de surmonter les difficultés de la navigation du Saint-Laurent. Entre Montréal et la sortie du lac Ontario, deux canaux avec des écluses de grande dimension se trouvent presque achevés. Il n'y a plus d'obstacles à ce que les navires partis de Liverpool viennent débarquer leurs cargaisons de marchandises et d'émigrants à Chicago, au fond du lac Michigan, à 1,547 milles dans l'intérieur du continent de l'Amérique du nord. Lorsque le canal du pont Sainte-Marie sera ouvert, et

lorsque le lac Michigan communiquera avec le Mississipi par la rivière des Illinois, les céréales de ces vallées et les cuivres exploités sur les côtes du lac Supérieur seront embarqués directement pour l'Europe.

Rien dans ces prévisions n'est chimérique ou irréalisable dans un avenir déterminé. Le dernier congrès vota les fonds nécessaires à la construction du canal Sainte-Marie. L'allocation ne fut annulée par le veto du président, que pour des raisons de politique intérieure. L'État des Illinois travaille à l'achèvement du canal entre le lac Michigan et la tête de la navigation de la rivière des Illinois.

Quelle que soit l'importance de la navigation sur les eaux du Saint-Laurent, la rigueur de l'hiver dans les latitudes septentrionales du Canada et du pays des lacs suspend trop longtemps les affaires, pour que les chemins de fer ne soient pas indispensables au mouvement commercial.

New-York entreprend un chemin direct vers le lac Érié. Boston a prêté un demi-million de piastres à la compagnie du chemin de fer de Cincinnati au lac Érié. La ligne sera de 223 milles, dont 56 sont terminés. La distance de Sandusky à Buffalo n'est que de 260 milles, et les capitaux sont attirés dans cette direction. Il est permis de penser qu'avant beaucoup d'années, une ligne de chemin de fer unira Chicago et Boston. La distance est de 840 milles. Déjà l'on arrive à Buffalo. Les chemins de Toledo et de Détroit, dans la direction de Chicago, comprennent un parcours de 33 milles et de 147 milles.

Le parlement canadien a incorporé une compagnie qui entreprend de lier Sandwich, vis-à-vis Détroit, avec le lac Ontario. La distance est de 200 milles. Une compagnie américaine a obtenu la concession d'un chemin de fer entre le lac Ontario et le lac Champlain. Ce sera une dérivation du commerce du Canada au profit de New-York et de Boston. De cette dernière ville un chemin de fer doit aboutir au lac Champlain. On le prolongera ensuite jusqu'à Montréal.

Boston communique déjà par chemin de fer avec Portland, dans l'État de Maine, ville maritime importante. Or, le Maine a constitué une association pour établir un chemin de fer entre Montréal et Portland, éloignés de 218 milles.

Du cap Breton à Montréal la distance est de 600 milles. Pour le navire qui vient d'Europe, Portland est d'un accès plus facile que le cap Breton, et les marchandises arriveraient au centre du Canada en toute saison, par un trajet de 218 milles en chemin de fer, au lieu d'une navigation de 600 milles, interrompue pendant la moitié de l'année.

Toutes ces entreprises sont le résultat des besoins du commerce et non de la spéculation des capitalistes. Les États de l'Ohio, d'Indiana, de Michigan et de l'Illinois auront une population compacte. Les terres incultes du Wisconsin vont devenir productives. Le Mississipi, Saint-Louis, Cincinnati et Pittsburg seront liés aux lacs, et les prévisions les plus hardies ne peuvent pas déterminer l'importance des produits qui navigueront un jour sur ces eaux.

On n'a pas à considérer quelle peut devenir l'influence politique de la prospérité de ces contrées et des affaires dont le passage doit s'effectuer le long des frontières de la confédération américaine et du Canada. Québec et la Nouvelle-Orléans peuvent être unies par une ligne de navigation non interrompue de 3,377 milles. L'accomplissement de ce fait dépend de l'achèvement d'un canal de 100 milles. Des hommes du métier assurent que le lac Michigan peut être joint avec la rivière des Illinois par un canal accessible aux navires. Le commerce de l'Océan pourrait donc traverser le continent sans rompre charge.

La démocratie américaine se berce de cet espoir. Elle envahit le golfe du Mexique pour protéger la Nouvelle-Orléans par le Texas. A l'égard du Saint-Laurent, la force des événements peut créer dans l'Amérique du nord le problème de Constantinople et du golfe de Finlande.

C'est par les deux grandes voies qui viennent d'être décrites, que l'émigration européenne arrivera dans l'ouest et le nord-ouest. Philadelphie, Baltimore et les ports de l'Atlantique, entre New-York et le golfe du Mexique, perdront, avec le passage des marchandises, le transport des émigrants. Cette prévision ne tardera pas à se réaliser. Dans le courant de l'année 1844, 60,000 émigrants ont gagné l'ouest par la voie du canal Érié.

M. de Tocqueville n'a pas constaté ce mouvement de la population européenne vers l'ouest des États-Unis. « On se figure généralement, dit-il, que les déserts de

« l'Amérique se peuplent à l'aide des émigrants euro-
« péens qui descendent chaque année sur le rivage du
« nouveau monde, tandis que la population américaine
« croît et se multiplie sur le sol qu'ont occupé ses pères.
« C'est là une grande erreur. L'Européen qui aborde
« aux États-Unis y arrive sans amis et souvent sans
« ressources. Il est obligé, pour vivre, de louer ses ser-
« vices, et il est rare de lui voir dépasser la grande zone
« industrielle qui s'étend le long de l'Océan. »

M. de Tocqueville n'a pas suivi l'émigration européenne dans les forêts. Il n'en a pas fait la classification à la sortie du navire. La fraction des émigrants établis sur le littoral a servi de base à son opinion sur l'ensemble de la situation de l'Européen qui s'expatrie aux États-Unis.

Toute statistique est impossible à cet égard. Dans les régions incultes, le voyageur rencontre chaque jour les établissements des émigrants. Ils sont aussi éloignés du littoral que ceux des Américains. L'Européen prend une large part dans le défrichement des États-Unis.

Quelle que soit la direction des émigrants pour arriver du port de débarquement à leur destination, le terme de leur acheminement et de la deuxième période de leur entreprise est une des villes commerciales qui se trouvent sur les frontières assignées aux régions du nord-ouest. Les bateaux de transport s'y arrêtent ou y relâchent. L'émigrant s'y repose, il y rencontre ses parents ou ses amis; c'est de là qu'il partira pour aller dans le voisinage commencer la troisième et dernière période, celle de l'établissement.

Ces points d'arrivée ont été énumérés. Ce sont les villes de Buffalo, de Cleveland, de Toledo, de Détroit, de Green-Bay, de Milwaukee et de Chicago. Dans une autre direction se trouvent Pittsburg, Wheeling, Cincinnati et Saint-Louis.

BUFFALO.

Les émigrants qui arrivent à Buffalo se divisent en deux catégories; les uns vont plus loin à l'ouest, les autres s'arrêtent. Ces derniers sont généralement des artisans.

Buffalo, situé à 508 milles de New-York par le canal et à 471 par le chemin de fer, est une ville commerciale de 28,000 habitants, dont 10,000 sont Allemands. Le travail y abonde. La prospérité des affaires et la population ont eu le même développement. En 1835, Buffalo comptait 15,661 habitants, 18,212 en 1840 et 28,000 en 1844.

Les émigrants qui partent de Buffalo par l'ouest, sans avoir contracté pour le prix du passage depuis New-York jusqu'à leur destination, vont à Cleveland pour deux piastres et demie; à Détroit, éloigné de 317 milles, pour deux piastres trois quarts; au delà de Détroit il ne se fait plus de réduction pour les stations intermédiaires; le prix est de 5 piastres à 7 piastres et demie jusqu'à Chicago, sans nourriture. La distance de Buffalo à Chicago est de 1,047 milles en doublant la péninsule de Michigan, et de 611 milles en la traversant.

CLEVELAND.

Le deuxième entrepôt de l'émigration sur la côte du nord-ouest est à Cleveland, situé à 193 milles de Buffalo. La population est de 10,000 habitants; elle comprend 1,000 Irlandais et 700 Allemands. A ce point le canal qui part de Portsmouth sur l'Ohio aboutit au lac Érié. Son parcours est de 310 milles. C'est un des chemins de l'émigration. Le prix de transport pour toute la distance est de 2 piastres et demie, sans vivres. Le fret se paye 5 huitièmes de piastre par cent livres. On fait le voyage en cinq jours et demi.

Un embranchement du canal de l'Ohio gagne Pittsburg. La distance de Cleveland à ce dernier point est de 170 milles par le canal, et le trajet prend 62 heures.

L'Ohio est le plus riche des États de l'Union en froment. Il en produit pour 12 millions de piastres. En 1839 sa production de beurre et de fromage valait près de 2 millions de piastres. Ces articles s'embarqueront directement pour les ports de l'Angleterre, qu'ils gagnent aujourd'hui par Boston et New-York. En sorte que Cleveland est un point fort accessible aux émigrants qui y trouveront des ramifications commerciales avec l'intérieur du pays pour gagner toutes les destinations.

TOLEDO.

Un des points les plus importants de la côte des lacs est l'embouchure de la rivière Maumee, où se trouve

située Toledo. Un canal joint cette extrémité du lac Érié à Cincinnati sur l'Ohio. La distance est de 250 milles; elle est parcourue en trois jours et demi pour trois piastres et demie. A Toledo doit arriver le canal de la Wabash, qui traverse tout l'État d'Indiana. L'émigrant va jusqu'à Lafayette, à 223 milles du lac, pour quatre piastres, en trois jours et demi.

Toledo est à 805 milles de New-York. Le trajet prend quatre jours et coûte huit piastres et demie.

DÉTROIT.

La population de Détroit est de 12,000 habitants. Les affaires commerciales y sont prospères. Tous les navires qui passent à l'ouest de la péninsule relâchent à Détroit. Un chemin de fer de 147 milles conduit dans l'intérieur de l'État vers le lac Michigan qu'il doit joindre. La distance de Buffalo à Détroit est de 317 milles. De New-York, par la voie des canaux, la distance est de 825 milles, et la dépense du voyage de huit piastres et demie.

Dans l'intérieur du Michigan, l'émigrant parcourt 112 milles en chemin de fer pour trois piastres et demie. Au-dessous de douze ans, les enfants payent moitié prix.

GREEN-BAY.

C'est une station maritime de 700 habitants. Elle est indiquée ici, quoiqu'elle ne se trouve pas sur la ligne régulière de la navigation entre Buffalo et Chicago, parce

qu'il arrive que des capitaines, obligés de se rendre à Green-Bay, parviennent à y conduire des émigrants. Le sort de cette résidence dépend de la canalisation des rivières du Renard et du Wisconsin, affluents du lac Michigan et du Mississipi.

Les habitants de Green-Bay s'efforcent d'attirer à eux quelques fractions du commerce et de l'émigration qui passent devant l'entrée de cet enfoncement du lac Michigan, en allant à Milwaukee et à Chicago. Ils ont le désavantage d'être à 90 milles de la ligne de navigation.

La seule ressource de Green-Bay est d'avoir une communication directe avec Buffalo. Elle vient de construire un bateau à vapeur destiné exclusivement à ce service. La distance est de 884 milles.

MILWAUKEE.

Pendant les grandes spéculations de 1835, on forma le plan d'une ville à l'embouchure de la rivière Milwaukee dans le lac Michigan. La situation était avantageuse. Le lac manque de ports, et la rade de Milwaukee est assez sûre. L'entreprise réussit donc. Le Wisconsin se peupla et l'émigration se porta vers Milwaukee.

En 1840 la population y était de 1,712 habitants; au mois de décembre 1844, elle en comptait plus de 7,000; il n'y a pas d'exemple d'un accroissement aussi rapide dans toute l'étendue des États-Unis. Le commerce suit la même progression.

Milwaukee est à 1,435 milles de New-York, et à 964 milles de Buffalo. Le voyage en bateau à vapeur

prend quatre jours et demi de Buffalo. On paye sept piastres, et quelquefois sept piastres et demie, dans l'entre-pont, sans vivres. Lorsque les émigrants contractent à New-York pour être transportés à Milwaukee, par les canaux jusqu'à Buffalo, puis par navire à voiles sur les lacs, ils payent dix piastres et demie, et le trajet est de quatorze jours au moins, dans les circonstances les plus favorables.

RACINE ET SOUTHPORT.

Ces deux relâches des bateaux à vapeur attirent les émigrants par la fertilité du pays voisin. La première est à 20 milles au sud de Milwaukee, et Southport est à 12 milles au sud de Racine. La population de Racine était de 800 habitants en 1842, et de 2,000 en 1844. Southport s'est accrue, de 337 habitants, qu'elle avait en 1840, jusqu'au nombre de 2,000 habitants en 1844.

CHICAGO.

Comme Buffalo, à l'extrémité du lac Érié, se lie à New-York, la métropole du commerce maritime des États-Unis, de même Chicago, à l'extrémité occidentale des lacs, tend à se lier à Saint-Louis, la métropole du commerce intérieur du nord-ouest et de l'ouest.

Il n'est pas plus facile de déterminer quel sera l'avenir de Chicago, que d'apprécier les chances de la région du haut Missouri, du Nouveau-Mexique et de la Californie. On ignore les événements qui peuvent rattacher ces pays

au mouvement commercial de la vallée du Mississipi.

Chicago est à 1,047 milles de Buffalo. Le voyage s'accomplit en cinq jours et demi ou six jours, pour sept piastres et demie. Souvent la concurrence abaisse le prix du trajet à cinq piastres.

De New-York à Chicago il y a 1,555 milles par les canaux, 1,518 milles en prenant le chemin de fer Érié et en doublant la péninsule par les lacs, 1,452 milles en traversant la péninsule, de Détroit à Saint-Joseph. Par la dernière voie, le trajet de New-York à Chicago coûte vingt piastres et demie.

A Chicago se termine la ligne de navigation et de transport qui suit toute la frontière nord-ouest des régions parcourues par l'émigration. Il faut passer maintenant aux points d'entrepôts situés sur la frontière sud-ouest de la même section des États-Unis.

PITTSBURG.

Le plus grand nombre des émigrants débarqués à Philadelphie ou à Baltimore, se rend soit à Pittsburg, soit à Wheeling.

En 1830, la population de Pittsburg était de 12,542 habitants. En 1844, si l'on y ajoute la population d'Alleghany et des autres faubourgs, l'agglomération s'élève à 60,000 habitants. Les Allemands entrent dans ce chiffre pour un cinquième.

L'industrie manufacturière de Pittsburg consiste en verreries, hauts fourneaux, fonderies, forges, laminoirs,

ateliers pour la construction des machines à vapeur et chantiers. Ses produits de toute nature sont évalués annuellement à près de onze millions de piastres. L'émigrant habile dans un métier, a des chances à Pittsburg.

Pour avancer vers l'ouest, on descend l'Ohio et l'on remonte le Mississipi jusqu'à Dubuque; la distance est de 1,571 milles. Le prix du voyage est de sept piastres; il peut être moins élevé. Le temps nécessaire est de huit jours. Jusqu'à Saint-Louis, dans la bonne saison des eaux, le prix est d'une piastre et demie. La distance est de 1,176 milles. Cincinnati est à 468 milles. La navigation de l'Ohio est interrompue chaque année pendant soixante et un jours en moyenne, par les eaux basses; on a vu que c'est un désavantage de l'Ohio considéré comme chemin des émigrants.

WHEELING.

A 90 milles de Pittsburg, est située Wheeling, sur l'Ohio, grande voie de communication vers le Mississipi. Les émigrants venus de Baltimore à Cumberland en chemin de fer continuent leur voyage en chariot jusqu'à Wheeling. Ils descendent ensuite l'Ohio. Cincinnati est à 364 milles. L'émigrant s'y rend pour une piastre, et pour une piastre et demie, gagne Saint-Louis, éloigné de Wheeling de 1,092 milles.

Les artisans sont attirés à Wheeling, qui est un centre manufacturier. On évalue à 10,000 le nombre des Allemands établis en Virginie. Le plus grand nombre se trouve dans le voisinage de Wheeling.

CINCINNATI.

Il n'y a pas, dans l'intérieur des États-Unis, de ville préférée à Cincinnati par les émigrants allemands. Les limites de la corporation renfermaient, à la fin de 1844, une population de 94,000 habitants; 20,000 sont Allemands.

Beaucoup d'émigrants, embarqués pour l'ouest sur l'Ohio, s'arrêtent à Cincinnati, et s'y établissent. Cette catégorie comprend les journaliers habitués au séjour des villes populeuses, les gens de métiers, menuisiers, maçons, tailleurs, cordonniers, les débitants de boissons, les jardiniers, les merciers et les marchands d'objets de Nuremberg. Les Allemands composent exclusivement la population de plusieurs quartiers de Cincinnati. Ils y possèdent des églises, des écoles et des salles d'associations diverses. Leur influence est considérable dans les élections.

La vie animale est à très-bon compte à Cincinnati, le premier marché du monde pour les salaisons. C'est tout à la fois un centre de produits agricoles et de produits manufacturés. Ces deux circonstances agissent l'une sur l'autre au profit des artisans. A Cincinnati, l'industrie, alimentée par les produits agricoles, est de six millions de piastres annuellement. C'est à peu près l'équivalent de la production de l'industrie du fer à Pittsburg. Pour l'émigrant, les avantages de la comparaison sont en faveur de Cincinnati. Il doit y trouver de meilleures conditions d'établissement. Les métiers y sont

plus nombreux, le travail y est plus abondant et l'apprentissage moins long, que celui des forges et des verreries.

Quant à la masse d'émigrants qui partent de Cincinnati pour s'établir soit dans le voisinage, soit plus avant dans l'ouest, ils ont, pour les conduire, l'intérieur de l'État, le canal qui arrive au lac Érié, à Toledo. En descendant l'Ohio jusqu'au confluent de la Wabash, ils pénètrent dans l'Indiana jusqu'à Saint-Louis; le trajet est de 1,145 milles, et se fait en quatre jours pour une piastre dans l'entre-pont.

SAINT-LOUIS.

En 1830, Saint-Louis n'avait encore que 6,694 habitants. Sa fondation, par les créoles de la Nouvelle-Orléans, date de l'an 1764. Le temps perdu se regagne; en 1845 la population de Saint-Louis était de 35,980 habitants, 8,000 Allemands compris. Ceux-ci occupent les faubourgs pour y exercer les industries de leurs compatriotes de Cincinnati. La ville est entourée de terrains loués par bail emphytéotique de très-modique redevance, pour accroître la valeur d'autres terrains réservés. Les Allemands s'y établissent dans des maisons misérables qu'ils améliorent chaque année.

Le développement si soudain de la prospérité de Saint-Louis a été le résultat du défrichement des terres et de la navigation à vapeur sur toutes les rivières dont Saint-Louis commande le commerce.

Saint-Louis est en équilibre entre l'est et l'ouest des États-Unis. Sa position forme avec la Nouvelle-Orléans

et New-York un triangle dont deux côtés sont presque égaux, l'un de 1,346 milles jusqu'au golfe du Mexique par le Mississipi, l'autre de 1,452 milles jusqu'à l'Atlantique, par la voie commerciale des lacs.

Tels sont les avantages de cette position vraiment maritime, que Saint-Louis, placé dans le recensement de 1840 au dix-septième échelon des villes de l'Union pour la population, prend le troisième rang dans le relevé du tonnage de la navigation à vapeur des États-Unis. A plus de 1,300 milles des côtes, Saint-Louis se place immédiatement après New-York et la Nouvelle-Orléans, les deux points auxquels la nature et l'ouvrage des hommes lui ouvrent un passage vers la mer.

Du côté de l'ouest, Saint-Louis est adossé à un désert qui commence à se défricher. Pendant que l'État des Illinois travaille au canal qui doit faire passer du lac Michigan dans le Mississipi les bateaux de New-York, les caravanes vont de Saint-Louis à Santa-Fé. Le nord du Mexique et la Californie se peuplent, et un commerce régulier peut s'établir entre l'océan Pacifique et les vallées du Missouri et du Mississipi. Les caravanes en marquent le chemin, comme les missionnaires et les coureurs de bois traçaient, il y a cent soixante-deux ans, la route que le commerce a prise entre le Mississipi et l'Atlantique. En ligne directe, Santa-Fé est à 800 milles de Saint-Louis, et Monterey, sur la mer Pacifique, est à 900 milles de Santa-Fé.

Les émigrants ont pris pied dans la haute Californie. Saint-Louis est le grand centre de l'émigration allemande dans l'ouest. La tendance des événements est de

former quelque connexion entre la vallée du Missouri et les Californies.

Jusqu'en 1839 il y eut à Saint-Louis une société pour protéger les émigrants. Des jalousies de sectes ne lui permirent pas de remplir les obligations qui étaient le but de son institution. Peut-être une société de protection n'est-elle pas encore nécessaire dans ce centre d'émigration.

Pendant les trois derniers jours du mois de novembre 1844, les bateaux de la Nouvelle-Orléans amenèrent 600 Hanovriens et Bavarois. Leurs compatriotes les emmenèrent chez eux pour passer l'hiver, qui avait commencé, et qui empêchait tout établissement dans le pays.

Un jour, sans doute, les Allemands de Saint-Louis apprendront à tirer parti de l'inexpérience et de la crédulité des émigrants. Jusqu'à présent, il s'y trouve plus de moralité et moins d'industries équivoques que dans les classes inférieures de l'émigration établie sur le littoral.

A Saint-Louis s'arrêtent les investigations relatives à la deuxième période de l'entreprise des émigrants. On a vu les circonstances de la traversée et du débarquement, puis l'acheminement jusqu'aux divers points de l'intérieur, d'où les émigrants partent pour former leur établissement. Cette opération est la troisième et dernière phase de l'émigration des Européens aux États-Unis.

Troisième période.

Les procédés de l'établissement peuvent être divisés en cinq systèmes principaux.

1° La communauté;
2° L'association par actions;
3° Le système religieux ou philanthropique;
4° L'isolement;
5° L'agglomération.

§ 1er.

Des communautés.

L'établissement en communauté est mauvais; il ne résulte pas des conditions faites à l'émigrant par les États-Unis, mais des traditions nées des persécutions politiques ou religieuses du XVIe et du XVIIe siècle. Les principes de nivellement et de socialisme de l'Europe au XVIIIe siècle et dans le temps actuel, s'y mêlent également.

Dès l'année 1555 les calvinistes de France s'étaient établis sur la côte du Brésil. L'amiral Coligny obtint de Charles IX l'autorisation de créer en Amérique un refuge aux dissidents. Gustave-Adolphe forma le même projet. Il organisa dans ce but la société de Gothembourg. La veille de la bataille de Lutzen, il recommanda cette entreprise aux peuples de l'Allemagne.

Oxenstiern continua les projets de Gustave-Adolphe. En 1638 des Suédois et des Finlandais se trouvèrent établis sur les bords de la Delaware. Après une existence de dix-sept années, la Nouvelle-Suède fût détruite par les Hollandais. Elle comptait une population de 1,700 habitants.

En Europe les idées d'innovations politiques suivirent les idées d'innovations religieuses. Il en résulta que les sectaires persécutés apportèrent, en s'expatriant en Amérique, les principes d'une organisation sociale différente de celle de l'Europe. William Penn représente cette époque.

Au milieu des grandes crises des États, l'histoire montre presque toujours quelque homme d'un caractère calme, inspiré par ce qu'il y a de bon dans le cours des événements. Penn fut la plus pure expression de l'enthousiasme des innovateurs du XVIIe siècle, et on doit le regarder comme le plus illustre des fondateurs de colonies dans l'Amérique du nord. Cependant si l'histoire lui rend justice, les traditions ne parlent que de son habit et de son chapeau de quaker.

En 1682 William Penn débarqua sur les côtes de l'Amérique. Depuis cette époque jusqu'en 1845, entre le versant des Alleghanys et les bords du Missouri, les associations en communauté ont été amenées aux États-Unis par l'exemple des expériences religieuses et sociales de Penn près de la Delaware. Il est aisé d'éclaircir par l'histoire la filiation de ces événements.

George Fox, William Penn et Barclay, fondateurs de la secte des amis ou quakers, prêchèrent en Allemagne

pendant l'année 1678. Ils firent beaucoup de prosélytes dans le Palatinat et parmi les paysans de Worms et de Kirckheim.

Dès que la Pennsylvanie eut reçu son organisation, il se répandit en Europe que Penn, le quaker, avait ouvert en Amérique un asile à tous les opprimés. On assura sur les bords du Rhin que les plans de Gustave-Adolphe et de son chancelier étaient réalisés. Francfort, Brême et Lubeck profitèrent de ces bruits pour établir des relations commerciales à l'aide des émigrants. Pastorius, de Windsheim, fut chargé de la première entreprise. Les émigrants fondèrent en 1683 un établissement appelé Cresheim, qui devint ensuite la ville allemande de Germantown.

Les Mennonistes arrivèrent en Pennsylvanie dans l'année 1698. Les anabaptistes, persécutés dans le duché de Clèves, y vinrent en 1709.

Pendant près de deux siècles les Swenkfelders avaient existé paisiblement en Silésie. On les contraignit à se réfugier dans la Lusace. Le comte de Zinzendorff les protégea jusqu'à ce que les persécutions de l'électeur de Saxe les décidèrent à partir pour la Pennsylvanie, en 1732 et 1733.

Les frères moraves émigrèrent en 1738. Leur chef, le comte de Zinzendorff, les suivit en 1741, et les établissements de Bethléem et de Nazareth, en Pennsylvanie, devinrent fort renommés. La législature de l'État garantit une charte aux frères moraves le 27 octobre 1786.

Depuis ce temps jusqu'au rétablissement de la paix en Europe, les rapports de l'Allemagne avec les États-Unis

furent interrompus. Cependant en 1805 des novateurs de la Souabe, gênés dans la manifestation de leurs doctrines de religion et de politique, pensèrent à réaliser leur double théorie dans le pays où Willam Penn avait réalisé les siennes, et vinrent en Pennsylvanie. Une autre secte s'y réfugia en 1817.

L'émigration, qui suivit naturellement l'expatriation des sectaires dans le XVIIIe siècle, avait établi des liens nombreux entre l'Allemagne et les colonies de l'Amérique du nord. On voit qu'en 1729 le nombre croissant des émigrants du Palatinat excitait déjà les appréhensions de l'Angleterre. Les Allemands ne se mêlaient pas aux populations du pays, et la Pennsylvanie pouvait devenir une colonie étrangère. Une taxe de deux livres sterling par tête fut imposée aux émigrants.

George III défendit ses colonies contre les révolutionnaires, avec des recrues que lui rendaient les alliés de la maison de Hanovre. Les soldats faits prisonniers étaient internés en Pennsylvanie. Après la guerre ils restèrent aux États-Unis et y devinrent fermiers.

L'Allemagne devait donc conserver le souvenir de la colonie de William Penn. C'est ainsi que s'explique la tendance des novateurs à s'y réfugier, depuis son origine jusqu'à notre temps; mais au XIXe siècle, ils ne doivent pas tâcher d'imiter leurs devanciers. La tolérance existe pour toutes les doctrines aux États-Unis.

Lorsque Penn et les sectaires qui le suivirent se réfugiaient en Amérique, les pèlerins de la Nouvelle-Angleterre persécutaient les dissidents du puritanisme avec autant d'aveuglement qu'il y avait eu de fanatisme dans

les proscriptions de la vieille Angleterre. Les colonies de New-York et de Virginie reconnaissaient seulement l'Église anglicane.

Les doctrines et les croyances de l'émigrant sont aujourd'hui en sécurité. Il ne lui faut plus une situation exceptionnelle pour les protéger. Ce sont les intérêts matériels que le système d'établissement doit assurer. Or, sous ce rapport, les communautés nuisent à l'émigrant.

Aux États-Unis le travail est cher, les vivres et la terre sont à bas prix. La communauté prend le travail de l'émigrant, qui a beaucoup de valeur, et elle lui donne les vivres, qui n'en ont pas.

Dès que la situation matérielle a été assurée, les intérêts du travail doivent être combinés avec les prérogatives de l'émigrant devenu citoyen américain. Chez une nation dont le gouvernement tend sans cesse à s'appuyer sur le suffrage universel, la théorie politique doit être le perfectionnement de l'indépendance physique et intellectuelle de l'individu. Aussi le plus amer grief des Américains contre les étrangers dans la dernière élection du président porte-t-il sur ce qu'ils vinrent aux réunions électorales en masse, mus par les passions et les intérêts de quelques chefs qu'ils suivaient sans les comprendre.

Par l'effet de la loi du domaine fédéral, tout citoyen peut se composer un patrimoine pour cinquante piastres. Les enfants ont des écoles. L'action des institutions américaines, tendant au perfectionnement de l'indépendance individuelle, est favorisée par les ressources of-

fertes au travail. Aux États-Unis le travail représente un capital et non un revenu. L'Américain ne travaille pas pour gagner sa subsistance, mais une position indépendante. Lorsqu'il la possède, il veut l'étendre. Ce sentiment existe depuis les derniers rangs jusqu'aux premiers, dans toutes les industries et dans toutes les professions. Lowell, Pittsburg, Cincinnati et la société américaine sont inintelligibles sans cette clef.

Une communauté qui absorbe l'individu et son travail, est une institution fondée sur des théories européennes d'une application dangereuse. Quand on la transporte aux États-Unis, on y crée une anomalie physique et sociale. C'est vouloir composer de la lumière, au lieu de profiter du soleil.

Il se trouve plusieurs communautés d'émigrants en Amérique. On croit qu'elles justifient les opinions précédentes à l'égard de ce système.

BETHLÉEM ET NAZARETH.

Ces deux communautés de frères moraves sont situées à 40 et à 50 milles de Philadelphie, vers le nord-ouest. En fondant ces établissements, les Moraves crurent devoir s'organiser en communauté absolue. C'était déroger à la règle de leur institution en Europe. Ils reconnurent plus tard que chaque frère devait rester propriétaire indépendant, et la communauté fut limitée au patrimoine destiné au maintien de l'institution religieuse.

On voit donc que les Moraves ont renoncé au système de la communauté à l'égard des intérêts qui appartien-

nent à tout l'établissement d'émigrants. Ils ne l'ont conservé qu'au profit d'une organisation religieuse qui les place dans une situation exceptionnelle.

ÉCONOMIE.

En 1805, George Rapp, originaire de la Souabe, vint aux États-Unis avec des dissidents dont le gouvernement de Wurtemberg ne tolérait pas les opinions politiques. Ceux qu'il conduisait s'établirent d'abord en Pennsylvanie, à 35 milles au nord de Pittsburg. Leur colonie prit le nom d'Harmonie. Rapp en fut le chef temporel et spirituel. La religion des émigrants consistait dans la croyance à l'immortalité de l'âme, et en pratiques de charité renouvelées des temps de l'Église primitive. Dans leur organisation temporelle, tout était commun, en souvenir des Agapes. Pour administrer les affaires, Rapp avait l'autorité qui servait à interpréter l'Écriture sainte.

La colonie crut trouver un meilleur climat dans l'Indiana, sur la rivière Wabash, à 460 milles au sud-ouest d'Harmonie. Trente mille acres de terres publiques furent achetées, et le nom de Nouvelle-Harmonie fut donné au nouvel établissement.

En 1825, Rapp craignit l'insalubrité du climat, il vendit le deuxième établissement à Robert Owen le socialiste, et le 5 mai, il s'achemina vers l'est avec ses compagnons pour fonder Économie à 18 milles de Pittsburg, sur le bord de l'Ohio.

A la fin de 1844, George Rapp avait 85 ans, et sa

communauté se composait de 450 à 500 individus. Lorsque l'accroissement de la population parut dangereux, Rapp eut assez d'autorité pour prohiber le mariage à ses sectateurs. Le patrimoine de la colonie est de 4,000 acres qui ont coûté de huit à vingt piastres l'acre.

Les habitations d'Économie forment des rues à angle droit dans une plaine qui domine le cours de l'Ohio. Ce village a une apparence prospère dont il est facile de constater la réalité. On y trouve des manufactures d'étoffes de laine et de coton, une brasserie, une distillerie, un moulin à farine et un établissement pour la production et le tissage de la soie.

Les familles placées dans la même maison vivent en commun. Il existe un magasin dans lequel les membres sont pourvus de ce qui leur est nécessaire. Telle est la prospérité d'Économie, que chaque chef de famille recevrait, assure-t-on, 34,000 piastres dans la liquidation de l'entreprise.

George Rapp est ce qu'il y a de plus remarquable à Économie. Son autorité absolue a tout créé, et quand elle cessera, la colonie n'aura plus de lien. Il lui fallait un chef dont le pouvoir s'étendît de l'interprétation de la Bible, à l'interdiction du mariage. Lorsqu'une association exige de pareilles combinaisons pour se soutenir, elle devient un phénomène. On ne doit pas l'apprécier par ses résultats ; mais par la possibilité de donner une organisation analogue à d'autres entreprises.

L'interdiction du mariage est une singularité exigée par la situation d'Économie. Aux États-Unis, les jeunes générations respirent l'esprit d'indépendance. Rapp de-

ans. M. Bimeler n'a pas cessé de remplir ces fonctions. Trois syndics sont élus pour trois ans ; cinq conseillers pour cinq ans. Tout individu de l'un ou de l'autre sexe, âgé de 21 ans, vote dans les assemblées.

Au-dessous de 21 ans, les enfants sont considérés comme orphelins confiés à la communauté ; à 21 ans ils font partie de l'association, s'ils reçoivent la majorité des suffrages. Dans le cas contraire, ils se trouvent exclus.

Les syndics font exécuter les travaux proposés par l'agent général et arrêtés en conseil.

Avec ce règlement, avec un patrimoine de 5,500 acres et 15,000 piastres de dettes, la colonie se maintenait encore au 1er janvier 1845. A cette époque elle ne comptait pas au delà de 180 habitants, son patrimoine était de 8,000 acres.

Zoar est établi dans une localité très-favorable, à 70 milles de Cleveland, sur le canal qui va de Portsmouth au lac Érié. Les usines rapprochées du canal et des chutes de la rivière Tuscarawas sont en dehors du plan des constructions du village. Les habitations principales sont disposées sur une rue de 60 pieds, coupée à chaque espace de 300 pieds par des rues perpendiculaires, larges de 40 pieds.

Le système de la communauté, appliqué aux conditions ordinaires de l'existence, forme une des difficultés de cette organisation. Les familles séparatistes sont distribuées dans une trentaine de maisons. Chaque maison est approvisionnée par la communauté. Il y a donc à Zoar une boulangerie, une boucherie, une brasserie, une lai-

terie, des jardins et un magasin qui pourvoient gratuitement aux besoins des individus; des ateliers de tailleurs, de cordonniers, de chapeliers, de blanchissage, de tisserands et de filature. Les administrateurs assurent qu'ils n'ont jamais eu l'occasion d'intervenir pour prévenir des abus.

A Zoar comme à Économie, la discorde est possible. Elle s'est élevée quelquefois dans les deux communautés, sans pouvoir résister à l'autorité suprême des fondateurs. L'obéissance, le départ volontaire ou l'expulsion, font cesser le danger.

Quelle que soit la régularité de l'existence des séparatistes, elle ne peut pas répondre aux besoins moraux des familles. Il n'y a pas, dans cet ordre de choses, de sécurité pour l'avenir des enfants. Zoar n'a pas échappé à cette loi des communautés qui consiste à méconnaître les sentiments de famille. M. Bimeler, comme George Rapp, a reconnu la difficulté d'associer les jeunes générations aux principes de telles entreprises. D'un côté, le mariage est interdit; de l'autre, les enfants sont soumis aux règles d'admission des étrangers.

Si cette communauté avait répondu à tous les besoins des émigrants, la population n'y aurait pas diminué. En tenant compte des pertes causées par le choléra, le nombre d'habitants aurait dû se maintenir au chiffre du début de l'entreprise, par l'accroissement normal de vingt-sept années.

Ce ne sont pas les enfants qui manquent dans la colonie. Il s'en trouvait cinquante à l'école, au mois de janvier 1845; d'autres plus âgés ou trop jeunes ne la

fréquentaient pas. Zoar n'a pas de jeunes gens. Dans un pays où le travail est un capital mis en activité par l'ambition, une communauté paisible, qui loge, qui nourrit et qui habille ses membres, sans pouvoir aller plus loin, une telle communauté convient seulement aux enfants qui ne peuvent pas encore travailler, aux vieillards qui ne le peuvent plus et aux chefs qui gouvernent l'entreprise.

Dans l'espace de vingt-sept années, M. Bimeler a donné à sa communauté un territoire de 8,000 acres; 1,500 acres sont défrichées. C'est le département de l'agriculture. La production moyenne est de 7,000 boisseaux de froment, 1,000 boisseaux de maïs et 200 tonnes de foin. La ferme possède cent vaches et vingt-cinq chevaux.

Le département de l'industrie manufacturière comprend deux moulins à farine de quatre paires de meules, une fabrique de tissus de laine, une foulerie, une teinturerie, avec un moulin à huile. Une tannerie alimente les besoins de la communauté et vend un excédant de produits.

A deux milles, en remontant la rivière Tuscarawas, on trouve l'un des hauts fourneaux de la colonie. L'autre est à 5 milles dans une autre direction. Ils ont tous deux la même importance. La production est de 80 tonnes de fonte par mois, au prix de 24 à 26 piastres. Seize ouvriers y gagnent 10 piastres par mois, payables moitié en nature.

Dans le voisinage de Zoar, on assure que la part de chaque associé vaut 23,000 piastres.

La colonie a pour son marché Cleveland. Elle se rendit adjudicataire des travaux du canal de l'Ohio dans

toute l'étendue de son territoire. Cet ouvrage lui donna des communications avec le nord et avec le sud, tout en lui procurant l'avantage de pouvoir construire de nouvelles usines.

NOUVELLE-HARMONIE.

L'Écossais Robert Owen s'était fait connaître en Europe par le système de communauté qu'il avait établi entre les ouvriers de sa fabrique de coton à New-Lanark, dans le voisinage de Glascow. Il voulut tenter aux États-Unis des expériences plus complètes de ses doctrines. Des Anglais et des Écossais le suivirent, et il y acheta les terres de George Rapp, sur la Wabash, en 1825.

Plusieurs des compagnons de Robert Owen manifestèrent leurs principes d'athéisme aux Américains; le chef s'arrêtait au déisme. Toutefois l'opinion publique attacha la dénomination de communauté d'infidèles à la Nouvelle-Harmonie. C'est, en 1845, le seul souvenir qui reste de l'entreprise.

L'emplacement de la colonie avait été mal choisi. L'insalubrité des terres basses de la Wabash en fit partir George Rapp.

Owen ne fut pas difficile dans le choix de ses associés. Il admit le gouvernement démocratique sans limite; l'égalité la plus absolue, sans religion. Tous les liens qui font la stabilité d'Économie et de Zoar lui manquaient.

A la fin de la première année, les intérêts privés d'Owen l'appelèrent en Europe, et pendant son absence, l'anarchie

bouleversa l'association. Owen revint et il fut investi d'une dictature temporaire pour rétablir l'ordre.

George Rapp avait bâti une église qui fut convertie en atelier de menuisier et de cordonnier. Les maisons des Harmonistes avaient été entourées de clôtures. Owen les fit abattre pour donner à l'établissement des socialistes l'aspect de la communion parfaite qui unissait ses membres.

La Nouvelle-Harmonie, composée d'environ 1,000 habitants sans but, sans religion, sans discipline, tomba en dissolution. Elle eut deux années d'existence, et en 1827 il n'en resta que le nom.

NOUVELLE-HELVÉTIE.

Une communauté de Suisses s'est formée en 1844 dans la vallée de la rivière des Osages, à 150 milles de Saint-Louis. Elle a pris le nom de Nouvelle-Helvétie. En 1842 les communistes éveillèrent l'attention du gouvernement suisse par le danger de leurs doctrines. Dans un conciliabule tenu le 25 février 1844 à Oberentfelden, soixante affiliés concertèrent les mesures d'une émigration aux États-Unis.

Vingt-deux communistes s'embarquèrent au Havre et arrivèrent à Saint-Louis, par la voie de New-York, au mois de septembre 1844. Ils devaient choisir l'emplacement de la colonie. Le but des premiers travaux était de préparer l'établissement de trois cents émigrants suisses, tous membres de l'affiliation.

A Saint-Louis les pionniers trouvèrent des compa-

triotes et des Allemands. On leur conseilla d'aller à la rivière des Osages, où se trouvaient plusieurs établissements d'Européens.

Le 9 décembre 1844, dix-neuf individus, hommes, femmes, enfants, vivaient entassés dans une maison de boulins, longue de 20 pieds, large de 15. Ils composaient la communauté de la Nouvelle-Helvétie. Étant tous malades ou convalescents, il leur était impossible de construire une seconde maison pour passer l'hiver. L'établissement possédait deux vaches et un cheval. Les provisions s'achetaient à bas prix chez les fermiers voisins.

Ces émigrants sont victimes de leur ignorance et de leurs doctrines. Ils arrivèrent dans l'intérieur de l'État du Missouri à une époque de l'année qui est généralement malsaine. Le mauvais arrangement de leurs opérations força des ouvriers, affaiblis par la traversée et par le voyage, à construire une maison et à défricher la terre qu'il fallait ensemencer avant l'hiver. Ils tombèrent tous malades. Un homme mourut et deux autres quittèrent l'entreprise. Quant aux doctrines des communistes, elles excitaient la défiance des voisins, elles rappelaient les excès de la secte des Mormons. Les émigrants ne trouvèrent ni sympathies, ni secours, dans leur temps de souffrance.

Les terres acquises de divers propriétaires contiennent 350 acres. La qualité du sol et les avantages de la localité sont extrêmement médiocres. Le choix de l'emplacement fut déterminé par le voisinage de la rivière des Osages. Les colons avaient des projets d'agriculture et

d'industrie manufacturière. La rivière n'a pas de chute, elle ne sert pas même à faciliter l'accès de la colonie. Le débarquement à la Nouvelle-Helvétie est impraticable lorsque la vallée, destinée à l'établissement des manufactures et au département agricole, n'est pas inondée.

Les communistes paraissent très-entreprenants, mais ils devront changer d'emplacement.

EBENEZER.

L'expérience tentée à la Nouvelle-Helvétie par des émigrants pauvres, sur quelques centaines d'acres d'un sol âpre et montagneux, a été commencée au mois de mai 1843 par 600 Allemands, dans un domaine de 6,500 acres d'excellentes terres près de Buffalo. La nouvelle communauté s'appelle Ebenezer. Ses habitants appartiennent à la secte des Inspirés de la Hesse-Darmstadt. Le gouvernement avait entrepris de les disperser. Ils résolurent donc en 1842 de s'expatrier. Quatre agents partirent pour préparer les voies à toute la congrégation, composée d'environ 700 individus.

Les délégués arrivèrent à New-York dans l'automne de 1842. La société de l'émigration allemande leur donna des renseignements, et ils allèrent acheter 5,000 acres de terre dans le voisinage de Buffalo. La somme de 50,000 piastres fut payée comptant en or pour prix d'achat.

Au printemps de l'année suivante, les Inspirés partirent d'Anvers. Dans le courant de mai, ils arrivèrent à Ebenezer au nombre de 600. Le reste de la secte atten-

dit en Allemagne le résultat des premières opérations.

Les terres d'Ebenezer avaient été occupées par la tribu indienne des Sénécas. Le gouvernement américain y fit construire plusieurs moulins et des scieries, lorsqu'il entreprit d'amener les sauvages à se civiliser par l'agriculture. Après l'éloignement des Indiens, les terres furent achetées par une compagnie, qui les revendit, avec les améliorations, aux agents des Inspirés. En sorte que ces émigrants, en arrivant sur le terrain, trouvèrent des maisons, des moulins et 800 acres défrichées par les Sénécas.

Buffalo, situé à six milles, fut le marché auquel la colonie dut acheter ses provisions pendant un an, avant de pouvoir subvenir à ses besoins. Elle y vendit le bois provenant du défrichement.

Au domaine primitif de 5,000 acres, la colonie ajouta 1,500 acres pour s'assurer le cours d'une rivière. La localité n'a pas cessé d'être salubre depuis le défrichement.

Trois villages, haut et bas Ebenezer, et Ebenezer du centre, forment la communauté. Le nombre des constructions dans les trois endroits est de 250. Les maisons en planches ont 60 pieds sur 40. Celles qui ont un étage, coûtent 250 piastres. Pour 40 piastres, le même genre de construction aurait 20 pieds sur 12, sans étage.

Une brasserie, une tannerie et des moulins sont en activité. Une fabrique de tissus de laine et deux nouveaux moulins à farine vont être élevés.

Les Indiens avaient cinq granges dont la communauté

a fait emploi: Il en a été construit cinq autres. Les fermes ont cent vaches, vingt paires de bœufs, dix paires de chevaux et cent cinquante moutons comme essai.

Ebenezer doit être organisé dans le système de communauté qui existe à Zoar et à Économie. La boulangerie, la boucherie et la buanderie sont établies. Toutefois le système est suspendu partiellement. La constitution des intérêts temporels présente plus de difficultés que l'organisation spirituelle. En attendant que tous les Inspirés se soient mis d'accord, chaque membre paye pour ce qu'il reçoit de la communauté; il reçoit, de son côté, le salaire de son propre travail et la rente de ses capitaux.

Cette société est gouvernée par les anciens au nombre de seize ou vingt. Le titre du patrimoine est au nom des anciens, mais en qualité de syndics.

Les anciens dirigent les travaux. Ils sont nommés à vie par élection; mais l'élection est une simple déclaration de la mission reçue. Il y a également parmi eux un ancien qui est supposé le dépositaire d'une part d'inspiration plus grande que celles des autres, et dont le choix du président est la manifestation.

Il y a trois classes d'Inspirés, suivant l'âge et la conduite. On en change par mesure disciplinaire. Tous les samedis, les trois villages se réunissent en assemblée générale de méditation. Le dimanche chaque congrégation a un service religieux, composé du chant des hymnes et des exhortations d'un ancien. Les enfants vont pendant la semaine à une école gratuite.

L'avenir fera connaître si les Inspirés trouvent dans

leur organisation le moyen de profiter des avantages dont le début de leur entreprise a été favorisé.

§ 2.

Des associations par actions.

L'établissement des émigrants peut se faire par association d'actionnaires. Nous écarterons l'actionnaire qui n'émigre pas, pour considérer ce qui regarde l'actionnaire émigrant.

Tout système d'entreprise par actions suppose soit des chances défavorables dont les risques s'allégent en les divisant, soit une exécution difficile à laquelle un petit nombre peut participer, tandis que le capital d'un grand nombre est nécessaire.

Il n'y a pour l'émigrant aucune raison d'être actionnaire dans son entreprise au lieu d'être propriétaire, sans restriction ni intermédiaire, du terrain qu'il doit cultiver.

Dans un pays où la terre la plus fertile peut être choisie par section de 40 acres à 6 francs 66 centimes l'acre, où les vivres sont à bas prix et les communications faciles, l'entreprise de l'établissement n'a de risque ou de difficulté que quand elle prend de grandes proportions. Ainsi la nécessité d'acquérir une vaste étendue de terre exposera l'émigrant à n'avoir dans le lot qui lui tombera en partage qu'un sol médiocre ou mal situé. Les bonnes terres du patrimoine de l'association devant donner une

compensation pour les mauvaises, l'émigrant qui les reçoit doit payer à l'association une prime qu'il ne paye pas au gouvernement, dont les prix sont uniformes.

Un autre risque des associations par actions existe dans les dépenses d'administration. En principe, l'émigrant ne doit payer que quatre choses : le voyage, la terre, le matériel d'établissement et sa nourriture, en attendant que la ferme produise. Or, la situation des États-Unis permet aux émigrants d'obtenir de bons résultats pour ces quatre points fondamentaux, à l'aide de leurs propres ressources. Les dépenses accessoires de l'administration sont un impôt.

Quand donc les émigrants participent à des sociétés par actions pour se protéger contre les risques de l'émigration, la société est elle-même l'origine de ces risques.

L'entreprise de l'émigrant aux États-Unis n'est pas une opération difficile pour laquelle il lui faille obtenir des capitaux à crédit, car dans ce pays, le bas prix de la terre et des vivres, la fertilité du sol et la simplicité des procédés de l'agriculture, font du travail manuel le capital le plus considérable de l'opération du défrichement. Il ne faut ni engrais, ni attirail dispendieux. C'est le caractère distinctif des terres incultes de l'ouest. Les bruyères, les landes, les marais et les terres sèches de l'Europe ne peuvent pas leur être assimilés. En Europe, le défrichement ne peut être tenté que par les capitalistes. Aux États-Unis, un pauvre est à même de l'entreprendre, s'il sait manier une cognée et conduire des bœufs.

Le travail de l'émigrant est avant tout un travail do-

mestique. Il se divise dans la famille pour laquelle il est un lien; les espérances qu'il crée font l'énergie et la persévérance dont l'entreprise dépend. L'association par actions ajourne au moment de la liquidation le solde des intérêts de chacun, et l'incertitude, qui est pour tous la conséquence de ce genre d'opération, ajoute aux charges du labeur quotidien. Il n'y a pas d'exemple d'associations pareilles qui n'aient été compromises par les difficultés de l'administration, par des dissensions intérieures, par une liquidation ruineuse pour les émigrants.

Les réflexions qui précèdent ne s'appliquent qu'aux entreprises agricoles de l'émigration européenne répandue dans les États-Unis. D'autres contrées sont organisées physiquement d'une manière toute différente. Les Européens peuvent y rencontrer des obstacles et des dangers qu'ils ne surmonteraient pas sans les ressources de l'association par actions.

GORSTVILLE.

Une association formée en Angleterre, le 26 novembre 1842, a choisi le territoire du Wisconsin pour réaliser ses plans d'émigration. Le commencement de l'entreprise est un village appelé Gorstville, du nom d'un de ses fondateurs.

En approchant de la rivière de Wisconsin par le chemin de Maddison, on entre dans des plaines nues. Elles s'étendent irrégulièrement entre des collines arides, coupées par des crevasses boisées. Une de ces plaines, appelée la Prairie Élyséenne, a quatre milles de longueur

familles arrivées au mois de juillet de la même année. Soixante et dix familles ont débarqué à Boston au mois d'avril 1845 pour cette destination.

A la fin de 1844, l'établissement était trop récent pour faire prévoir les résultats de l'entreprise d'une manière positive. L'organisation de la société, le choix de l'emplacement, la difficulté et les complications de l'administration font croire que Gorstville est une opération hasardée. Les émigrants qui viendront s'y fixer, se disperseront dans la contrée voisine, à mesure qu'ils gagneront assez d'expérience pour apprécier leur situation et les chances de s'en former une autre.

ALPHADELPHIA.

On doit faire mention d'une société formée au commencement de 1844 dans l'ouest de l'État de Michigan, près de Kalamazoo, à 147 milles de Détroit. Son nom est Alphadelphia. Son organisation tient des phalanges de Fourier et de l'association par actions.

Quoique cette entreprise soit américaine, la disposition des émigrants enthousiastes à l'égard du système de Fourier, et la qualité d'Allemand du fondateur d'Alphadelphia, autorisent quelques recherches sur la situation de cette expérience. Il paraît d'ailleurs que c'est dans l'étendue des États-Unis l'établissement le plus prospère des réformateurs.

Le domaine d'Alphadelphia consiste en 2,400 acres de terres fertiles dans la vallée de Kalamazoo. Il a été formé par des acquisitions successives et par l'apport

des fermiers associés. Ceux-ci reçurent, en échange de leurs titres de propriétés, des certificats d'action, en nombre proportionné à la valeur de leurs terres. Au mois d'octobre 1844, les membres présents étaient de 40 à 50. Les actionnaires ne sont pas obligés d'entrer dans la communauté sociale.

Provisoirement les membres effectifs logeaient par groupes dans des habitations séparées, mais les repas se faisaient en commun, avec beaucoup d'ordre et de frugalité.

La difficulté principale de la distribution du travail n'a pas été surmontée. Le fondateur de la colonie n'a pas encore essayé de la résoudre. Le journalier qui aide aux ouvrages de la moisson et le mécanicien qui préside aux constructions des usines reçoivent le même salaire. A la porte de l'établissement, le premier serait payé trois quarts de piastre au plus, le second recevrait un salaire de deux piastres. A Économie et à Zoar, les idées religieuses se combinent avec l'autorité des chefs pour maintenir sur la situation des travailleurs le niveau qui ne se place que sur la qualité des travaux. La phalange dont il s'agit n'a pas cette organisation, et à la première occasion, l'actionnaire prendra son titre pour aller recevoir ailleurs le salaire auquel il a droit.

La phalange colombienne située près de Zanesville dans l'État d'Ohio, est en décadence; une autre tentative essayée près de Wheeling n'a pas pu se soutenir jusqu'au moment de la mise en activité. L'établissement de Brook-karm dans l'État de Massachusetts, celui de Red-Back dans le New-Jersey, n'ont pas réussi. Il s'en

273507A

fait un assez important près du lac Vert, dans le Wisconsin.

Les émigrants ne sauraient assez éviter ces éléments de ruine.

En Europe il doit paraître étrange que les Américains entreprennent de réaliser les théories de Fourier. La phalange est une véritable confiscation du travail intelligent, et l'Union est le pays du monde où l'énergie individuelle a le plus d'indépandence et le plus de chances de succès. Il est facile d'expliquer cette contradiction apparente. Dans toutes ces associations, il y a trois catégories de caractères : 1° l'écrivain de profession dévoué à l'expérience comme à un objet d'études spéculatives ; 2° ceux qui n'ont rien à perdre et qui, n'ayant pas eu de succès dans leurs essais antérieurs, sont disposés à tenter toute nouvelle chance qui se présente ; 3° un petit nombre d'esprits actifs et clairvoyants qu'attire une situation aventurée et exposée à une liquidation prochaine, que leur habileté exploitera. Ces derniers sont les héritiers présomptifs des phalanges.

TEUTONIA.

En 1840, trois cents Allemands des États de New-York et de Pennsylvanie se réunirent pour exploiter en société 35,000 acres de terre situées dans le nord de la Pennsylvanie. Ils donnèrent le nom de Teutonia au domaine de la colonie, et des travaux très-considérables furent entrepris. Mais bientôt les ressources manquèrent ainsi que le crédit. Le prix de la terre n'avait pas

été payé intégralement. Les vendeurs voulurent reprendre leurs propriétés sans rembourser les à-compte. Des contestations s'élevèrent et l'opération fut ruinée.

En 1845 vingt familles pauvres étaient encore sur les lieux. Celles qui avaient sauvé quelques débris se décidèrent à chercher ailleurs des chances plus propices.

§ 3.

Du système religieux ou philanthropique.

Dans ce système d'établissement, l'émigrant est attiré vers une localité par des avantages que lui offre, soit un individu, soit une compagnie. Ce sont en général une église, des moulins, des scieries, des écoles, des chemins. L'émigrant devient propriétaire indépendant de la terre qui lui est vendue, mais il doit se conformer à quelques mesures d'ordre destinées à maintenir le but que se proposent les chefs de l'entreprise.

Si le but est religieux, l'émigrant devra se conformer aux préceptes admis par la colonie. Si les fondateurs se proposent simplement de protéger les émigrants dans la période d'établissement, l'entreprise est philanthropique.

On assure qu'une compagnie de propriétaires allemands se propose d'émigrer aux États-Unis avec les habitants de ses domaines. Le plan est de les maintenir en Amérique dans une situation de mœurs et coutumes semblable à celle qu'ils avaient en Allemagne.

Un essai de cette nature devait être commencé au Texas en 1844.

La tentative dans un but religieux existe aux États-Unis.

SAINTE-MARIE.

Des Allemands de Baltimore ont fondé l'établissement de Sainte-Marie, dans le nord-ouest de la Pennsylvanie, à 50 milles de Pittsburg. Ce n'est pas une association. Chaque colon devient propriétaire de la terre qu'il travaille. En échange des avantages qu'il trouve dans l'établissement, il doit s'astreindre aux exigences du but spirituel des fondateurs. Ce but est de conserver la croyance catholique aux Européens que l'émigration disperse dans un pays protestant.

La garantie des intérêts temporels de l'émigrant dans cette entreprise se trouve dans le caractère honorable des directeurs. Les opérations sont trop récentes, pour qu'on ait des faits nombreux à l'appui de cette opinion.

Les terres sont toutes boisées, accidentées et fort avantageuses pour élever des bestiaux. L'achèvement des travaux publics en Pennsylvanie et dans l'État de New-York facilitera l'accès de la localité. A présent les chemins sont mauvais. L'émigrant peut acheter des terres par lots de 25, 50 et 100 acres, au prix de deux à trois piastres l'acre, suivant la situation. Pour prévenir l'isolement, l'impossibilité des communications, et pour faciliter la fréquentation de l'église ou des écoles, tout émigrant qui achète des terres à moins de trois milles

de la ville de Sainte-Marie doit établir sa résidence sur un lot de 2,000 pieds carrés situé dans l'enceinte de la ville. On le lui vend pour 15 à 20 piastres. Le prix des terres est payable comptant.

Tout habitant est soumis à une taxe, pour subvenir à l'entretien des ponts, des chemins et des écoles.

Pour assurer le succès spirituel de la colonie, les fondateurs ont pris des mesures importantes. Le colon, propriétaire sans restriction, pourrait vendre sa terre à un étranger, incapable de concourir à l'œuvre projetée. La vente n'est pas permise sans l'autorisation des directeurs. La même règle existe pour les contrats avec les étrangers; ils exposent les émigrants à des rapports d'affaires périlleux pour leurs intérêts. L'entreprise protége la religion catholique. Les colons doivent en observer les préceptes. Ils signent le règlement qui les contient, et ceux qui les enfreignent peuvent être éloignés de la colonie.

Au mois de mai 1845, Sainte-Marie comptait 90 familles; 17 familles belges y vinrent du Michigan où elles avaient commencé leur premier établissement. Les derniers rapports sont très-favorables; tous les habitants paraissent satisfaits.

Si cette colonie du catholicisme réussit, son succès ne passera pas inaperçu. Il accroîtra la jalousie des sectes protestantes, tandis que l'intervention si directe de la religion dans l'administration des affaires temporelles des colons, réveillera les appréhensions de ceux qui croient que la discipline d'unité tend à créer la suprématie des catholiques dans un pays gouverné par élection. Sous ce

double point de vue des opinions répandues aux États-Unis, Sainte-Marie est une entreprise hardie.

Le système que l'on examine aurait pu former, dans le nord du Mexique et dans les Californies, des agglomérations allemandes dont la nationalité se serait conservée par des moyens semblables à ceux employés à Sainte-Marie pour maintenir la religion catholique. Le Mexique aurait placé une race indépendante entre ses provinces centrales et les Anglo-Saxons, alors que les États du continent de l'Europe créaient un nouvel élément dans la composition politique et commerciale de l'Amérique du Nord.

§ 4.

De l'isolement.

La fraction de l'émigration qui s'avance du littoral des États-Unis vers l'intérieur du pays, se divise en deux catégories. La première va s'établir dans les forêts ou dans les prairies pour cultiver la terre; l'autre, que l'on peut appeler le groupe mercenaire, vend son travail dans les villes, dans les fermes, le long des chemins et des canaux. Ces émigrants ont une situation préférable à celle qu'on a trouvée dans les villes de l'Atlantique. Les vivres leur coûtent moins et leur travail est mieux rétribué.

Les journaliers de cette catégorie d'émigrants sont dans une position transitoire. Généralement ils cher-

chent à réunir un capital pour faciliter leur établissement. Quant au sort des artisans et des gens de métier, il dépend d'un grand nombre de circonstances qu'il est impossible de soumettre à des conclusions générales.

Les réflexions suivantes sur l'établissement par isolement concernent le groupe agriculteur de l'émigration, en commençant par la classe la moins riche.

Dans les villages du Luxembourg ou de la Lorraine, tout homme qui se sent le courage de passer la mer se croit en état d'émigrer. Il part avec un peu d'argent, sans direction et sans la connaissance de la langue du pays qu'il va chercher. A l'arrivée, ses voyages, ses acquisitions sont autant de mesures fausses; les illusions s'effacent et le capital s'épuise. Les maladies causées par un travail mal dirigé ou par le climat, laissent bientôt l'émigrant sans énergie. Alors il s'arrête sur le dernier terrain qu'il a acheté, et son sort est fixé. Il n'y a plus de chances favorables que pour ses enfants.

Ce sont ces Européens qui forment la classe malhabile et souffrante de l'émigration proprement dite. Les malheureux que les navires brêmois et irlandais débarquent annuellement par milliers, et qui encombrent les grandes villes, les hospices, les prisons et les maisons de refuge; les ouvriers et les artisans sans ouvrage et sans argent, continuent aux États-Unis la détresse dont ils ont apporté l'habitude, tandis que le petit propriétaire, qui émigre pour tenter la fortune aux États-Unis et qui s'y ruine, a perdu la situation, supportable peut-être, qu'il avait dans son pays, pour se faire un sort misérable à l'étranger.

Les environs d'Alost, le Luxembourg, la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté et la Suisse, fournissent le plus grand nombre de ces émigrants isolés qui vont s'établir dans quelque partie des États-Unis. Les Belges donnent la préférence au Michigan et à l'Ohio ; l'Indiana, l'Illinois et le Missouri sont le refuge ordinaire des Français et des Suisses. Les exemples de détresse sont innombrables dans cette classe d'émigrants. Ils peuvent être constatés presque à chaque pas.

Lorsque la famille est fatiguée de chercher sa demeure, elle s'arrête pour acheter, au milieu des Américains, une ferme épuisée, d'un accès difficile, ou dans une situation malsaine. L'acquisition absorbe le capital, et le sol est sans ressources. Telle est la marche suivie par cette catégorie d'émigrants.

On ne doit pas hésiter à conclure que l'Européen, placé sans expérience au milieu des Américains, dont il ne connaît ni la langue ni les habitudes, est exposé à tous les genres de misère. Il lui faut à tout prix la protection d'une agglomération.

Un fonctionnaire prussien, qui avait lu plusieurs ouvrages publiés sur les États-Unis, émigra. Il vint s'établir dans les bois de la rivière des Osages, avec sa femme et ses filles. La nature des rapports sociaux suivis dans les contrées en défrichement, changea les illusions qu'il avait apportées d'Europe, en réalités fort vulgaires. Il retourna dans son pays, et publia la réfutation du livre qui l'avait trompé.

La situation de cette famille allemande doit être prise pour l'exemple d'un fait général aux États-Unis. Les

Européens qui pensent à s'établir dans les régions incultes doivent savoir travailler de leurs mains. On croit pouvoir affirmer que ce principe n'a pas d'exception.

Il y a donc une classe d'émigrants destinée à trouver des déceptions très-amères aux États-Unis. Ce sont les personnes qui apportent quelques débris de fortune et les habitudes cultivées de la vie sociale au milieu de la population laborieuse et rude du défrichement. Dans un pays nouveau, où l'argent est rare, ces émigrants sont riches. Environnés de travailleurs, ils sont une exception à l'égalité absolue.

Les Européens de cette classe doivent éviter les villes, où ils rencontreraient une société dont il ne leur serait pas possible de prendre le niveau. Ils s'éloignent de la civilisation complète, pour vivre sans humiliation et avec aisance dans l'intérieur des terres. Dès que ces émigrants ont commencé des entreprises agricoles un peu considérables, ils sont en danger de ruine.

L'Américain des défrichements possède un caractère qui doit être bien apprécié. Il assistera son voisin pauvre comme lui-même. Si le fermier qui veut faire travailler est Américain, il sait se défendre, il a prévu sa situation et préparé ses ressources. Si le fermier est un étranger, connu pour posséder quelque fortune, on le laisse dans l'isolement que ses habitudes et sa position contribuent à lui faire, jusqu'à ce que la nécessité le pousse à forcer la situation, en payant des prix exagérés. C'est une récolte exposée, c'est une usine à terminer, un transport à faire qui exige le travail salarié des voisins. Il s'or-

Les environs d'Alost, le Luxembourg, la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté et la Suisse, fournissent le plus grand nombre de ces émigrants isolés qui vont s'établir dans quelque partie des États-Unis. Les Belges donnent la préférence au Michigan et à l'Ohio ; l'Indiana, l'Illinois et le Missouri sont le refuge ordinaire des Français et des Suisses. Les exemples de détresse sont innombrables dans cette classe d'émigrants. Ils peuvent être constatés presque à chaque pas.

Lorsque la famille est fatiguée de chercher sa demeure, elle s'arrête pour acheter, au milieu des Américains, une ferme épuisée, d'un accès difficile, ou dans une situation malsaine. L'acquisition absorbe le capital, et le sol est sans ressources. Telle est la marche suivie par cette catégorie d'émigrants.

On ne doit pas hésiter à conclure que l'Européen, placé sans expérience au milieu des Américains, dont il ne connaît ni la langue ni les habitudes, est exposé à tous les genres de misère. Il lui faut à tout prix la protection d'une agglomération.

Un fonctionnaire prussien, qui avait lu plusieurs ouvrages publiés sur les États-Unis, émigra. Il vint s'établir dans les bois de la rivière des Osages, avec sa femme et ses filles. La nature des rapports sociaux suivis dans les contrées en défrichement, changea les illusions qu'il avait apportées d'Europe, en réalités fort vulgaires. Il retourna dans son pays, et publia la réfutation du livre qui l'avait trompé.

La situation de cette famille allemande doit être prise pour l'exemple d'un fait général aux États-Unis. Les

Européens qui pensent à s'établir dans les régions incultes doivent savoir travailler de leurs mains. On croit pouvoir affirmer que ce principe n'a pas d'exception.

Il y a donc une classe d'émigrants destinée à trouver des déceptions très-amères aux États-Unis. Ce sont les personnes qui apportent quelques débris de fortune et les habitudes cultivées de la vie sociale au milieu de la population laborieuse et rude du défrichement. Dans un pays nouveau, où l'argent est rare, ces émigrants sont riches. Environnés de travailleurs, ils sont une exception à l'égalité absolue.

Les Européens de cette classe doivent éviter les villes, où ils rencontreraient une société dont il ne leur serait pas possible de prendre le niveau. Ils s'éloignent de la civilisation complète, pour vivre sans humiliation et avec aisance dans l'intérieur des terres. Dès que ces émigrants ont commencé des entreprises agricoles un peu considérables, ils sont en danger de ruine.

L'Américain des défrichements possède un caractère qui doit être bien apprécié. Il assistera son voisin pauvre comme lui-même. Si le fermier qui veut faire travailler est Américain, il sait se défendre, il a prévu sa situation et préparé ses ressources. Si le fermier est un étranger, connu pour posséder quelque fortune, on le laisse dans l'isolement que ses habitudes et sa position contribuent à lui faire, jusqu'à ce que la nécessité le pousse à forcer la situation, en payant des prix exagérés. C'est une récolte exposée, c'est une usine à terminer, un transport à faire qui exige le travail salarié des voisins. Il s'or-

ganise alors une conspiration contre l'argent de l'étranger. Chacun se prête à favoriser les exactions d'un autre, pour recevoir le même service à son tour. Chaque marché devient une occasion de procès dans lequel l'Américain aura les hommes de loi, le juge et les jurés de son côté. Cependant l'étranger est trop avancé, il doit perdre ses sacrifices ou poursuivre ses opérations dans des conjonctures aussi peu propices ; il ne peut pas tarder à être ruiné.

S'il reste dans le pays, la nécessité et l'expérience lui font suivre le chemin commun. Sa situation d'exception a cessé. Alors les mêmes habitants qui auront profité de toutes les opportunités pour lui enlever un dollar, le traiteront cordialement en voisin. Mais souvent l'amour-propre ne permet pas à l'émigrant de passer par cette phase. Il retournera ruiné dans le pays d'où il est venu ; quelquefois il cherchera dans les villes une de ces situations que les idées européennes lui firent éviter à son arrivée, et qu'il accepte alors comme dernière ressource.

Des Belges, des Anglais, des Irlandais, des Suédois, des Italiens et des Français ont été l'objet des observations qui autorisent cette conclusion. Les Européens qui se proposent de chercher une demeure dans les défrichements de l'Amérique doivent posséder les qualités de la population des défrichements. Il faut manier la hache et conduire la charrue. L'Amérique est un pays d'égalité absolue, où l'on périt par tout ce qui distingue de ceux dont on ne peut pas être indépendant.

Pour éviter cet isolement, les émigrants riches comme les émigrants pauvres n'ont qu'un moyen, c'est de s'éta-

blir au milieu d'émigrants de leur propre pays. Mais l'existence qu'ils y trouveront ne répondra pas aux espérances qu'ils avaient formées en Europe. L'ouest des États-Unis n'est pas un refuge pour les fortunes tombées : c'est un pays ouvert aux travailleurs.

§ 5.

Des agglomérations.

Les divers systèmes qui précèdent résultent d'idées européennes. Il reste à considérer l'établissement par agglomération, qui est un système naturel et bienfaisant, produit par les circonstances de la situation de l'émigrant aux États-Unis, et non par les déductions d'une théorie formée loin des bois. Dans une localité déserte, il faut créer l'association du travail. Dans un pays d'indépendance individuelle, l'agglomération n'absorbe ni l'individu ni son ouvrage; elle le tient à la portée du mouvement des affaires, elle l'habitue à la langue, aux coutumes et à la pratique des institutions de la patrie adoptée. L'émigrant riche est secondé par les pauvres; ceux-ci sont protégés.

L'établissement par agglomération n'a pas eu d'inventeur. Un homme peut se perdre en tâtonnements, sans avoir approché de la situation qui s'adaptait le mieux à ses intérêts. Les masses laissées à elles-mêmes se dirigent par des instincts droits.

Pour juger de la situation des émigrants aux États-

Unis, c'est l'émigration allemande qu'il faut suivre. Elle est assez considérable; on peut lui demander des résultats généraux et permanents dans le présent et dans l'avenir. Les Irlandais, les Écossais et les Anglais se trouvent dans une société qu'ils connaissent, lorsqu'ils émigrent. L'Allemand, au contraire, est en pays étranger. Dans l'origine il dut se protéger contre les colons anglais et contre les Indiens; aujourd'hui il lui reste à se défendre contre les Américains.

La méthode dont il est ici question n'a pas varié depuis le temps de William Penn jusqu'en 1845. L'émigration norwégienne, ayant à passer par les épreuves de l'émigration allemande, suit ses procédés. En principe, on doit les croire avantageux; en fait, ils ont subi une longue expérience.

Les agglomérations d'Allemands se forment toutes de la même manière. Les émigrants s'unissent en parti avant de s'embarquer. Ils décident en quel lieu se fera l'établissement. Les lettres de ceux qui les ont précédés ou l'avis des compatriotes qu'ils rencontrent en débarquant et des sociétés de protection servent à les éclairer. Le parti s'arrête ensuite dans une de ces villes de l'intérieur qu'on a décrites comme entrepôts des émigrants qui gagnent leur destination. Les plus expérimentés vont reconnaître l'emplacement désigné, et, s'il paraît favorable, l'achètent au bureau terrien. Car les Allemands croient que les terres fédérales doivent être préférées aux autres, parce que le titre présente plus de garantie. Les terres achetées se répartissent en proportion du capital de chaque émigrant. C'est le premier avantage de

l'agglomération. Le domaine fédéral ne se vend point par fraction moindre de 40 acres au prix de 50 piastres. Beaucoup d'émigrants ne possèdent pas cette somme à la fin du voyage, et cette étendue de terre ne leur est pas indispensable pour s'établir.

Lorsque l'endroit choisi ne peut pas être gagné par eau, les émigrants achètent des chariots et des bœufs qui leur seront nécessaires pour le défrichement, et ils louent d'autres moyens de transport. Les femmes et les enfants, avec les vieillards, sont placés dans les chariots. On y entasse les effets, des ustensiles, quelques meubles, des cognées et des outils pour travailler la terre, des barils de farine et de salaisons, des pommes de terre, des planches, des châssis de fenêtre et des caisses de verres à vitres. Les planches servent, avec les chariots, à construire des abris en attendant l'achèvement des maisons. Ces divers objets abondent dans les villes d'entrepôt de l'intérieur. Il faut les emporter de ces points, où il se trouve toujours des marchands allemands, afin d'échapper aux exactions des négociants de village.

Quelques détails sur plusieurs des établissements fondés de cette manière en exposeront les avantages et feront connaître les moyens à employer pour réussir.

WESTPHALIE DE MICHIGAN.

Des Allemands du pays de Mayence commencèrent cet établissement en 1837. Il est situé à l'ouest du comté de Clinton, dans l'État de Michigan, à 151 milles de Détroit, vers le nord-ouest. Le comté de Clinton divise

les eaux qui vont au lac Michigan et les affluents de la baie de Paginau dans la direction opposée. Un canal projeté les unira. La croissance des forêts y annonce les ressources du sol. Une fertilité inépuisable et sa position géographique déterminèrent les Allemands à choisir cette localité.

En 1837 le territoire de ces derniers était d'un peu moins de 300 acres. En 1844 ils possédaient 4,000 acres, réparties inégalement entre 300 habitants. Les deux premières années furent très-laborieuses. Le pays était occupé par une population de spéculateurs en terres, qui ne travaillaient pas à défricher. Les provisions arrivaient de l'État d'Ohio par des chemins impraticables. Le baril de 196 livres de farine coûtait 25 piastres, le baril de 200 livres de salaison était fort recherché à 45 piastres. Les mêmes articles valaient aux mêmes lieux, en 1844, 5 et 12 piastres.

Il n'y a pas de pauvres à Westphalie. Les habitations sont construites, suivant la coutume des défrichements, en troncs d'arbres crépis de terre argileuse. C'est le premier ouvrage des émigrants qui descendent du chariot de voyage, et dont l'abri provisoire est établi. Les murailles se composent d'arbres d'un demi-pied à trois quarts de pied de diamètre, superposés et liés aux angles par des échancrures qui ne laissent pas d'interstices entre les troncs. Une cheminée en branches tressées et plâtrée d'argile s'adosse à l'extérieur d'un des pignons et repose sur un foyer en cailloux. La porte et la fenêtre se placent dans des ouvertures faites à la scie. Le toit est en bardeaux. Les clous, les ferrements et la fenêtre

d'une maison longue de 20 pieds et large de 18, ne coûtent pas au delà de 2 piastres (10 francs 66 centimes).

Pour défricher les terres boisées, les systèmes varient. L'usage des Allemands est de débarrasser complétement le sol en une seule opération, à l'exception des souches d'arbres coupés à deux pieds de terre où elles doivent pourrir. On ne voit pas dans les champs de Westphalie les arbres desséchés que l'Américain laisse pourrir debout, après leur avoir fait une incision circulaire, à la fin de la séve du printemps.

Deux circonstances arrêtent le développement de Westphalie. C'est d'abord l'état des chemins. Les communications sont difficiles et souvent impraticables. Ensuite la localité n'est pas salubre en toute saison. Les habitants ne peuvent pas s'entendre pour opérer le desséchement d'un marais qui touche au village principal, et ils ont des fièvres intermittentes chaque automne.

Westphalie doit être prise comme exemple de défrichement dans les forêts compactes de l'Amérique du nord. Les terres sont difficiles à mettre en produit, et les Allemands durent acheter des provisions pendant deux années.

Sous le rapport social et politique, les Westphaliens de l'État de Michigan sont fort considérés par les Américains. Dans l'isolement de leur situation, ils sont restés sobres, laborieux et économes. Devenus citoyens, ils élisent leurs juges de paix, le collecteur des taxes et l'inspecteur des chemins. Ils comptent une quarantaine d'électeurs tous démocrates de la frac-

double point de vue des opinions répandues aux États-Unis, Sainte-Marie est une entreprise hardie.

Le système que l'on examine aurait pu former, dans le nord du Mexique et dans les Californies, des agglomérations allemandes dont la nationalité se serait conservée par des moyens semblables à ceux employés à Sainte-Marie pour maintenir la religion catholique. Le Mexique aurait placé une race indépendante entre ses provinces centrales et les Anglo-Saxons, alors que les États du continent de l'Europe créaient un nouvel élément dans la composition politique et commerciale de l'Amérique du Nord.

§ 4.

De l'isolement.

La fraction de l'émigration qui s'avance du littoral des États-Unis vers l'intérieur du pays, se divise en deux catégories. La première va s'établir dans les forêts ou dans les prairies pour cultiver la terre; l'autre, que l'on peut appeler le groupe mercenaire, vend son travail dans les villes, dans les fermes, le long des chemins et des canaux. Ces émigrants ont une situation préférable à celle qu'on a trouvée dans les villes de l'Atlantique. Les vivres leur coûtent moins et leur travail est mieux rétribué.

Les journaliers de cette catégorie d'émigrants sont dans une position transitoire. Généralement ils cher-

chent à réunir un capital pour faciliter leur établissement. Quant au sort des artisans et des gens de métier, il dépend d'un grand nombre de circonstances qu'il est impossible de soumettre à des conclusions générales.

Les réflexions suivantes sur l'établissement par isolement concernent le groupe agriculteur de l'émigration, en commençant par la classe la moins riche.

Dans les villages du Luxembourg ou de la Lorraine, tout homme qui se sent le courage de passer la mer se croit en état d'émigrer. Il part avec un peu d'argent, sans direction et sans la connaissance de la langue du pays qu'il va chercher. A l'arrivée, ses voyages, ses acquisitions sont autant de mesures fausses; les illusions s'effacent et le capital s'épuise. Les maladies causées par un travail mal dirigé ou par le climat, laissent bientôt l'émigrant sans énergie. Alors il s'arrête sur le dernier terrain qu'il a acheté, et son sort est fixé. Il n'y a plus de chances favorables que pour ses enfants.

Ce sont ces Européens qui forment la classe malhabile et souffrante de l'émigration proprement dite. Les malheureux que les navires brêmois et irlandais débarquent annuellement par milliers, et qui encombrent les grandes villes, les hospices, les prisons et les maisons de refuge; les ouvriers et les artisans sans ouvrage et sans argent, continuent aux États-Unis la détresse dont ils ont apporté l'habitude, tandis que le petit propriétaire, qui émigre pour tenter la fortune aux États-Unis et qui s'y ruine, a perdu la situation, supportable peut-être, qu'il avait dans son pays, pour se faire un sort misérable à l'étranger.

Les environs d'Alost, le Luxembourg, la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté et la Suisse, fournissent le plus grand nombre de ces émigrants isolés qui vont s'établir dans quelque partie des États-Unis. Les Belges donnent la préférence au Michigan et à l'Ohio ; l'Indiana, l'Illinois et le Missouri sont le refuge ordinaire des Français et des Suisses. Les exemples de détresse sont innombrables dans cette classe d'émigrants. Ils peuvent être constatés presque à chaque pas.

Lorsque la famille est fatiguée de chercher sa demeure, elle s'arrête pour acheter, au milieu des Américains, une ferme épuisée, d'un accès difficile, ou dans une situation malsaine. L'acquisition absorbe le capital, et le sol est sans ressources. Telle est la marche suivie par cette catégorie d'émigrants.

On ne doit pas hésiter à conclure que l'Européen, placé sans expérience au milieu des Américains, dont il ne connaît ni la langue ni les habitudes, est exposé à tous les genres de misère. Il lui faut à tout prix la protection d'une agglomération.

Un fonctionnaire prussien, qui avait lu plusieurs ouvrages publiés sur les États-Unis, émigra. Il vint s'établir dans les bois de la rivière des Osages, avec sa femme et ses filles. La nature des rapports sociaux suivis dans les contrées en défrichement, changea les illusions qu'il avait apportées d'Europe, en réalités fort vulgaires. Il retourna dans son pays, et publia la réfutation du livre qui l'avait trompé.

La situation de cette famille allemande doit être prise pour l'exemple d'un fait général aux États-Unis. Les

Européens qui pensent à s'établir dans les régions incultes doivent savoir travailler de leurs mains. On croit pouvoir affirmer que ce principe n'a pas d'exception.

Il y a donc une classe d'émigrants destinée à trouver des déceptions très-amères aux États-Unis. Ce sont les personnes qui apportent quelques débris de fortune et les habitudes cultivées de la vie sociale au milieu de la population laborieuse et rude du défrichement. Dans un pays nouveau, où l'argent est rare, ces émigrants sont riches. Environnés de travailleurs, ils sont une exception à l'égalité absolue.

Les Européens de cette classe doivent éviter les villes, où ils rencontreraient une société dont il ne leur serait pas possible de prendre le niveau. Ils s'éloignent de la civilisation complète, pour vivre sans humiliation et avec aisance dans l'intérieur des terres. Dès que ces émigrants ont commencé des entreprises agricoles un peu considérables, ils sont en danger de ruine.

L'Américain des défrichements possède un caractère qui doit être bien apprécié. Il assistera son voisin pauvre comme lui-même. Si le fermier qui veut faire travailler est Américain, il sait se défendre, il a prévu sa situation et préparé ses ressources. Si le fermier est un étranger, connu pour posséder quelque fortune, on le laisse dans l'isolement que ses habitudes et sa position contribuent à lui faire, jusqu'à ce que la nécessité le pousse à forcer la situation, en payant des prix exagérés. C'est une récolte exposée, c'est une usine à terminer, un transport à faire qui exige le travail salarié des voisins. Il s'or-

des perches du pan adjacent. Les pans se soutiennent mutuellement en formant l'un avec l'autre un angle plus ou moins obtus, suivant que la clôture est plus ou moins exposée au vent ou au passage des bestiaux. Les perches sont prises dans des chênes élancés d'un pied de diamètre. Un bon bûcheron peut en faire deux cents en un jour.

Dans les forêts du comté de Washington, ainsi que dans celles de Westphalie de Michigan, une des opérations laborieuses du défrichement est de rouler, c'est-à-dire de rapprocher les troncs pour les brûler avec les branches et les broussailles. Des bœufs et de fortes chaînes servent à remuer des arbres de 4 à 5 pieds de diamètre. L'usage est que chaque défricheur prenne jour pour rouler. Alors les voisins arrivent avec leurs jougs et l'ouvrage s'achève dans la proportion d'un jour de travail par acre pour deux hommes et un joug.

Les Allemands du Township neuvième procédèrent ainsi à leur établissement et ils ont prospéré. Ils ont constitué le premier centre de l'émigration allemande dans cette contrée du Wisconsin, et en 1844 on l'évaluait à 20,000 individus. Le comté de Washington en avait pour sa part 2,000, dont les terres ont une étendue de 10,000 acres.

A l'ouest du comté de Washington, les terres sont fertiles et en bois franc. Les émigrants y arrivent de toutes les directions.

Un des nombreux établissements de cette contrée a pris le nom de Hambourg. Il fut commencé en 1841. Aucun chemin ne traversait les bois. Le parti suivit un

sentier tracé par les sauvages. En 1844, les Allemands étaient presque innombrables. Des routes avaient été ouvertes, et les éclaircies s'étendaient aussi loin que la vue pouvait atteindre.

CALUMET.

En gagnant le nord du territoire du Wisconsin, on rencontre à l'est du lac Winnebago un établissement d'Allemands; il s'appelle Calumet. Il fut commencé en 1839 par des émigrants qu'un capitaine de navire avait égarés à Green-Bay. Des Prussiens, des Alsaciens et des Bavarois s'y trouvent réunis au nombre de 70 à 80 familles. Du côté du nord, de l'est et de l'ouest, la localité a été presque inaccessible jusqu'à ce jour.

C'est ici l'occasion de faire remarquer que la proximité d'un marché n'est pas le premier besoin des émigrants qui commencent un établissement. Il leur faut avant tout autre avantage un sol sur lequel ils puissent vivre dans l'abondance par le travail de la terre, et en élevant des bestiaux. Les agglomérations qui prospèrent attirent chaque année des étrangers qui consomment l'excédant du produit. L'émigrant qui ne réussit pas dans son entreprise n'a rien à vendre.

Calumet est dans une bonne position géographique. Le lac Winnebago, traversé par la rivière du Renard, qui se rapproche des affluents du Mississipi, deviendra un bassin commercial entre la grande vallée de l'Ouest et le lac Michigan. Toutefois les terres des Allemands ne sont pas aussi fertiles que celles du Township neu-

vième. Ce sont des terres claires, c'est-à-dire que le bois n'y est pas compacte. L'étendue de leur territoire est de 5,600 acres.

La situation physique des émigrants est bonne; mais pendant trois ans ils eurent beaucoup à souffrir de leur imprévoyance. Avant de commencer les travaux de défrichement, ils dépensèrent leur argent, et la misère les surprit avec la mauvaise saison. Un seul émigrant retourna en Allemagne, et en 1844, il n'y avait plus qu'une famille pauvre à Calumet.

Les deux tiers de la population de Calumet sont catholiques. Un prêtre hollandais visite l'établissement. Sa résidence est à une mission d'Indiens près de Green-Bay. L'église est une des premières constructions que doivent élever les émigrants. Il leur faut un prêtre à demeure. Les Allemands de Westphalie sont aussi catholiques. Le prêtre qui réside au milieu d'eux est originaire d'Illyrie. Les prêtres allemands de Milwaukee visitent le comté de Washington.

Depuis l'arrivée des émigrants à Calumet, il n'y a pas eu de décès. Les fièvres intermittentes y sont inconnues, si l'on en croit le rapport des habitants.

LA POINTE-AU-SABLE.

Green-Bay a été quelquefois un lieu d'arrivée pour les émigrants.

La Pointe-au-Sable est un promontoire à trois milles de Navarino. Huit familles allemandes habitent ce voisinage. Elles possèdent 900 acres payées 1,125 piastres.

Quand elles pourront vendre leurs titres, elles se rapprocheront du sud. On mentionne ici ce défrichement, pour donner un exemple de la course aventureuse des émigrants.

KAKALIN.

Au mois de septembre de l'année 1842, des émigrants catholiques du pays de Trèves et de Coblence débarquèrent à Green-Bay. Une riche famille de Canadiens et d'Indiens mêlés les établit à 23 milles de Navarino, sur la rivière du Renard. Ils composaient vingt familles. Douze d'entre elles purent acheter des terres. Les autres entreprirent de se créer des droits à la préemption.

Dans le voisinage se trouvait la mission de Kakalin, fondée en 1835 chez les Indiens Ménomonies. Le prêtre qui la dirige visite aussi Calumet. Il prit les émigrants sous sa protection. Les travaux d'une église donnèrent de l'ouvrage. Des Canadiens employaient les étrangers, qu'ils payaient en provisions et en semences pour leurs champs. A la fin du printemps suivant, les colons récoltaient des pommes de terre. Le même sol leur en donna une seconde récolte en automne, et il ne leur manquait plus rien pour se nourrir. Une seule charrue et une paire de bœufs suffisaient à tout l'établissement. L'argent gagné en travaillant devait servir à payer les terres, lorsqu'elles seraient mises aux enchères.

Kakalin est un exemple des avantages que la loi de préemption donne aux émigrants pauvres; ils ac-

quittent le prix du sol avec le produit qu'ils en tirent.

Le climat de Kakalin est moins âpre que celui de la Pointe-au-Sable. Les terres y sont plus fertiles.

WATERTOWN.

Trois cent cinquante Prussiens et Poméraniens sont venus en 1843 et en 1844 dans le voisinage de Watertown, bourg situé sur la rivière du Rocher, à 50 milles de Milwaukee. Ils appartiennent à la secte luthérienne qui résiste au gouvernement prussien.

L'établissement est à 5 milles au nord de Watertown, dans une localité de terres claires ondulées. Le sol n'a pas la fertilité que les Allemands recherchent dans les bois francs. Ce désavantage est compensé par le voisinage d'un bourg dont les affaires sont actives, et qui double sa population chaque année. Les jours de marché, la ville semble occupée par l'émigration. Le commerçant américain prend des commis allemands dans son magasin.

Les maisons de cette agglomération sont construites avec plus de soin que celles des défrichements qui commencent. Les murs sont plâtrés à l'intérieur, au lieu d'être crépis, et à l'extérieur la maison est blanchie. Le mobilier indique aussi le caractère et la condition de ces émigrants. Il se compose de vieux meubles, emportés par affection.

Cependant il est arrivé quelques pauvres dans le nombre des émigrants. Le plus malheureux de cette

catégorie s'établit, au printemps de 1844, avec sa femme et un enfant. Au mois de novembre suivant, il avait 40 acres, et une maison de 16 pieds sur 14. Sa récolte de pommes de terre devait lui suffire jusqu'à la saison suivante; et un champ de froment était ensemencé. La famille possédait une vache pour laquelle du foin sauvage avait été mis en meule.

A la fin de l'année 1844, les terres de l'agglomération comprenaient 1,920 acres. Lorsque la terre claire n'est pas trop chargée de bois, l'opération qui consiste à la casser coûte de 2 piastres à 2 piastres et demie.

Souvent les bas-fonds des terres claires aboutissent aux marais mouvants, connus au Canada sous le nom de Masquèques. Des géologues pensent que la formation n'en est pas naturelle; ils l'attribuent aux ouvrages des castors. Le défricheur y trouve ordinairement des bois de tamaracks (pinus pendula) qui croissent à une grande élévation sans grossir. Il les emploie avec beaucoup d'avantage à faire les clôtures *croches*. Un seul homme peut couper 400 perches en un jour. Dans les terres claires telles que celles de Watertown, les arbres ont une croissance écrasée. Le tronc est garni de branches à 12 ou 15 pieds du sol, et se fend mal. Les clôtures deviennent coûteuses lorsque le tamaracks manque.

LA PRAIRIE DES SANCKS.

Cette plaine est très-connue dans l'ouest. Au sud elle s'arrête à la rivière du Wisconsin. En cet endroit

un village a pris le nom de la Prairie, et 60 à 70 Allemands se sont établis dans le voisinage il y a trois années.

La Prairie des Sancks a le désavantage d'un sol léger qui s'épuisera vite, et de communications difficiles, dans l'état actuel de la rivière du Wisconsin. L'émigration s'en est détournée. Les habitants n'ont pas prospéré en proportion de la durée de leur établissement. Leurs terres ne se trouvent pas encore dans le marché. Il est douteux qu'ils soient en mesure de satisfaire aux obligations de la loi de préemption lorsqu'ils devront en demander le bénéfice.

Comme situation géographique, il n'y en a pas de meilleure dans le territoire. Les avantages qu'elle possède sont subordonnés à des travaux de canalisation entre le lac Michigan, le lac Winnebago et le Mississipi. Ces chances ont tenté les émigrants. Ils auront à les attendre trop longtemps.

MUSKEEGO.

Des historiens croient que les peuples scandinaves abordèrent avant le XIe siècle dans l'Amérique du nord. Les Suédois et les Norwégiens du Wisconsin sont un chaînon de l'histoire des deux continents, depuis les migrations de l'époque runique, et les troubles de religion du temps de Gustave-Adolphe, jusqu'à l'ère agricole du XIXe siècle. Le Dalécarlien et l'Irlandais auront-ils quelque jour le désir de se nourrir abondamment des salaisons et de la farine de l'Ohio? Jusqu'à cette époque,

les peuples qui s'expatrient, vivent dans des climats tempérés et dans des pays riches; leur misère tient à des causes humaines. Quand le sol et le climat rendent l'existence pénible, l'attachement pour le pays croît en proportion de ce qu'on y souffre. L'Irlandais émigre; mais le Dalécarlien a le mal du pays quand il n'est plus dans la hutte où il mangeait de l'écorce de bouleau avec son pain d'avoine.

L'avenir fera voir si les qualités relatives du sol et du climat des diverses régions de la terre influeront sur la stabilité des peuples européens.

Les émigrants norwégiens aux États-Unis sont l'exemple d'une entreprise d'expatriation complète. L'Anglais et l'Allemand rencontrent des compatriotes partout; le Français peut se rapprocher des Canadiens ou des Louisianais; mais le Norwégien s'est trouvé dans l'isolement du premier fondateur d'une colonie. Chaque circonstance de son établissement et chaque résultat de son entreprise doivent exciter l'intérêt, et peuvent servir d'expérience.

En 1839, soixante Norwégiens des environs de Bergen allèrent s'embarquer à Gothembourg pour émigrer aux États-Unis. Un Danois, qui parlait anglais, devait leur servir d'interprète et d'agent. Ils arrivèrent à Boston au mois d'août, puis à New-York, d'où ils se rendirent à Chicago, dans l'Illinois. Ce voyage et la traversée coûtèrent 50 piastres par tête, sans les vivres. Quelques émigrants s'arrêtèrent dans l'État de l'Illinois, les autres se rappelaient la description qui leur avait été faite du Wisconsin par un Danois de New-York, et ils étaient

décidés à s'y établir. Leur agent les suivit à Milwaukee.

La grande difficulté pour ces étrangers était de trouver un bon emplacement. Un fermier américain reçut deux piastres par jour pour les accompagner dans leurs recherches. Après beaucoup de dépenses et de peines, ils choisirent une localité fort médiocre. On ignore quelle fut la part de l'interprète danois dans cette transaction. Au mois d'octobre de la même année, il périt dans le port de Milwaukee. Ceux qui l'avaient employé ne le regrettèrent pas.

A quelques milles de Milwaukee, vers le sud-ouest, commencent des fonds humides qui s'élargissent et qui deviennent marécageux en aboutissant au lac Muskeego. Ils sont entrecoupés d'ondulations couvertes de bois chétif. Le sol est formé d'une argile imperméable et nue. L'eau vive y manque.

Dans l'ouest de l'Amérique du nord, les Européens sont trompés par l'aspect que peuvent présenter les lieux les plus ingrats pendant l'automne. Le feuillage prend dans l'atmosphère des couleurs fortes et lustrées qui font croire aux qualités de la terre. La sécheresse de la saison a épuisé les marais, et l'herbe y croît avec l'apparence des meilleures prairies.

Ce furent sans doute ces influences de l'été sauvage dans le Wisconsin qui aidèrent à tromper les pauvres Norwégiens. Ils s'arrêtèrent sur les bords du lac Muskeego, et leur agglomération en prit le nom. Rien n'y réussit. Le maïs et les pommes de terre ne parvenaient pas à percer le sol. La seule ressource des émigrants fut

de nourrir des vaches dans les marais et de vendre du laitage au marché de Milwaukee.

Cependant ils furent les pionniers de l'émigration norwégienne dans le Wisconsin. Leur misérable établissement de Muskeego comptait en 1843 près de 500 habitants. Pour apprécier leur situation, ils n'avaient pas d'autres notions que les souvenirs de la Norwége.

Bientôt les plus entreprenants et les jeunes gens gagnèrent de l'expérience. Les désavantages de Muskeego furent connus de ses propres habitants et des émigrants qui s'en éloignèrent. Alors il se forma dans le Wisconsin d'autres centres norwégiens.

Au mois d'octobre 1844, il restait à Muskeego 300 habitants. L'automne de 1843 lui a porté le dernier coup; environ cent personnes moururent de fièvres malignes, attribuées aux eaux stagnantes, dont les plus pauvres usèrent pour ne pas creuser des puits.

Après quatre ou cinq années, les émigrants devaient encore acheter toutes leurs provisions. Leurs maisons chétives et malpropres tombaient, et les clôtures des champs étaient rompues de toutes parts.

Muskeego, pour l'émigration norwégienne aux États-Unis, est un point de comparaison. Tous les peuples colonisateurs ont passé par une semblable épreuve. Les émigrants qui n'appartiennent ni à la race allemande ni à la race anglaise, s'ils sont abandonnés à eux-mêmes, échapperont difficilement à l'épreuve de Muskeego. Mais le temps en est passé à l'égard des Norwégiens. Il faut chercher ailleurs les caractères et les circonstances de leur émigration, instruite par l'expérience.

KUSKANONG.

Les comtés méridionaux du territoire du Wisconsin ont attiré les Norwégiens, qui préfèrent les plaines et les terres claires aux épaisses forêts des comtés du nord.

Le Norwégien n'a pas l'énergie de l'Allemand. Il se contente de vivre. Ses besoins ne vont pas plus loin. Il laisse à ses descendants le soin de chercher dans le travail les avantages sociaux de l'organisation des États-Unis. Si l'on ne tenait pas compte de la disposition morale de cet émigrant, sa situation paraîtrait souvent misérable, tandis que, jugée par les exigences qu'elle doit satisfaire, on la trouvera satisfaisante.

Les plaines de Kuskanong, de la Liberté et de Catfish, forment le centre de l'émigration norwégienne au Wisconsin. L'agglomération principale est à 50 milles de Maddison, dans la prairie de Kuskanong. Cette plaine raboteuse comprend une étendue de 30 milles de longueur sur 10 à 15 de largeur. Elle est entourée de terres claires, dont les bois avancent vers le centre de la prairie, le long des ruisseaux, des ravins et des bas-fonds. Les Norwégiens établissent leurs habitations entre la prairie dont ils doivent composer leurs fermes, et les pointes de bois qui fournissent les matériaux de construction et de clôture.

A la fin de 1844, le nombre des émigrants était évalué à plus de 2,000 dans les trois prairies. Ceux de Kuskanong avaient un ministre de l'Évangile et un maître

d'école de leur nation. Les terres achetées comprenaient 10,000 acres.

Le premier établissement se fit en 1842. Un Norwégien assez riche partit des environs de Bergen en 1841, et s'embarqua à Gothembourg avec 19 compagnons. Ces émigrants passèrent quelque temps à Chicago, puis gagnèrent Milwaukee. Muskeego leur parut un mauvais pays; ils s'avancèrent dans l'intérieur pour s'arrêter à Kuskanong. De Bergen à leur destination définitive, les frais de voyage s'élevèrent à 100 piastres. Depuis ce temps, la prairie de Kuskanong fut le rendez-vous des Norwégiens. Elle est connue en Norwége comme aux États-Unis. De Milwaukee l'accès en est facile dans la bonne saison. Pour 14 à 16 piastres, l'émigrant y transporte sa famille et 1,600 à 1,800 livres d'effets, de meubles et d'ustensiles. Au Wisconsin comme au Michigan, un chariot et le conducteur se payent 2 piastres par jour, indépendamment des frais qui montent à une demi-piastre.

Lorsque le Norwégien possède quelques ressources et surtout quelque industrie, il procède à son établissement de la même manière que l'Allemand et l'Américain; mais il demeure dans sa nouvelle situation ce qu'il était sous l'influence du climat et de la nature du sol de son pays.

Les contrées situées sous climat rigoureux ont des habitations étroites, où les familles se pressent pour échauffer la température. La prairie de Kuskanong est entourée de demeures souterraines des émigrants pauvres et de ceux qui se contentent d'un abri quelconque et de vivres abondants à bas prix.

Au pied d'une butte à pente roide et exposée au midi, l'émigrant creuse une entaille de 18 pieds de profondeur sur 12 à 14 de largeur. Devant l'excavation il élève, à la hauteur de 6 pieds, une muraille en troncs d'arbres superposés, pour servir de façade à l'habitation. La porte et la fenêtre y sont placées. Le toit est construit d'arbres qu'on enfonce dans les parois, au niveau de la muraille de devant, et qu'on recouvre de terre et de gazon en forme de cône, en laissant un passage étroit pour cheminée. De pareilles habitations suffisent à des familles de sept à huit individus.

Des émigrants ne pensent pas à se construire d'autres demeures, même après trois ans de séjour à Kuskanong. On en rencontre qui possèdent de bonnes fermes avec des granges et des étables en bois, des champs bien cultivés et bien enclos, des chariots de 60 piastres, des bœufs de travail, des vaches, d'amples provisions de foin, et qui, pour eux-mêmes, se contentent d'un des caveaux qui viennent d'être décrits.

L'Américain, actif et ambitieux, ne comprend pas l'oisiveté du Norwégien qui a terminé sa récolte de maïs et de pommes de terre. Lorsqu'il pénètre sous son toit, il trouve une malpropreté repoussante et de mauvais ustensiles. Dans son opinion, les Norwégiens sont moins civilisés que l'Indien nomade; on dit d'eux qu'ils se terrent.

Ceux des émigrants qui se sont établis à la manière américaine, ont des maisons fort convenables. Ils n'achètent plus de provisions, et les pauvres qui arrivent chaque année trouvent à travailler dans les fermes de

leurs compatriotes. Les jeunes Norwégiennes sont probes et sédentaires. Elles se mettent en service chez les Américains. On les emploie aux ouvrages de la maison. Leur salaire est de 5 à 6 piastres par mois. Les jeunes gens actifs sont pris pour commis dans les magasins de Madison et des villages voisins; ils attirent les émigrants.

Le climat de Kuskanong est salubre. A la fin de l'automne de 1844, il ne régnait aucune épidémie; quelques cas de fièvres malignes étaient regardés comme des accidents causés par l'imprudence des malades.

Le défrichement d'une prairie est fort simple. Le gazon doit être labouré à deux pouces et demi au plus, avant la maturité des semences, c'est-à-dire avant le mois de juin. Une charrue de vingt-quatre pouces avec quatre jougs achève deux acres en un jour. Au marché le prix est de 2 piastres par acre. Lorsque le gazon est retourné à plus de deux pouces et demi, la racine n'est pas séparée de la plante, et la décomposition ne se fait pas. Les Norwégiens plantent les pommes de terre et le maïs sans engrais dans le gazon retourné. Le froment succède en automne.

A dater de 1844, quels que soient les exemples de misère et de privations réunis de part et d'autres, on peut affirmer que l'émigration norwégienne aux États-Unis a trouvé son point d'appui. L'émigrant de cette nation sait où il doit débarquer et dans quels lieux il trouvera l'occasion d'un bon établissement et de l'aide pour le commencer.

LE LAC DES PINS.

En 1842, des Norwégiens et des Suédois, avec quelques Danois, se sont réunis dans le voisinage du lac des Pins et des lacs Jumeaux, à 30 milles de Watertown. Les Suédois et les Danois de ces établissements n'appartiennent pas à la classe des travailleurs. Ils confirment les réflexions dont cette catégorie d'émigrants a été l'objet précédemment.

Au mois d'octobre 1844, la moitié des Norwégiens devait encore acheter des provisions. Ils formaient 70 familles, logées dans des maisons de bois. Un riche émigrant avait acquis 1,100 acres sur les bords de la rivière au Tremble; douze familles l'y avaient suivi, et un bon nombre de Norwégiens, débarqués en 1844, allèrent de ce côté. Les fièvres d'automne y règnent. Les Norwégiens en souffraient au mois de novembre. Les Suédois y avaient échappé.

SAINT-CHARLES DU MISSOURI.

Saint-Charles, sur la rive gauche du Missouri, était la capitale de l'État avant que Jefferson ne le devînt. La ville et son comté renferment quatre-vingts familles de la Westphalie et du Hanovre. En 1844 il arriva quinze à vingt familles allemandes assez pauvres. L'année a été fort malsaine, et ces émigrants ont souffert. Ni le sol ni la position commerciale ne se recommandent, et cette localité doit être évitée par les Européens.

WASHINGTON.

En continuant de remonter le Missouri, on passe devant Washington, dans le comté de Franklin, sur la rive droite. Marthas, ville dans le comté de Warren, est sur la rive gauche. Des Allemands se sont établis aux environs de ces deux points. Ils subsistent sans peine, parce que les vivres sont à bas prix. Mais il n'y a pas chez eux de prospérité ; les habitations et les champs n'ont pas l'aspect d'ordre des établissements du Wisconsin. Les travaux de l'agriculture sont restreints, le commerce n'existe pas et l'argent est rare.

Les voyageurs ont exagéré la fertilité et les avantages de l'État du Missouri. Ces régions, situées à l'extrémité du territoire de la confédération, ont profité du prestige de l'éloignement. En réalité, depuis le Mississipi jusqu'à Boonville, sur une largeur d'environ 60 milles, tout le pays de la rive droite du Missouri est coupé de sillons irréguliers aux pentes rapides. Les sommets sont étroits, nus et rocailleux, ou couverts de chênes bâtards. Le sol des versants est sec. Les régions fertiles du Missouri s'étendent vers l'ouest, à partir de Boonville jusqu'au pays des Indiens. L'émigration agricole aurait dû se diriger de ce côté. Mais lorsque les émigrants vinrent au Missouri, la navigation à vapeur sur la rivière n'avait pas de service régulier, l'extrémité occidentale de l'État était connue seulement des missionnaires et des trappeurs établis chez les Indiens. Les émigrants n'allaient pas aussi loin, ils se réfugiaient dans les vallées des

affluents du Missouri, rapprochées de Saint-Louis. Ces vallées étroites ne sont pas salubres. Les inondations s'étendent très-avant dans les terres, et chaque automne les fièvres intermittentes et les fièvres bilieuses leur succèdent.

Le sol de cette section de l'État n'étant pas très-favorable aux céréales, le tabac, qui réussit dans les terres boisées, est un des produits principaux de l'agriculture. Il demande un travail que l'Européen supporte mal. Les Américains le font cultiver par leurs nègres; mais l'esclavage répugne aux Allemands.

Les émigrants bien dirigés ne s'arrêtent plus dans des localités semblables à celles du comté de Washington et de Gasconnade. C'est une nouvelle circonstance préjudiciable aux Européens qui s'y trouvent déjà.

HERMAN.

Un des plus anciens établissements d'Allemands dans l'État du Missouri est Herman. Il a commencé par être une espèce d'association par actions. Aujourd'hui c'est une petite ville sur la rive droite du Missouri à 40 milles de Saint-Louis. Le pays voisin est stérile, et l'abord du côté de la rivière est impraticable depuis les dernières inondations. Herman est stationnaire, l'émigration ne s'y porte pas.

L'agglomération agricole la plus complète et la plus intéressante du centre de l'État du Missouri, est située dans le comté des Osages, à 100 milles de Saint-Louis en ligne directe. Les Allemands se sont répartis entre

·ois points principaux à quelques milles les uns des ıtres. Le premier est Lisleton et son voisinage, le se- ɔnd Harrville, et le troisième Westphalie du Missouri.

LISLETON.

Un spéculateur américain entreprit de fonder une ille au confluent de la rivière des Osages et de la ivière Sainte-Marie, à 6 milles du Missouri. Le terrain ıt divisé en lots d'une demi-acre qui se vendirent à 50, 0 et 150 piastres.

En 1835 un Westphalien visita le Missouri et l'em- lacement de la ville projetée sur la rivière des Osages, ille qui devait s'appeler Lisleton. A son retour en Al- emagne, il détermina quelques familles à l'accompa- ;ner aux États-Unis. La destination du parti était la 'allée de la rivière des Osages.

Les émigrants arrivèrent en 1836. Lisleton commen- ait ses opérations et quelques familles allemandes s'y tablirent. D'autres défrichèrent des terres aux envi- ·ons. Bientôt la localité fut reconnue malsaine, et l'en- reprise tomba. Six familles de la Westphalie se trou- 'aient encore à Lisleton au mois de décembre de 'année 1844. Elles attendaient une occasion de vendre eurs terres pour s'établir ailleurs.

Les Européens ne doivent participer à aucune espèce le spéculation aux États-Unis. Leur seul but doit être le s'assurer des moyens d'existence par les simples ɔpérations de la culture d'un sol fertile. Ce moyen d'ob- enir une situation indépendante est lent, mais il est sûr.

Les procédés plus prompts sont des spéculations qui réussissent rarement aux Américains, et qui sont toujours ruineuses pour des étrangers sans expérience.

HARRVILLE.

Ce village, fondé par quarante familles des provinces allemandes, est le centre d'une agglomération de 400 émigrants du même pays. La situation est à six milles de Lisleton. Il n'y règne pas de fièvres bilieuses. Les maisons valent mieux que dans les autres établissements du Missouri. L'ensemble de l'entreprise a bonne apparence.

Un missionnaire belge réside à Harrville, dont les habitants sont catholiques. L'église est en pierre. Elle a 60 pieds de longueur sur 30 de largeur.

Les premiers émigrants arrivèrent en 1836. La localité est plus ouverte et le sol est plus productif que sur l'autre bord de la rivière des Osages.

Suivant les évaluations du missionnaire, basées sur ce qui se fait dans le pays, un émigrant peut avoir une maison construite et en ordre pour 15 piastres; un lot de 40 acres coûte 50 piastres; deux bœufs valent 16 piastres et une vache 6, avec son veau. Le prix des bestiaux est beaucoup moins élevé dans l'État du Missouri qu'au Wisconsin; la différence est d'un tiers. Deux cents piastres suffisent à un émigrant pour s'établir au milieu de l'agglomération d'Harrville.

WESTPHALIE DU MISSOURI.

Le Westphalien qui amena des émigrants aux États-Unis en 1836, avait débarqué le 1er novembre à Jefferson. Il y avait avec lui 42 émigrants. Aucun d'eux ne possédait plus de 300 piastres. Une dizaine de familles se fixèrent dans la localité qui prit le nom de Westphalie.

Leurs maisons, de 20 pieds sur 18, furent prêtes en trois jours. Les clous, les ferrements et la fenêtre ne coûtèrent pas au delà de 2 piastres pour chaque maison. Ils achetèrent des provisions pendant une année, dans les proportions suivantes : Cent cinquante livres de viande pour chaque personne nubile, 100 livres de farine de froment, 300 livres de farine de maïs. En 1844 la viande se vendait 2/100 de piastre; la farine de froment, 4 piastres le baril de 196 livres; celle de maïs, 2/3 de piastre. Les fermiers vendent la livre d'excellent bœuf à 1/100 de piastre. Les bestiaux s'engraissent dans les bois.

Les habitations n'ont pas aussi bonne apparence que celles d'Harrville. Le directeur de l'entreprise des émigrants possède un établissement complet en fort bon ordre. Il a fait construire une église, desservie par le missionnaire belge d'Harrville. Le village a de plus une école et deux magasins, deux cordonniers, un tailleur, un tanneur, 90 têtes de bétail et un moulin à manége pour le blé.

Westphalie est une localité de terres en bois franc et

de terres claires. L'acre défrichée en marché revient à trois piastres et un quart avec les clôtures posées. En 1836, au commencement de l'entreprise, le prix était de cinq piastres.

L'acre y produit en moyenne 20 boisseaux de froment, 50 de sarrasin, 40 de maïs et 1,500 livres de tabac. La première année du défrichement, on plante du maïs, des pommes de terre ou des navets; le sol est trop riche pour le froment. A la deuxième année vient le froment, et l'avoine succède. La première année donne un tabac léger; la deuxième récolte est la meilleure. Lorsque la terre s'épuise, il faut semer du trèfle qui sera labouré pour servir d'engrais.

Jusqu'en 1840, la salubrité du village n'avait souffert que de fièvres intermittentes sans gravité. Cette année les inondations extraordinaires du Missouri firent refluer la rivière des Osages et la rivière Sainte-Marie à huit ou dix milles dans l'intérieur, et l'automne suivant il y eut beaucoup de fièvres malignes. La mortalité fut accrue par l'arrivée de soixante et dix Prussiens. Ceux-ci avaient débarqué le 13 juillet à la Nouvelle-Orléans. Leur destination était la vallée de la rivière des Osages. En arrivant à Lisleton, ils se trouvèrent malades et dans le dénûment. La traversée de l'Océan avait été fort pénible; l'eau avait manqué. Depuis le débarquement ils s'étaient nourris de fruits et de légumes.

Le missionnaire d'Harrville les secourut. Il les détourna de Lisleton pour les établir à Westphalie et dans les environs; mais ils ne résistèrent pas au climat. Ils

périrent en laissant beaucoup d'orphelins confiés à la protection des lois du Missouri.

Les trois points de Lisleton, d'Harrville et de Westphalie forment le centre d'une population de deux mille Allemands, très-influents dans les élections du comté des Osages. Ces émigrants conviennent que les deux premières années de leur établissement furent pénibles. Après cette période, ils commencèrent à profiter des avantages de leur position nouvelle, et aucun d'eux ne désira de retourner en Europe.

JEFFERSON-CITY.

La capitale du Missouri est fort peu importante. Soixante-dix Allemands, habitants de la ville ou du comté, sont électeurs. Ce chiffre représente une population de 350 émigrants. Leur situation est prospère. Un d'eux, marchand à Jefferson, est le correspondant des marchands allemands de Saint-Louis, et il est en relation de trafic avec tous les Allemands des environs.

ROWLING'S FERRY.

Deux cent cinquante Bavarois émigrèrent au Missouri en 1842, pour se soustraire aux règlements établis en Bavière à l'égard du mariage des indigents.

Ils ne possédaient aucune ressource en argent et en expérience. Leur établissement se fit sur la rivière de

la Gasconnade, dans un lieu qui s'appelle Rowling's Ferry. Le pays est complétement sauvage et les terres fédérales n'y sont pas encore en vente. L'opinion des voisins est que ces émigrants ne seront pas en état de profiter de la loi de préemption, si les ventes publiques arrivent prochainement de ce côté.

Lorsque la navigation est en bon ordre, les émigrants gagnent l'intérieur de l'État du Missouri à bas prix. De Saint-Louis à Jefferson ils payent 1 piastre; la distance est de 150 milles. Pour 2 piastres ils vont de Saint-Louis à Weston, éloigné de 500 milles. Les vivres ne sont pas compris dans ces conditions et l'émigrant doit aider à porter le bois à bord du bateau.

APPLE-CREEK.

Un ministre luthérien expulsé de Dresde se réfugia aux États-Unis, dans le comté de Girardeau, sur la rivière du Mississipi, à 137 milles au sud de Saint-Louis. Il gagna la confiance des habitants et entreprit de fonder un établissement d'émigrants.

Au printemps de l'année 1839, six cents Allemands, qui l'avaient accepté sans soupçon pour leur conseiller, choisirent un emplacement dans la vallée de la rivière aux Pommes, près du cap Girardeau. Le défrichement fut appelé Apple-Creek, d'après le nom de la rivière.

Le ministre ne tarda pas à perdre la confiance que les apparences lui avaient gagnée, et les émigrants le renvoyèrent comme un fourbe dont l'immoralité pou-

vait être prouvée. Il passa le Mississipi pour aller vivre misérablement à Kaskaskia.

L'établissement de la rivière aux Pommes ne fut pas abandonné. En 1844, dans les premiers jours du mois de novembre, plus de huit cents Allemands arrivèrent à la Nouvelle-Orléans. Ils se divisèrent pour remonter le Mississipi. Une partie gagna Saint-Louis, l'autre se fit débarquer au cap Girardeau.

Quelque rassurants qu'aient été les renseignements recueillis en 1844 sur la situation des émigrants, l'insalubrité de la région est une des premières causes de défiance à l'égard de l'emplacement d'Apple-Creek. La latitude de 37° 20′ ne favorise pas les occupations des Européens. Cette dernière considération doit détourner l'émigration de la direction qui lui a été donnée au profit du comté de Girardeau.

BELLEVILLE.

Saint-Louis a fait de Belleville un entrepôt de son commerce avec les fermiers de l'État de l'Illinois. Elle est située à 18 milles du Mississipi. L'activité du négoce y attire la population d'artisans et de détaillants allemands qui s'amasse dans les faubourgs des grandes cités du littoral et de l'intérieur. A Belleville ceux-ci sont au nombre de 800, au milieu de 1,600 à 1,700 Américains.

On ne peut pas considérer ce point comme un lieu d'établissement convenable pour des émigrants. Les terres y sont chères et les affaires trop bien organisées. C'est un centre commercial, dont les Allemands sont

propriétaires en partie, et qui est placé dans une contrée peuplée d'Européens. Les maisons allemandes de Saint-Louis ont des associés ou des correspondants à Belleville. Ceux-ci trafiquent avec les émigrants.

Dans les élections de 1844, les démocrates et les conservateurs du comté de Saint-Clair, dont Belleville est le chef-lieu, se trouvaient en force égale. La population apporta aux démocrates une majorité de douze cents votes.

A Shoal-Creek, éloigné de 36 milles de Saint-Louis et de 18 milles de Belleville, une mission catholique est le centre d'une agglomération de soixante et dix familles allemandes. Dans la prairie Elkion, à 15 milles au sud-est de Belleville, il se trouve des Allemands. Vers le nord-est, près de Vandalia, ils ont un établissement de quatre-vingts familles. Au nombre des émigrants qui entourent Belleville, il y a beaucoup de Lorrains, d'Alsaciens, de Suisses et d'Anglais. Les Français réussissent moins que les autres.

Ces établissements n'échappent pas aux fièvres. A la fin de 1844, le missionnaire de Shoal-Creek avait été forcé de se réfugier à Saint-Louis, et il s'y trouvait à toute extrémité au mois de décembre de cette même année.

L'État de l'Illinois n'est pas encore salubre dans toute son étendue. Les fièvres intermittentes avec frisson y règnent en automne. Le voisinage du Mississipi et de ses affluents doit être évité par les Européens. On y souffre des fièvres malignes, et les inondations causent des ravages irréparables aux exploitations agricoles.

Les prairies et les terres claires de l'Illinois attirent

les fermiers habitués à la culture des fermes d'Angleterre. Le défrichement d'une terre boisée ne comporte pas les opérations d'une culture perfectionnée, et la vie des forêts est sans ressources pour les femmes qui n'appartiennent pas à la classe ouvrière.

En 1832 et 1833, des étudiants allemands, impliqués dans des affaires politiques, émigrèrent aux États-Unis. Ils vinrent dans le voisinage de Belleville. En 1844, leur position commençait à être assurée. Le début de l'entreprise leur fut très-pénible. Ils n'étaient pas habitués à travailler de leurs mains, et la nécessité faisait d'eux tout à coup des bûcherons et des laboureurs.

LA PRAIRIE DU MIROIR.

A 30 milles du Mississipi, dans l'État de l'Illinois, la route nationale traverse une plaine appelée la Prairie du Miroir. En 1831, un docteur allemand et un Américain, tous les deux propriétaires de terres, engagèrent des émigrants à former un établissement dans la Prairie. Highland devint un centre d'agglomération. Des Suisses y arrivèrent en 1840, et en 1844 la population était de 300 habitants. Les affaires paraissent prospérer. Des Américains y projettent la construction d'usines et de manufactures.

Un sénateur, propriétaire de terres dans la localité, se propose de consacrer gratuitement une partie de son domaine à des établissements d'émigrants, pour créer, au profit du pays et de ses biens, des courants d'émigration.

Les principales objections au choix des prairies pour l'établissement des Européens, sont la disette d'eau et le manque de bois. Souvent les puits tarissent : ils doivent être très-profonds et il est difficile d'abreuver les bestiaux. En général les prairies n'ont pas de bois. Cependant les émigrants ne peuvent pas employer d'autres matériaux pour construire en peu de jours et sans dépense leurs maisons et les clôtures du défrichement. La pierre manque comme le bois. On a proposé aux habitants des prairies d'adopter la brique séchée pour leurs constructions. Il paraît qu'elle a été employée avec succès au Canada. Dans l'incertitude de la valeur des expériences, l'émigrant ne doit pas s'aventurer au milieu des plaines de l'Ouest, lorsque les forêts sont éloignées. En hiver le vent devient glacial en passant sur ces immenses étendues de neige, et la saison est très-rigoureuse, même à une latitude plus méridionale que celle de Saint-Louis. Il faut à l'émigrant du chauffage en abondance.

L'excessive chaleur ne rend pas moins nécessaire des abris pour la famille et pour les bestiaux. Au milieu du jour, les animaux n'échappent aux taons des prairies qu'en se réfugiant dans les bois.

Dans ces localités, le fermier américain cultive des semis d'acacia noir dont la croissance est très-rapide. C'est une amélioration agricole de son exploitation, mais non une ressource pour l'émigrant. Avant la cinquième année, l'acacia ne donne pas d'abri aux bestiaux, et il ne fournit pas de chauffage avant la vingt-cinquième. Pendant cette période, il faut préserver la plantation,

de l'incendie des prairies en automne par les précautions qui protégent les maisons. Dès que les herbes de la plaine commencent à sécher, le fermier entoure son exploitation de deux larges sillons espacés de 10 à 12 pieds. Entre les sillons les herbages sont fauchés, en sorte que le feu ne trouve pas d'aliment pour pénétrer dans l'enceinte. Quelquefois la prévoyance du fermier est devancée, et la plantation ou la maison est détruite.

L'incendie des prairies est une coutume des Indiens. Ils renouvelaient ainsi le pâturage des troupeaux de buffles. Les Américains ont conservé ce procédé, quoique la loi de chaque État le punisse. On ne découvre jamais l'incendiaire. Le feu commence souvent par accident, et il se propage de plaine en plaine jusqu'à ce qu'un cours d'eau l'arrête.

BERGOTTAGE ET MARTINVILLE.

Une partie des Prussiens qui émigrèrent pour opinion religieuse, alla s'établir dans le Wisconsin, près de Watertown. Quarante-cinq familles de la secte luthérienne vinrent se fixer dans l'ouest de l'État de New-York. Elles forment des agglomérations à Bergottage et à Martinville, près de Buffalo. Leur territoire de 4,300 acres composait des fermes défrichées par les Américains.

Dans la même localité, quarante-huit familles alsaciennes ont acheté 800 acres de terres mises en valeur.

Les Allemands appartiennent à la classe aisée; tous les Alsaciens sont indépendants.

La conclusion des recherches faites sur les divers systèmes d'établissement des émigrants aux États-Unis se présente naturellement : l'agglomération des Allemands est le procédé le plus avantageux.

Lorsqu'un habitant du continent de l'Europe veut émigrer aux États-Unis, s'il appartient à une nation dont les émigrants ont formé des établissements en Amérique, il doit se diriger vers ces points. S'il prend l'initiative de l'entreprise, il lui faut des compagnons pour partir d'Europe, et un emplacement salubre et fertile, déterminé d'avance, pour s'établir aux États-Unis. Les colons doivent y rester voisins les uns des autres, comme ils étaient dans le village natal, entre l'église et l'école. Alors l'émigration devient un simple déplacement, et elle cesse d'être comme autrefois un temps d'épreuve pour toute l'organisation morale.

La difficulté de l'entreprise se réduit au choix d'une localité qui réunisse les conditions physiques si remarquables qui font la supériorité des États-Unis de l'Amérique du nord. Les limites des meilleures régions pour l'émigrant ont été déterminées.

Une compagnie de Saxons vient d'acheter 180,000 acres dans l'État de Tennessee, pour élever des troupeaux de mérinos. On assure que la localité ne convient qu'à cette industrie. L'entreprise a des chances de succès; mais elle est une spéculation. Les variations du tarif américain sont un danger toujours imminent pour le propriétaire de troupeaux, aussi bien que pour le

manufacturier. Avant le tarif de 1842, beaucoup de fermiers de l'ouest des États de New-York et de l'Ohio égorgèrent leurs moutons, dont la laine ne se vendait pas. L'émigrant fera bien d'éviter les spéculations. Son but doit être de s'assurer des provisions de pain, de porc et de bœuf. L'ouest et le nord-ouest, bornés par le cours de l'Ohio et la limite de l'État d'Arkansas au sud, présentent les meilleures chances d'obtenir ce résultat. Une seconde règle importante à observer par les émigrants, c'est de traiter, pour leur établissement, avec le bureau terrien. Les titres de terres fédérales sont ceux qui offrent le plus de sécurité.

Les émigrants peuvent trouver l'occasion d'acheter de bonnes terres appartenant à des personnes d'une loyauté parfaite; mais beaucoup de spéculateurs font ce commerce sans la moindre probité. Ces derniers ne connaissent pas eux-mêmes les localités qu'ils vendent. L'étranger est exposé à des contestations sans fin.

Une agglomération ne doit pas craindre l'éloignement de l'Atlantique ni la vie des bois. Des Allemands fondent un établissement dans l'Iowa, à la prairie Laporte, cinq cents milles plus haut que Saint-Louis, sur le Mississipi. Plus on s'éloigne du pays peuplé, plus il y a de chances de trouver des localités favorables. Les terres incultes des contrées organisées ont quelque désavantage, sinon l'Américain s'y serait établi. La Pennsylvanie est peut-être le seul État ancien dont les forêts puissent convenir à l'émigrant, quoique les Américains s'en soient détournés. La difficulté des communications les a fait négliger. C'est un obstacle pour le défricheur, qui, tra-

vaillant dans le but de réaliser une fortune rapide, doit trafiquer et revendre avec bénéfice. Une agglomération établie à perpétuelle demeure est plus patiente. Elle peut attendre l'effet des améliorations générales du pays, tout en réussissant à s'assurer une situation indépendante.

CHAPITRE V.

INFLUENCE COMMERCIALE DE L'ÉMIGRATION.

La nature de l'influence de l'émigration sur les rapports commerciaux des pays d'expatriation et d'adoption semble avoir été mal comprise. L'agglomération conserve la langue, les mœurs et les coutumes allemandes au milieu des Américains; elle doit également conserver le goût des produits de l'Allemagne chez les émigrants allemands.

Quand les faits observés sont généraux et nombreux, un sujet très-vaste peut être ramené à un fort petit nombre de conclusions suffisantes.

Ce n'est pas comme consommateurs que les émigrants établis aux États-Unis favorisent les relations commerciales du pays d'expatriation. Ces émigrants ont fort peu de besoins. Après douze années on trouve sur leur table les fourchettes et les couteaux qu'ils ont emportés. Quelques ustensiles de fer-blanc et de la faïence commune forment leur mobilier. Leurs vêtements sont faits

de tissus ordinaires, fabriqués dans les villages. Ce que Zoar produit, est un échantillon complet des articles de consommation dans l'intérieur des terres. Les articles de bonneterie sont confectionnés par les femmes pendant les soirées d'hiver.

Non-seulement l'émigrant achète peu, mais quand il achète, les produits allemands ne sont pour lui l'objet d'aucune préférence. A cet égard l'Allemand devient Américain, il cherche le meilleur marché. Les commerçants des villes du littoral et de l'intérieur confirment ces faits et ces observations.

L'influence commerciale de l'émigration ne vient pas de la consommation des émigrants; l'origine en est plus importante, plus régulière et plus stable. L'émigration remplit, au profit du pays d'expatriation, les fonctions du commis voyageur.

Lorsqu'une agglomération allemande est établie, le bourg ou la petite ville du voisinage devient le siége des transactions. De la population agricole il se détache quelques jeunes gens qui ont appris la langue du pays, et qui sont tentés par les chances du négoce. Les commerçants américains les prennent dans leurs magasins pour servir d'interprètes aux émigrants. On a constaté ces circonstances sur tous les points des régions de l'ouest et du nord-ouest. L'émigration produit d'abord des commis en apprentissage chez les Américains. Ensuite le commis établit lui-même un magasin.

A dater de ce moment commence une série de faits importants.

Dans l'ouest les affaires marchent par le crédit de

l'est, parce que Boston, New-York, Philadelphie et Baltimore envoient à leurs correspondants de l'intérieur toutes les marchandises dont ils ont besoin, avant que les récoltes destinées à les payer ne soient faites.

Le commerçant de l'intérieur est connu dans le pays. Il y tient par sa famille et par sa situation acquise. Il a son correspondant sur le littoral qui lui fait crédit.

Aussitôt que le commis allemand devient négociant pour son propre compte, il lui faut un crédit ouvert sur le littoral. Il n'a ni position ni famille, il est étranger ; naturellement il s'adresse à des maisons allemandes.

New-York, Philadelphie et Baltimore ont un grand nombre de commerçants allemands fort respectables. Leur compatriote qui débute dans les affaires est connu d'eux, ou il leur a été recommandé ; il devient leur correspondant. Alors ce que l'Allemagne vend dans les villes du littoral par l'entremise des maisons allemandes, se répand à l'intérieur par l'agence des petits commerçants que l'émigration ne cesse pas d'y disséminer. Buffalo, Cleveland, Pittsburg, Cincinnati, Saint-Louis, Belleville, Jefferson-city, Madisson, Watertown, Milwaukee confirment ces assertions par beaucoup d'exemples.

Les maisons étrangères sur le littoral ont commencé par des procédés analogues. L'émigrant porté vers les affaires n'allait pas au pays des défrichements ; il entrait chez un commerçant anglais ou américain pour servir d'interprète dans le magasin, ou pour faire la corres-

pondance avec le pays dont il parlait la langue. Puis le commis ou l'écrivain devenait soit associé, soit chef, et des rapports commerciaux avec le pays d'expatriation étaient la conséquence de sa coopération. Du littoral, cet usage qui tient à la nature des choses, a gagné l'intérieur.

Les États-Unis ont une prodigieuse activité commerciale; le succès des affaires y dépend d'une énergie continuelle; la concurrence déjoue toutes les règles et toutes les prévisions. Le commerce est en excitation permanente, on peut dire que sa marche est une succession de crises.

Un tel marché ne s'aborde pas avec des commissionnaires ou des agents dont le bénéfice consiste principalement dans les soins de magasinage et d'expédition. Il faut un intéressé immédiat, qui ait à retirer de son énergie un profit pareil à celui que tous ses concurrents attendent de la leur. Ce commerçant ne peut pas être un étranger; pour plusieurs raisons il faut qu'il soit résidant du pays. Dans l'ouest des États-Unis le détaillant traite avec les fermiers par la voie d'échange; il assume la responsabilité des variations du prix des produits agricoles. Quant au prix des marchandises, il n'a rien de stable. Le marché est troublé de plusieurs manières.

L'ouest, qui est le pays des émigrants, est aussi le refuge de la partie aventureuse du peuple américain. Les commerçants dont les affaires sont compromises essayent des moyens extrêmes; tantôt ils vendent sans bénéfice, tantôt ils vendent à perte. Ils manquent à leurs engagements sur le littoral, ruinent leurs con-

currents, puis disparaissent sans laisser de traces. Souvent une maison de l'intérieur achète des marchandises à New-York au-dessous des prix courants, soit que la maison de New-York se trouve près de faillir, soit qu'elle ait acheté des marchandises à l'encan. Chaque bateau qui arrive aux centres commerciaux de l'ouest, peut être une cause de ruine pour le commerçant étranger qui doit se placer dans la situation régulière du cours des affaires.

D'autres causes des crises du marché existent dans la situation des institutions financières, et dans la nécessité d'accorder de longs crédits aux acheteurs. Or, la solvabilité de ces derniers est difficile à connaître.

En admettant que les négociants arrivés de l'étranger avec leurs marchandises pussent entreprendre des affaires dans l'ouest, leur nombre et leur capital seraient limités par les désavantages de la situation, et les résultats de l'entreprise n'auraient pas d'importance à l'égard des rapports commerciaux du pays de ces négociants et des États-Unis.

Il faut reconnaître que dans l'ouest et le nord-ouest le commerce n'a pas de stabilité, malgré l'importance du capital qu'il emploie. Tout y est changeant et hasardeux. Le pays se forme. Politiquement, il dépend de l'Union américaine, et il tend à la suprématie. Sous tous les autres rapports, il doit être pris comme une contrée distincte de l'est des États-Unis.

Les produits étrangers doivent arriver dans l'ouest par l'entremise du commerçant du littoral et des détaillants que l'émigration a faits Américains et qu'elle a pla-

protection, 44. — Spoliation, 48. — Compagnie de transport, 49. — Voies d'acheminement vers l'intérieur, 50. — Direction du commerce intérieur des États-Unis, 55. — Opinion de M. de Tocqueville sur l'émigration, 61. — Entrepôts de l'émigration à l'intérieur du pays, 63. — Buffalo, *ibid.* — Cleveland, 64. — Toledo, *ibid.* — Détroit, 65. — Green-bay, *ibid.* — Milwaukee, 66. — Racine et Southport, 67. — Chicago, *ibid.* — Pittsburg, 68. — Wheeling, 69. — Cincinnati, 70. — Saint-Louis, 71. — TROISIÈME PÉRIODE. — Modes d'établissement, 74. — § 1er. *Des communautés,* ibid. — Bethléem et Nazareth des Moraves, 79. — Économie, 80. — Zoar, 82. — Nouvelle-Harmonie, 87. — Nouvelle-Helvétie, 88. — Ebenezer, 90. — § 2. *Des associations par actions,* 93. — Gorstville, 95. — Alphadelphia, 98. — Teutonia, 100. — § 3. *Du système religieux ou philanthropique,* 101. — Sainte-Marie, 102. — § 4. *De l'isolement,* 104. — § 5. *Des agglomérations,* 109. — Westphalie de Michigan, 111. — Grands Rapides, 114. — Township neuvième, 115. — Calumet, 119. — La Pointe-au-Sable, 120. — Kakalin, 121. Watertown, 122. — La Prairie des Sancks, 123. — Les Norwégiens de Muskeego, 124. — Kushkanong, 128. — Le Lac des Pins, 132.— Saint-Charles du Missouri, *ibid.* — Washington, 133.— Herman, 134. — Lisleton, 135.— Harrville, 136.—Westphalie du Missouri, 137.— Jefferson-City, 139. — Bowlings' Ferry, *ibid.* — Apple-Creek, 140. — Belleville, 141. — La Prairie du Miroir, 143. — Bergottage et Martinville, 145. — Conclusion, 146.

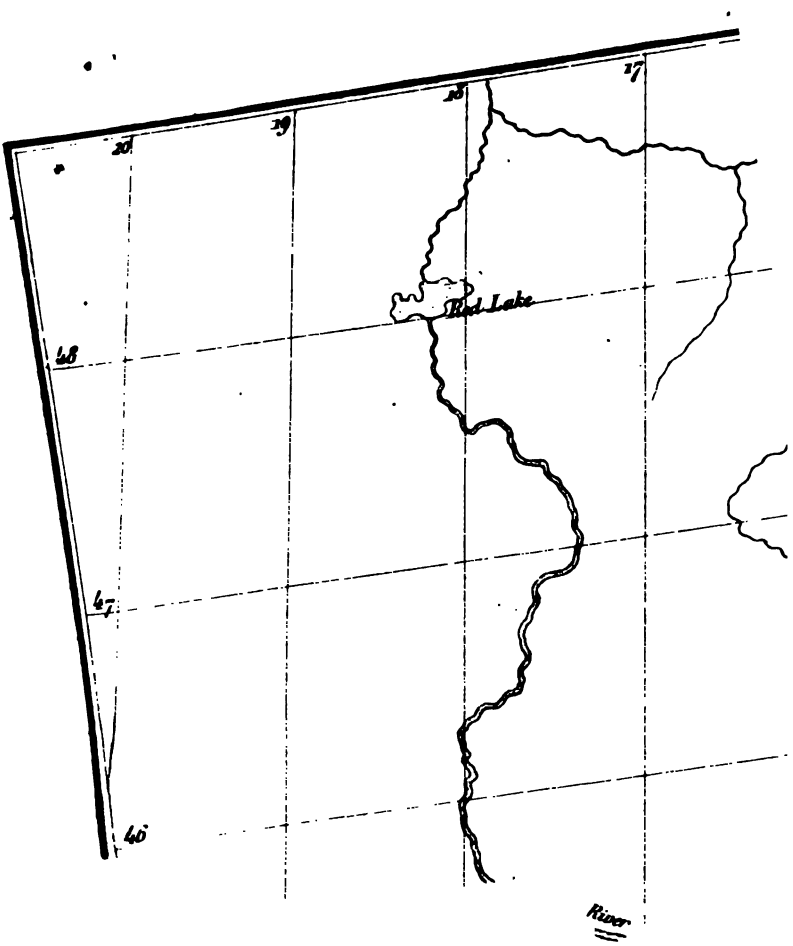
CHAPITRE V.

Influence commerciale de l'émigration. . . . . Page 149

CHAPITRE VI.

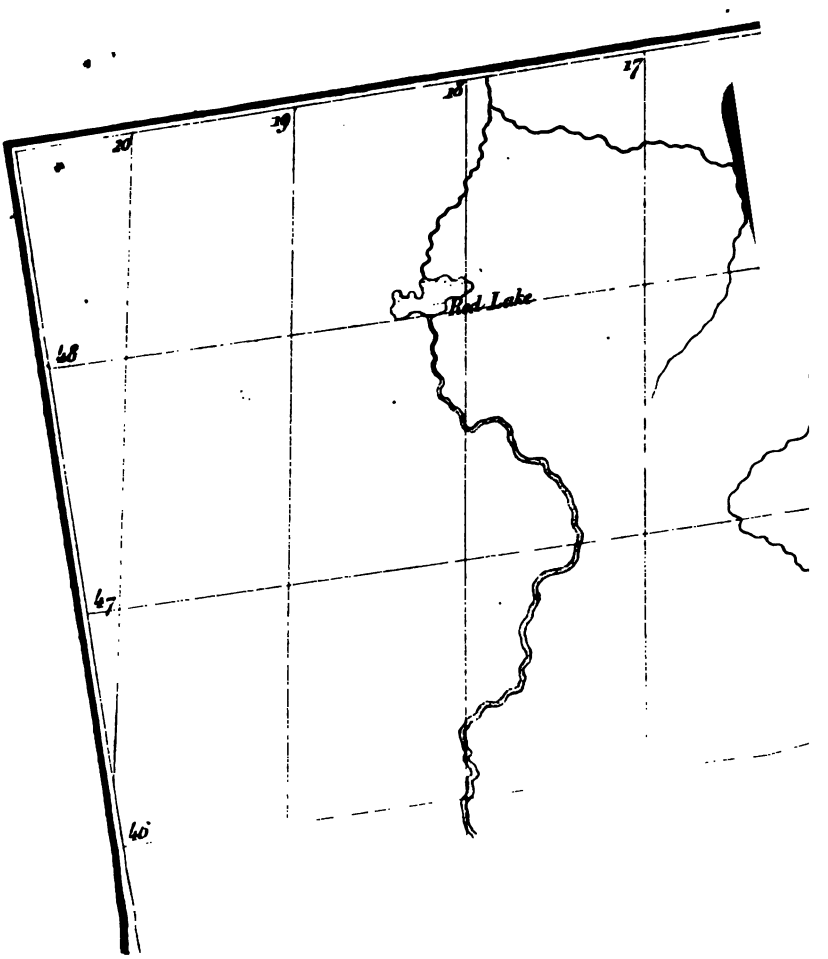
Conclusion générale. . . . . » 155

OCT 21 1926



THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
REFERENCE DEPARTMENT

This book is under no circumstances to be taken from the Building

form 410

OCT 1 1 1928